



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2017-2018

TO,JS/PR

P.V. TESS 05

P.V. ECO 04

Commission de l'Economie

Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

Procès-verbal de la réunion du 26 octobre 2017

Ordre du jour :

Audition publique en vue du débat de consultation concernant le rapport de Jeremy Rifkin
"The Third Industrial Revolution Strategy"

*

Présents : M. Gérard Anzia, M. Fränk Arndt, M. André Bauler, M. Marc Baum, Mme Taina Bofferding, M. Félix Eischen, M. Georges Engel, M. Jean-Marie Halsdorf remplaçant M. Serge Wilmes, M. Aly Kaes, M. Claude Lamberty, Mme Josée Lorsché, M. Marc Spautz, membres de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

Mme Diane Adehm, M. Gérard Anzia, M. Fränk Arndt, M. André Bauler, M. Gilles Baum remplaçant M. Max Hahn, Mme Simone Beissel, Mme Tess Burton, M. Félix Eischen, Mme Joëlle Elvinger, M. Franz Fayot, M. Claude Haagen, Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Laurent Mosar, M. Marcel Oberweis remplaçant M. Léon Gloden, M. Roy Reding, membres de la Commission de l'Economie

M. Gusty Graas, M. David Wagner, observateurs

Caritas : Mme Daniela Ragni, M. Andreas Vogt

Confédération Générale de la Fonction publique (CGFP) / Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics : Mme Stéphanie Ravat, M. Romain Wolff

Chambre des Salariés : M. Sylvain Hoffmann

Commission Nationale pour la Protection des Données : Mme Tine A. Larsen

LCGB : Mme Carine Breuer, M. Christophe Knebler, Mme Maria Mendes

Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER) : Mme Ludivine Martin

Mouvement Ecologique : Mme Blanche Weber

OGBL : M. Frédéric Krier

Mme Vanessa Tarantini, du Ministère de l'Economie

M. Joé Spier, de l'Administration parlementaire

Excusé : M. Emile Eicher

*

Présidence : M. Georges Engel, Président de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Franz Fayot, Président de la Commission de l'Economie

*

Audition publique en vue du débat de consultation concernant le rapport de Jeremy Rifkin "The Third Industrial Revolution Strategy"

Monsieur le Président de la Commission de l'Economie rappelle le contexte de l'audition et Monsieur le Président de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale signale que, selon son entendement, les changements du processus Rifkin ne doivent pas susciter un sentiment de peur. Il convient d'en apercevoir les opportunités, quitte à ce que le processus nécessite un encadrement adéquat.

Intervention de M. Andreas Vogt de la Caritas¹

L'orateur rappelle que Caritas Luxembourg a publié un avis sur la question sous rubrique,² dont les préoccupations-clés sont :

- la précarisation ainsi que « l'Uber-isation » du travail ;
- l'importance de trouver des nouvelles voies de financement de l'Etat en raison de l'impact que la digitalisation aura sur les recettes fiscales ainsi que sur la perception des cotisations sociales ;
- les moyens accordés aux citoyens pour bénéficier des gains de temps issus de la digitalisation (revenu de base inconditionnel (« bedingungsloses Grundeinkommen »), objectif de cohésion sociale) ;
- définition de la gouvernance du modèle économique au niveau européen et au niveau national dans un contexte d'évolution technologique accélérée;
- questions d'équité et de justice au niveau international soulevées par la digitalisation.

Intervention de Mme Daniela Ragni de la Caritas

L'oratrice souligne qu'il ne faut pas sous-estimer les conséquences globales de la digitalisation et cite, à titre d'exemple, les différentes facettes relatives à la production et l'utilisation d'un téléphone cellulaire. Elle entend ainsi démontrer que l'affirmation de J. Rifkin, selon laquelle le processus de digitalisation n'engendrerait pas de coûts marginaux supplémentaires (*zero marginal costs*), ne se vérifie pas.

¹ Pour le détail des interventions successives et l'échange de vues subséquent, il est renvoyé au verbatim de l'audition joint au présent procès-verbal.

² Transmis aux députés concernés au préalable de cette audition publique et joint en annexe au présent procès-verbal.

L'oratrice souligne que la Caritas n'est pas opposée au processus de la digitalisation, mais qu'il convient de l'encadrer de conditions telles que tout un chacun puisse y trouver un avantage.

Intervention de M. Romain Wolff, au nom de la CGFP et de la Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics

- Sur le thème de la mobilité, l'orateur reste dubitatif au sujet des conséquences sociales et économiques que vont générer des moyens de transport automatisés, qui, pourtant, pourraient s'avérer utiles dans les concepts de mobilité de l'Etat et des communes ;
- L'orateur n'entend pas s'opposer au développement technologique, mais il situe l'évolution dans un contexte sociétal et se demande, en vue des écarts de richesse toujours croissants, qui en sera le bénéficiaire ? L'orateur estime qu'il faut des mesures supplémentaires d'encadrement du processus ainsi qu'un rééquilibrage de la charge fiscale entre le facteur « travail » et le facteur « capital » ;
- L'orateur en appelle à développer davantage la formation continue pour contrer des pertes d'emplois inhérentes au processus de digitalisation. Il évoque également la situation des gens qui ne peuvent pas suivre et s'adapter au processus ;
- L'orateur critique l'actuel concours d'entrée à la fonction publique qui ne tient pas suffisamment compte des compétences nouvelles dont disposent aujourd'hui les étudiants ;
- L'orateur regrette que les aspects d'ordre social ne soient pas suffisamment considérés par les différents groupes de travail ;
- Concernant la définition d'un socle européen des droits sociaux, l'orateur préconise un non-retour en arrière en matière sociale et une amélioration permanente de la protection sociale.

Intervention de M. Sylvain Hoffmann de la Chambre des Salariés (CSL)

L'orateur souligne que la finalité du droit social et du travail consiste à protéger les plus vulnérables. Il craint que la digitalisation détériore le rapport de force en défaveur des salariés et il n'admet pas qu'on utilise le processus Rifkin comme argumentation pour démanteler la protection sociale.

L'orateur estime que le socle européen des droits sociaux, qui sera proclamé à Göteborg le 17 novembre 2017, est insuffisant au regard du processus de la digitalisation.

L'orateur insiste que le travail doive s'adapter au salarié, et non l'inverse. Il évoque la problématique des maladies et effets d'ordre psychosocial qui touchent particulièrement les salariés qui travaillent dans un environnement digitalisé et il préconise le droit à la déconnexion (comme en France), voire une obligation de déconnexion.

L'orateur évoque les limites des législations nationales qui impactent encore les situations de télétravail, notamment sur le plan fiscal.

La notion du salarié classique sera dépassée du fait de la digitalisation. Il conviendra désormais de toujours vérifier le lien de dépendance économique (« présomption salariale »).

Afin d'éviter que la digitalisation n'accroisse le dumping social, il faudra développer une

réglementation du genre « détachement virtuel ».

L'orateur réfute l'acception selon laquelle la productivité ne progresserait plus au Luxembourg et il insiste sur la distinction entre les aspects qualitatifs et quantitatifs à mesurer.

Intervention de Madame Tine A. Larsen de la Commission Nationale pour la Protection des Données (CNPD)

L'oratrice estime que dans la *sharing economy*, tout sera mis en réseau et interconnecté, mais elle regrette que la boîte à outils proposée par Jeremy Rifkin n'offre pas suffisamment d'instruments pour la protection des données. Elle estime que la protection des données doit favoriser une bonne balance entre l'éthique et la valeur marchande des données.

L'oratrice, qui évoque la nouvelle réglementation européenne en matière de protection des données, est convaincue que la digitalisation ne saura fonctionner que si les citoyens ont confiance dans le processus. Il s'ensuit qu'il faut une véritable culture de la protection des données. L'oratrice en appelle aux responsables politiques d'intégrer l'aspect de la protection des données dans le processus Rifkin.

Intervention de M. Christophe Knebler du LCGB³

L'orateur énumère les éléments d'une résolution du LCGB consacrée à la digitalisation :

- adapter le droit du travail à la digitalisation (lutte contre les situations de faux-indépendants ; droit à la déconnexion ; protection des données) ;
- développer des conceptions innovantes d'organisation du temps de travail (compte épargne temps pour le secteur privé ; temps partiel ; télétravail) ;
- adapter les aspects de santé et de sécurité sur le lieu de travail (ergonomie, prévenir le stress, protection-maladie, réforme de la procédure de reclassement et abolition du seuil des « 52 semaines » pour le maintien de l'affiliation à l'assurance-maladie) ;
- adapter le volet de l'éducation (éducation plurilinguistique, lutte contre l'échec scolaire, promotion des compétences digitales) ;
- favoriser des modèles de préretraite progressive et améliorer l'inclusion de personnes handicapées ;
- garantir l'existence matérielle des travailleurs (généralisation à tous les secteurs d'activité d'une cellule de reclassement) ;
- renforcer la protection contre les licenciements.

Intervention de Mme Ludivine Martin du *Luxembourg Institute of Socio-Economic Research* (LISER)⁴

Selon certaines études, entre 9% et 50% des emplois seraient affectés par la digitalisation. En général, on estime entre 10% et 15% la part d'emplois appelés à disparaître ainsi que la part d'emplois nouveaux créés par le processus.

La création d'emplois sera désormais caractérisée par des emplois hautement qualifiés. Par

³ Voir également la documentation écrite transmise par le LCGB au préalable de l'audition et jointe au présent procès-verbal.

⁴ Voir également la contribution écrite de Mme Ludivine Martin, transmise au préalable de cette audition et jointe au présent procès-verbal.

rapport à l'évolution de la robotique, l'avantage de l'homme, sur lequel il faudra tabler, sera sa capacité d'innover.

LISER peut offrir son expertise. Le besoin de collecter des données et de bénéficier d'une coopération de la part des secteurs public et privé est important.

L'impact sur les conditions de travail fait l'objet d'études dont la visée est la pérennisation des entreprises, la création d'emplois et l'identification d'outils permettant de contrer les effets négatifs pour les salariés.

Intervention de Mme Blanche Weber du Mouvement Ecologique⁵

L'oratrice déplore que les discussions menées jusqu'alors dans les différents groupes de travail ne remettent aucunement en question l'actuel modèle de croissance. Les discussions furent d'ordre technique, dépourvues d'une approche politique.

L'oratrice évoque, à titre d'exemple, l'implantation de Google au Luxembourg, qui est généralement présentée comme un progrès, mais elle regrette le mutisme sur les implications environnementales et la relative démesure du projet.

Une logique de financement par la croissance s'aperçoit également dans les parts respectives des recettes fiscales et de leur provenance (peu d'impôts environnementaux, plus de la moitié des recettes fiscales greffées sur le travail).

L'oratrice considère le processus Rifkin comme étant trop porté sur les aspects technologiques. Elle revendique une discussion fondamentale sur les valeurs et regrette que celle-ci fait défaut.

Intervention de M. Frédéric Krier de l'OGBL

Au lieu de parler d'une troisième révolution industrielle, l'orateur considère le processus Rifkin comme une suite, voire même une accélération de tendances industrielles qui renforcent le capital au détriment du travail, et ce par le biais d'une augmentation de la productivité. Il s'agit d'un processus de rationalisation.

La dimension de la répartition équitable du bénéfice dégagé par les capacités libérées par la digitalisation fait défaut dans le processus Rifkin, alors qu'il faudrait en utiliser les potentialités, notamment pour une réduction du temps de travail à salaires égaux. L'orateur pense que la digitalisation peut être le prétexte pour des dérégulations plus poussées.

L'orateur critique le concept de l'économie collaborative et évoque e.a. l'exemple de « Uber » qui mène au démantèlement social. Il critique le rôle des grands groupes technologiques pour ce qui est de l'utilisation de données interconnectées et en appelle à une régulation par l'Etat. Il doute de l'efficacité du rôle nouveau dévolu à la CNPD, de sanctionner désormais des écarts à la protection des données dans les entreprises, et revendique le maintien des autorisations préalables que la CNPD devait accorder jusqu'à présent.

Echange de vues

Une série de questions est rassemblée. Les membres de la Chambre des Députés s'enquière sur le potentiel du travail créatif et les possibilités en dehors du monde politique

⁵ Voir également la prise de position écrite du Mouvement écologique, transmise au préalable de l'audition aux députés concernés et jointe au présent procès-verbal.

pour contrer les grands groupes technologiques de l'information. Ils s'enquière sur les risques pour les « *prosumers* », qu'entrevoient les organisations syndicales. D'autres questions ont trait au séquençage du processus à mettre en œuvre et la place d'un débat sur le modèle de société visé.

Le représentant de l'OGBL estime qu'il a fallu insister pour que la dimension transversale des questions sociales soit considérée un tant soit peu dans les différents groupes de travail. Concernant les « *prosumers* », il explique les craintes générées par ce concept : un producteur privé d'énergie solaire sera confronté à des questions d'accès au réseau électrique. Des questions de concurrence entre « *prosumers* » et entre les « *prosumers* » et les grandes entités se posent. Ce genre de questions fait également surface en matière de services postaux, dans la gastronomie et dans la livraison de marchandises.

La représentante du Mouvement Ecologique affirme que les questions d'ordre social ne furent discutées qu'en marge des groupes de travail et du groupe de coordination. Les aspects de protection des données ont fait figure d'enfant pauvre, ils n'ont été débattus que sur l'insistance des organisations syndicales, et leur part dans un rapport intermédiaire sera modeste.

La représentante de la CNPD explique que la commission nationale ne participe plus depuis une année aux travaux des groupes. Elle constate qu'elle n'est pas informée sur un rapport intermédiaire à dresser.

Les membres de la Chambre des Députés s'enquière encore sur les aspects d'une éventuelle législation au sujet d'un détachement virtuel et sur la nécessité d'une adaptation législative en matière de protection des données. Ils demandent si, au sein des groupes de travail, le sort des gens qui décrochent et ne savent pas suivre le processus fut débattu. Les députés aimeraient également savoir si les membres des groupes de travail se sont rendus au Nord-Pas-de Calais pour évaluer une application concrète des concepts de Jeremy Rifkin. Ils demandent aussi si l'éviction d'un débat sur les fondements sociétaux du processus de digitalisation s'explique par la crainte de ce qu'on risque d'y constater.

Le représentant de la CSL explique que l'idée d'un détachement virtuel, qui n'existe pas encore en réalité, devrait régler des questions d'imposition et de rémunération pour des services internet transfrontaliers. Concernant la protection des données, l'orateur estime que la réglementation européenne est opposable à des tiers et peut être efficace. Le socle européen des droits sociaux, à lancer par le sommet social à Göteborg, ne constitue qu'un coup d'envoi, le thème de la digitalisation y fait défaut.

La représentante de la Caritas explique que les membres de son groupe de travail lui ont suggéré de rejoindre un autre groupe thématique lorsqu'elle a voulu évoquer des aspects sociaux.

La représentante du Mouvement Ecologique explique que sur neuf groupes de travail, la plupart se focalisent sur des aspects techniques. Le groupe de l'agriculture ne s'est vu qu'une seule fois. Le groupe de coordination stratégique s'est réuni trois fois, le débat fut creux et dépourvu d'aspects fondamentaux. Le groupe de coordination n'a pas non plus émis des lignes directrices pour guider le travail des autres groupes.

La représentante de la CNPD explique, par rapport au développement de l'arsenal législatif en matière de protection des données, que le projet de loi 7184⁶ vise à transposer la réforme

⁶ Doc.parl. 7184 : Projet de loi portant création de la Commission nationale pour la protection des données et la mise en œuvre du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre

européenne en la matière et qu'il s'agit d'y élaborer des dispositions qui mettent à profit toutes les clauses d'ouverture.

Luxembourg, le 09 novembre 2017

Le Secrétaire-administrateur,
Joé Spier

Le Président de la Commission du Travail, de l'Emploi et
de la Sécurité sociale,
Georges Engel

Le Président de la Commission de l'Economie,
Franz Fayot

Annexes :

- 1) Verbatim de l'audition publique en vue du débat de consultation concernant le rapport de Jeremy Rifkin « The third Industrial Revolution Strategy », séances du matin, deuxième séance, volet « Travail », 44 pp. ;
- 2) Avis de Caritas Luxembourg concernant l'étude stratégique de Troisième Révolution Industrielle pour le Grand-Duché de Luxembourg, dite „Rifkin“, 4 pp. ;
- 3) « Aujourd'hui c'est Demain – Concevons ensemble le travail et modèle social de demain ! », résolution du conseil syndical du LCGB du 14 octobre 2017, 10 pp. ;
- 4) « Elections sociales 2019 – Travailler 4.0 : Le renforcement des droits des salariés face à la digitalisation – Programme d'action », LCGB, 18 pp. ;
- 5) Contribution écrite de Dr. Ludivine Martin – LISER, 4 pp. ;
- 6) « Zukunftsgestaltung vum Land a Rifkin-Prozess : Nach e wäite Wee : grondsätzlech Froe si nach net ugeschwat ginn ! », prise de position du Mouvement Ecologique, 8 pp.

Verbatim de l'audition publique en vue du débat de consultation concernant le rapport de Jeremy Rifkin « The third Industrial Revolution Strategy », séances du matin

– deuxième séance, volet « Travail »

M. Franz Fayot, Président de la Commission.- Voilà, da fänke mer erëm un. Ech begréissen Iech ganz häerzlech hei an der Chamber. Merci, dass Der eiser Invitatioun nokomm sidd. Dësen Hearing ass organiséiert ginn op Initiativ vun der Ekonomieskommissioun, mä mat de Kollege vun notamment der Aarbechtkommissioun.

Ech ginn dem Georges Engel och direkt d'Wuert. Zweck vun dësem Hearing ass, fir dass d'Chamber sech ka virbereeden op den Débat de consultation, deen de 16. November wäert stattfannen zum Rifkin-Rapport an zu de Suiten dovunner. Déi sinn elo an der zweeter Phas vun der Implementatioun vun deene Konklusiounen an deene Recommandatiounen aus deem Rapport.

Mir haten elo de Moien en éischten Echange iwwert d'Thema Economie. A mir wäerten dann elo iwwert d'Thema „Travail social“ schwätzen, wëssend, dass dee ganze Rapport jo u sech eng transversal Affär ass an dass am Fong och déi vill verschidden Themen aneneegräifen an och ganz enk matenee liiert sinn.

Nach eng Kéier Merci, dass Der komm sidd. An ech ginn direkt dem Georges Engel d'Wuert.

M. Georges Engel, Président de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.- Merci och nach eng Kéier vu menger Säit. Et ass en Hearing, en Hearing, mir lauschtere gären Iech no. Mir wëlle wëssen, wéi Är Meenung zu dësem ganze Prozess ass, dee ganz villfälteg ass, dee ganz vill Facetten huet a wou eng natierlech mat deenen aneren zesummeleeft.

Wéi de Franz Fayot elo gesot huet, hu mer fir d'Éischt elo de Moien u sech d'Patrone gesinn, d'UEL, d'ABBL, d'FEDIL, d'ACA a verschidde Chambren, Chambre de

Commerce, Chambre des Métiers. Är Meenung, haut als zweet Ronn, interesséiert eis natierlech och.

Et ass e Prozess, dee souwuel Chancë wéi och Ängschte bewierkt, dee vläicht en Ëmdenken am Ganze soll bewierken. Deen ass awer virun allem, an do wär ech frou, wa mer dat och als Message géife mathuelen, keng Angscht solle maachen, obwuel e vläicht kéint Ängschten erop beschwieren. Mä e soll eis keng Angscht maachen. U sech solle mer dee ganze Prozess als Chance gesinn, fir eis déi nächst Joren esou ze orientéieren, dass mer an dësem Land gutt an uerdentlech kënnen zesummeliewen.

Fir vläicht de Kader ze setzen, wéi datt mer elo kënne virgoen. Ech hunn hei eng Lëscht, déi keng Klassifikatioun vun de Prioritéit oder vun der Wichtigkeet vun deenen Einzelnen hiergëtt. Mä et ass awer eng Lëscht, déi mer opgestallt hunn, an do huet jiddwereen, géif ech proposéieren, fënnef Minutten Zäit, fir säi Punkt duerzeleeën, fir seng Froen ze stellen, fir och vläicht seng Iwwerleeungen da präiszeginn. An duerno géife mer eng Ronn maache vu Froen an Äntwerten oder Bemierkungen, wou d'Deputéierten dann och kënne Froe stellen.

An ech géif dann einfach vir ufänken, woubäi da jiddweree fënnef Minutten Zäit hätt, fir sech dann ze äusseren. An deen éischten, deen hei op menger Lëscht steet, dat wär d'Caritas.

M. Andreas Vogt, Caritas.- Gudde Moien. Mäin Numm ass Andreas Vogt. Ech sinn Direkter vum Caritas Accueil et Solidarité. Mir deelen eis déi fënnef Minutte mat der Daniela Ragni.

Fir d'Éischt e grouse Merci vum Caritas Lëtzebuerg, datt mir invitéiert goufen, fir hei e puer Aspekter vun eiser Analys par rapport zum Rapport matzedeele. Am Virfeld hat jo Caritas en Avis geschriwwen an huet en och publizéiert, dat ass jo och déi leschten Deeg an der Press e bëssen diskutéiert ginn.

Eng grouss Suerg vun der Caritas, déi am Avis am Detail och analyséiert ass, ass d'Prekarisatioun vun der Aarbecht. Am éischten Deel jo ass d'Wuert vun der

Uberisation gefall. Ech mengen, do gëtt et ganz vill Froen. Mä ech huelen un, datt och d'Kolleege vun de Gewerkschaften duerno nach méi am Detail dat traitéieren.

Eng zweet Suerg ass sécher d'Reduktioun vun de Recetten iwwert d'Steieren an och d'Sozialbäiträg als Konsequenz vun der drëtter industrieller Revolutioun. An do musse sécher nei Weeër fonnt ginn, fir och innovativ nei Recetten ze fannen, fir datt mer eise Sozialstat awer kënne finanzéieren.

Op där anerer Säit gesi mir, datt no deem, wat an dem Rapport geschriwwen ass, d'Leit am Fong méi Fräizäit sollte kréien, méi Zäit kréien, fir vum Liewen och ze profitéieren. Dat ass jo am Fong positiv. Mä et muss een och d'Moyenen hunn, fir effektiv vun der Zäit kënnen ze profitéieren.

Als Gesellschaft musse mir och sécher nach méi an Zukunft an d'Cohésion sociale investéieren, fir datt schwach Leit, déi elo net direkt vun der Revolutioun, vun der drëtter industrieller Revolutioun profitéieren, fir datt déi net nach méi isoléiert ginn an eiser Gesellschaft.

An ech huelen un, mir als Caritas mengen, datt och d'Diskussioun vum bedéngungslose Grondakommes sécher iwwert déi nächst Joer erëm present ass. Dat huet jo lues ugefaangen a verschiddene Länner an Europa. A mir huelen un, datt dat mat de Modeller, wéi si an dem Rapport vum Här Rifkin stinn, dass deen Debat nach méi urgent gëtt iwwert déi nächst Joren.

Mir gesi schonn elo, datt vill Regierungen Schwierigkeeten hunn, international Betriber ze reglementéieren, an dass de Legislatuer ëmmer e Retard huet par rapport zu der ekonomescher Realitéit. Dat gëtt sécher an der Zukunft nach méi akzentuéiert. A mir froen eis: Wéi soll déi Gouvernance économique mondiale an Zukunft ausgesinn? A wat ka Lëtzebuerg, wat kann d'Union européenne maachen, fir do méi proaktiv ze ginn?

D'Caritas ass eng lokal, eng national Organisatioun, mä mir schaffen och international. An dofir stelle mir eis och Froen zur internationaler Gerechtegkeet vun der drëtter industrieller Revolutioun. Juste pour rappel, 2015 huet jo de Premier zu

New York och d'Ënnerstëtzung vu Lëtzebuerg par rapport zu den Objectifs de développement durable bis 2030 expriméiert. An dofir fanne mir et wichteg, net nëmmen deen nationalen Discours ze féieren, mä och déi international Dimensioun dovunner a Betruecht ze zéien, wéi den Här Oberweis dat och schonn an der éischer Sessioun gemaach huet.

Ech ginn elo d'Wuert der Madamm Ragni, Coordinatrice vu Caritas innovation et travail.

Mme Daniela Ragni, Caritas.- Merci, Andreas. Dir Dammen an Dir Hären, Här President, wéi den Andreas Vogt elo just erkläert huet, gi global Konsequenze vun der drëtter industrieller Revolutioun eiser Meenung no dacks ënnerschat. Natierlech begréisste mir, dass d'Regierung sech Zäit geholl huet, fir iwwert dee gesamte Prozess vum Rifkin ze iwwerleeën, matzemaachen. Et ass fir d'Éischt, dass esou eppes hei zu Lëtzebuerg gemaach gëtt. Anerersäits ginn déi Konsequenzen, déi global Konsequenze vun deem, wat do diskutéiert gëtt, heiansdo eiser Meenung no net genuch a Betruecht geholl.

An dësem kuerze Bäitrag wäert ech iwwer secondaire Effete op d'Ëmwelt an d'sozial Käschte vu villen elektreschen Apparaten schwätzen, déi d'conditio sine qua non si vun dëser drëtter industrieller Revolutioun. Mir schwätzen iwwer Robotiséierung, Automatiséierung, Digitaliséierung. De Rifkin schwätzt ëmmer erëm vun „zero marginal cost society“. Awer um Enn vun der Geschicht: Wie bezilt déi reell Käschten? Wie baut eis Roboter, déi amplaz vun de Mënsche mussen duerno schaffen?

Huele mir als Beispill eisen Handy, wéi virdrun och erwäant, e Smartphone. Jiddwereen huet méttlerweil een, op d'mannst hei zu Lëtzebuerg. Wou kommen d'Mineralien hier, déi mir brauchen, fir datt en Handy iwwerhaapt funktionéiert? Wéi gesinn d'Aarbechtskonditiounen, d'Liewensbedéngunge vun de Leit aus, déi an de Minnen, zum Beispill am Kongo oder a Kolumbien, schaffen?

Hutt Dir vläicht schonn héiere vu Konfliktmineralien? Konfliktmineralie si verschidde Mineralie wéi Gold oder Coltan, déi onbedéngt noutwendeg sinn, fir datt eis

Smartphonen oder Elektroapparater, digital Apparater kënne funktionéieren. Mä Konfliktmineralien, dat bedeit net, datt d'Mineralie ee Konflikt selwer verursaacht, awer duerch déi Mineralien, duerch deen Handel vu Mineralien, déi Devisen, kënnen d'Wirtschaften duerno de Krich oder d'Konflikter finanzéieren.

A ganz vill vun deene Mineralien, déi mir brauchen ebe fir eis Elektrogeräter, kommen zum Beispill aus dem Kongo, wou scho Jorzéngten am Zivillkrich Milliounen vu Leit ëm d'Liewe kommen sinn. A mir maachen ee ganz kuerze Wee vum Handy, fir einfach e simpelt Beispill ze ginn.

Wou ginn déi Handyen zum Beispill produzéiert? Déi meescht dovun ginn an Asien, zum Beispill a China produzéiert. Dat ass ee Land, wou nach ëmmer d'Demokratie ganz schwach ass, wou d'Gewerkschaften nach ëmmer net fräi kënne schaffen, wou d'Aarbechts- an d'Liewensbedéngungen oft nach ganz miserabel sinn.

An och deen nächste Punkt: Wéi laang leeft iwwerhaapt en Handy oder en Elektroapparat? Dir hutt vläicht schonn héiere vun „programmierter Obsoleszenz“. Déi meescht vun eisen Elektroapparater si vun Ufank u geplangt, fir net méi laang wéi eng gewëssen Zäit ze liewen, ze daueren. An d'Fro, déi mir eis stellen: Wäert e Roboter oder Computer, déi mir fir d'Robotiséierung, d'Automatiséierung, d'Digitaliséierung brauchen, och eng begrenzten Nutzungsdauer hunn?

M. Franz Fayot, *Président de la Commission de l'Économie*.- Jo, Dir misst just esou lues zu enger...

Mme Daniela Ragni, *Caritas*.- Jo, mir kommen. Ech sinn...

M. Franz Fayot, *Président de la Commission de l'Économie*.- Soss komme mer net eraus.

Mme Daniela Ragni, *Caritas*.- Okay, okay!

M. Franz Fayot, *Président de la Commission de l'Économie*.- Wa jiddwereen zwou Minutte méi laang schwätzt...

Mme Daniela Ragni, Caritas.- Okay, jo, ech si gläich fäerdeg. E leschte Punkt: Hutt Dir vläicht scho probéiert, Är Batterie vun Ärem Handy erauszehuelen? Ben, dat geet net. D'Handye sinn net gemaach, fir reparéiert ze ginn. Dat ass en anere Problem. Vill vun eisen Elektroapparater sinn einfach do, fir ze stierwen, fir datt mir erëm eng Kéier kënnen en neie kafen. An da komme mir: Wat geschitt duerno mat deem Elektroschrott? Wat geschitt mat deem Ganzen? Ben, ganz vill Tonne leien an Afrika, a Ghana speziell, zum Beispill zu Accra, wou erëm Leit ausgebeut ginn, fir an deenen urbane Minnen ze schaffen an d'Matière première erëm erauszehuelen.

Fir elo ganz ze schléissen: Leider huet de Wee vun eisen Handyen oder vun der Digitaliséierung eis bewisen, datt et net wierklech en „zero cost“ gëtt, wéi et eis an der Studie vum Rifkin verkaaft gëtt.

Voilà. A fir eis - wierklech ganz als Schluss -, géife mir einfach soen, et ass wichteg ze ënnersträichen, datt mir net aus Prinzip géint d'Digitaliséierung oder géint dee Prozess sinn, awer et musse just d'Konditiounen geschafe ginn, fir datt all Mënschen dovunner profitéiere kënnen, egal wou si liewen. Villmools Merci.

M. Franz Fayot, Président de la Commission.- Villmools Merci fir deen interessante Bäitrag. Mä wéi gesot, nach eng Kéier - et ass natierlech elo e bëssen ongerecht fir déi, déi no lech kommen -, mä wann Der kéint esou gentil sinn, fir lech un déi fënnef Minutten ze halen, soss spreng mer d'Zäit. Merci villmools. Jo.

M. Georges Engel, Président de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.- Als nächst wier dann drun d'Confédération générale de la fonction publique, d'CGFP.

M. Romain Wolff, Confédération générale de la fonction publique.- Jo, villmools Merci. Et ass e grouse Pleséier, fir hei kënnen ze schwätzen. Also déi Gewunnecht, déi hunn ech net. Ech schwätzen da fir CGFP an natierlech och fir d'Chambre des fonctionnaires, da kënne mer dat e bësselche regroupéieren. Ech sinn och mat zéng Minutte ganz sécher duerch.

Wéi gesot, vir drun ass gesot ginn, d'Themen, déi gräifen aneneen an et sollt eis och keng Angscht maachen. An et geet jo ëm e bessert Zesummeliewe fir d'Zukunft. An ech wëll eigentlech zu zwee Themen eppes Klenges soen. Dat eent, dat ass u sech d'Mobilitéit. Mir hunn eis och Gedanken doriwwer gemaach, wann een elo den Développement vum Parc automobile à zéro emission, wann een dat favoriséiert. Mir sinn op alle Fall der Meenung, datt ee prioritär och emol soll kucken, wat elo d'Efficacité vum Transport en commun ubelaangt, an natierlech och d'Mobilité douce. Do hu mer e puer Iddien, déi ech awer elo hei net am Detail wäert soen. Ech kéint mer och virstellen, datt de Stat zum Beispill och esou e Parc automobile - an och bei de Gemengen - vun 100% électrique hätt. Dat wär bestëmmt kee falscht Zeechen. Et sinn der jo bestëmmt dobäi, déi dat schonn hunn.

Wat elo natierlech d'Mobilitéit ubelaangt, eng Thematik och dovunner sinn déi Autoen haut, déi ouni Chauffeur dorëmmer fueren. Mir mussen eis natierlech do awer och froen: Wat fir eng sozial Implikatiounen huet dat och op d'Gesellschaft allgemeng? Wat fir e Gesellschaftsmodell wëlle mer iwwerhaapt? A wie sinn dann iwwerhaapt och déi Leit, déi hei benefissiéiere vu genau esou enge Modèles économiques? Wat huet dat fir Auswierkungen och op den Emploi, op d'Aarbecht? Dann op der legaler Säit, do stelle sech natierlech och verschidde Froen, wann en Accident geschitt an esou weider, d'Sekuritéit vun de Leit, déi drasëtzen.

Bon, mir mussen eis hei d'Fro stellen: Wat fir eng Gesellschaft vu muer hätte mer gär? Hätte mer gär eng Gesellschaft vu muer, wou een zum Beispill an engem Supermarché keng Caissière méi huet, mä wou alles nëmmen automatiséiert ass? Oder dass mer och keng Chauffeure méi am Auto hunn, mä just nach Ordinateuren, déi déi dote Saache maachen? An esou weider, an esou fort.

Ech menge mir wëssen, datt d'Évolution technologique existéiert. A mir sinn och ganz sécher déi Lescht, déi sech deem géife widder setzen, well mer genau wëssen, dat geet ëmmer weider. Mä et muss een awer och da kucken: Wat huet dat fir Auswierkungen op den Emploi, op d'Protection sociale an natierlech och op de Partage vun de Ressourcen?

A wann een da kuckt - bon, dat ass näischt Neies: Déi Räich ginn ëmmer méi räich, déi Aarm ginn ëmmer méi aarm -, wann ee kuckt, datt säit 2015 de Patrimoine cumulé vun engem Prozent vun deene Leit, déi am räichste sinn op der Welt, datt deen elo méi héich ass eigentlech wéi dat, wat 99% vun all deenen aneren hunn, da muss een eis wierklech Froe stellen an da muss ee sech och d'Fro stellen: Wiem bréngen dann déi Avances technologiques do wierklech eppes, déi jo eigentlech zum Deel awer viséieren, dat läit an der Saach mat dran, datt den Humain, also d'Liewewiesen - mir an deem Fall -, duerch en Ordinateur dee Moment ersat gëtt? A wien huet dann en fin de compte de Benefiss vun deem Ganzen do?

Dat soll een also soen, datt déi Tendenz zur Automatisatioun, datt dat natierlech souhaitabel ass, erwünscht ass. Mä dat muss awer och dann dozou féieren, datt d'Qualité de vie des citoyens, vun eis all, datt déi selbstverständlech dann och dovu profitéiert. A fir dësem Intérêt général natierlech och Satisfaktioun ze ginn, missten also och aner Mesuren natierlech mat derbäi sinn, déi vläicht och géifen dozou féieren, datt betreffend Richessen, déi aus der Aarbecht kommen - dat heescht deen, dee schafft, par rapport zu deem, wat aus dem Kapital kënnt -, datt sech do och an déi richteg Richtung eppes géif dee Moment entwéckelen.

Mir sinn och der Meenung souwisou, awer dat nëmmen niewebäi, datt Aarbecht vill ze vill besteiert ass an e Kapital net genuch. A wann ee kuckt, fir aus senger Aarbecht sech kënnen eppes opzebauen, dat ass heiansdo guer net esou einfach!

Dann d'Digitalisatioun, och do sinn natierlech sozial Elementer mat dran. Formation continue, dat ass eppes ganz Wichteges. Mir musse mat der Digitalisatioun liewen. Mir wëssen, wat dat an Zukunft bréngt, dat ass och virdru gesot ginn. Natierlech ginn en Deel Aarbechtsplaze verluer. Et ginn awer och neier geschaf. Mä déi Fro, déi ech mer selbstverständlech och stellen: Wat geschitt mat all deene Leit - et sinn der ëmmer, déi awer net herno à la pointe ganz vir sinn, wat elo déi Digitalisatioun ubelaangt, déi net matkommen -, wat geschitt mat deenen? An och fir déi muss selbstverständlech schlussendlech e Creneau bleiwen.

An do ass d'Formatioun, d'Formation initiale vu gréisster Wichtigkeet, mä och d'Formation continue. An dat ass natierlech genausou wichtig. A mir gesinn am

Moment - an da kommen ech an e Beräich, wou ech mech iergendwou erëmfannen, an d'Fonction publique -, mir gesi jo am Moment, datt et awer gréisser Problemer gëtt, an der Formation publique ze rekrutéieren. Dat kann an dat huet och eppes ze di mat deem Concours d'entrée an d'Fonction publique, wou esou munches muss natierlech verännert ginn, well och haut nei Kompetenze bei de Schüler sinn.

Ech wëll och hei emol eng Kéier eppes kloer soen: Et gëtt ëmmer gesot: „Majo deemools, deemools waren d'Schüler esou vill besser“, an esou weider an esou fort. Nee! D'Schüler vun haut, déi kënnen och eppes, déi wëssen och eppes! Déi sinn net méi schlecht wéi déi, déi deemools do waren, mä si hunn aner Kompetenzen. An da musse mer och kucken, wa mer kucken, fir esou e Concours dann och ze reforméieren, da musse mer och an déi dote Richtung goen. Eleng doduerjer, datt hei an der Chamber ugekënnegt gëtt, datt elo effektiv solle vill méi Leit an der Fonction publique agestellt ginn, ech mengen dat eleng, dat geet net duer.

A wann een dann och nach effektiv kuckt an et hält een och déi Rapports annuels d'activité vum Ministère vun der Fonction publique, da stellt ee fest, datt dat awer an de leschte Joren an deem Sënn esou net geschitt ass. A wann ee seet: „Mir stellen elo méi Leit an“, dann ass et natierlech och interessant erauszefannen... Et geet net duer, fir eng Zuel vu Leit (veuillez lire: ze nennen), ob dat der elo dausend sinn, a wa mer da soen, mir soen awer net à temps plein, mä mir stellen einfach an, déi kéinten awer och 50% eventuell dee Moment schaffen. Da si mer jo schonn, wa mer en Temps plein hunn, nëmme méi op der Halschent. Och do erwaarde mer eis selbstverständlech och nach weider Äntwerten.

Wat elo déi Plattform vum „Travail, emploi et questions sociales“ ubelaangt, do gëtt eng gutt Aarbecht geleescht. Mir si jo do och dee Moment mat um Dësch. Duerfir och, d'Initiativ selwer emol, fir d'Leit all ze implizéieren, datt mer och hei an der Chamber kënnen eis Iddien och nach eng Kéier virdroen, dat ass eng ganz gutt Initiativ. Mir bedauere just natierlech e bëssen, wat déi do Plattform ubelaangt, datt hei net méi am Detail nach déi sozial Froen dee Moment behandelt ginn, zum Beispill d'Répartition des richesses oder och nach en Usteige vun den Inégalitëiten, d'Justice fiscale - wou ech ëmmer behaupten, et géif se iwwerhaupt net ginn, mä do kann een awer e bëssen dru schaffen, fir datt dat sech e bësse verbessert -, den Temps de

travail oder och d'Produktivitéit, déi eropgeet - obwuel ech jo elo erëm héieren hunn, déi wär iwwerhaapt net eropgaangen. Mä gutt, do soe meng Kollege bestëmmt duerno och nach eppes derzou.

Mir hunn op alle Fall ee Wonsch och un dës Regierung an u kommend Regierungen: déi Definitioun vun engem „Socle européen des droits sociaux“. Dat ass jo international e ganz grousst Thema am Moment. An do hätte mer gären zwee Prinzipien, fundamental Prinzipien en matière sociale, déi sech do eigentlech missten erëmfannen. Mir hunn dat op anere Plaze gehat. Ech wëll do un déi Accorden, déi mer net wollten, mä déi awer anerer wollten, erënnere: TTIP zum Beispill, Principe du status quo, wat e Principe ass, deen eigentlech e Retour en arrière ënnerseet, wat elo Niveaux de protection ubelaangt. Also do war et dat net! Do war et eppes ganz anescht. Mä wa mer awer vu Protektioun, vum Niveau de protection sociale schwätzen, hei wier deen dote Prinzip op alle Fall ganz gutt ugewannt.

An deen zweeten, dat ass dee vun der „clause à effet de cliquet“, dat heescht dës Clause, déi géif op alle Fall fir all Decisioun, déi de Stat hält, de Stat obligéieren, fir den Objectif vun enger Verbesserung vun de soziale Konditiounen anzehalen an net de Géigendeel. Dat heescht, hei wier de Stat u sech dann och obligéiert, fir um Niveau vun der Protection sociale an déi Richtung ze goe vu méi Protektioun an net an déi Richtung vu manner Protektioun.

Voilà, dat ass u sech schonn alles, wat ech wëll heizou soen. Ech mengen, ech sinn dann och an der Zäit bliwwen.

M. Franz Fayot, Président de la Commission.- Villmools Merci. An dann...

M. Georges Engel, Président de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.- Voilà, Merci fir déi Wuertmeldung a fir déi Iwwerleeungen. Als Nächst geif ech da froen d'Chambre des Salariés, fir d'Wuert un eis ze riichten.

M. Sylvain Hoffmann, Chambre des Salariés.- Jo, Merci, Här President. Loosst mech vläicht mat engem generelle Prinzip ufänken, dee mengen ech muss ëmmer am Vierdergrond stoen, wa mer iwwert dee sozialen Impakt elo vun der

Digitaliséierung schwätzen. Mir dierfen dann net vergiessen, firwat Arbechts- a Sozialrecht do ass. Dat ass a sech net do, fir Aarbechtsplazen ze schafen oder fir Wirtschaftswuesstum oder fir Räichtum ze generéieren. Dat ass a sech do, fir an engem Rapport de force, dee besteet tëschent Patron a Salarié, fir do dee méi Schwaachen ze schützen. An dat ass ganz evident. An dëse Rapport de force riskéiert effektiv, duerch d'Digitaliséierung vläicht nach méi en Defaveur vum Salarié ze evoluéieren.

An duerfir, wann een net wëllt, dass d'Leit Angscht hunn, da muss een effektiv kucken, dass een d'Digitaliséierung esou gestalt, dass net déi Rechter dann nach ofgebaut ginn oder d'Digitaliséierung carrement nach als Argument geholl gëtt, fir Rechter ofzebauen. Et muss een da schonn éischter kucken, an déi aner Richtung ze goen, fir d'Situatioun vun de Leit ze verbesseren. A mir kënnen dat maachen! Dat muss natierlech virun allem och op europäeschem Niveau geschéien, dass do eng Aart „level playing field“ och op sozialem Niveau kann entstoen. An do geet et dann effektiv net duer, fir e puer grouss Prinzipien ze lancéieren, wéi dat am europäesche Sockel vun de Sozialrechter de Fall ass, wou awer iwwregens d'Digitaliséierung guer net weider beréiert gëtt an deem Sockel. An do mussen awer eiser Meenung no konkret Mesurë geholl ginn, fir dass dat wierklech wierksam ka ginn.

An d'EU huet zum Beispill Kompetenzen. Wann ech elo kucken, Sécherheet a Gesondheet op der Aarbechtsplaz iwwert den Artikel 153 vum Traité, do ginn et Kompetenzen. An et gi jo och europäesch Reglementer an Direktiven, wat zum Beispill déi physisch Belaaschtung vun de Salariéë betrëfft, fir d'Salariéen ze schützen géint chemesch Substanzen oder och géint Stralen. Dat gëtt et. Mä wann ech elo bei déi psychosozial Risike ginn, do ginn et keng esou richteg konkret Mesuren. An dat wär awer néideg duerch déi ëmmer méi grouss Intensivéierung an och d'Flexibiliséierung vun der Aarbecht, notamment duerch d'Digitaliséierung.

Frankräich zum Beispill huet schonn esou eppes agefouert. Déi sinn do schonn e Schratt méi wäit. Do musse bei all Betrib an der Risikoanalys fir d'Salariéen déi psychosozial Risike matafléissen. An de Prinzip ass jo eigentlech deen, dass d'Aarbecht muss dem Salarié ugepasst ginn, an net ëmgedréit. An dat ass d'ailleurs e Prinzip, deen och bei eis am Code du travail esou drasteet.

An d'Enquête elo vun der CSL iwwert d'Aarbechtsqualitéit zu Lëtzebuerg weist a sech, dass déi Leit, déi méi mat digitalen Technike schaffen, aussoen, dass se mental méi belaascht sinn. Si musse méi an der Urgence schaffen, si si méi burnoutgefäerdet. An och contrairement zu deem, wat ee vläicht kéint erwaarden, hu se et elo net méi einfach, fir Berufs- a Privatlieden ënner een Hutt ze kréien.

Frankräich huet jo och entre-temps en Droit à la déconnexion geschaf, och fir Kaderbeamten d'ailleurs, och fir Leit, déi Teletravail maachen. Et muss een natierlech ofwaarden, wat dat an der Praxis bréngt, wéi dat konkret ëmgesat gëtt. Mä ëmmerhi si se do schonn e Schratt méi wäit elo wéi zu Lëtzebuerg. Mä och dat, mengen ech, misst een éischer op europäeschem Niveau aféieren. An et stellt sech souguer d'Fro, ob en Droit à la déconnexion, ob dat iwwerhaupt duergeet. Misst een net éischer eng Obligation à la déconnexion schafen, wann een dat wëllt wierklech effikass maachen, och fir d'Leit e bësse viru sech selwer ze schützen?

An Teletravail ass hei effektiv och e wichtegt Stéckwuert. Dat kann natierlech flott sinn, wann een all Dag moies am Stau steet, wann een dat op eemol net méi muss hunn. Mir hunn natierlech zu Lëtzebuerg, ech mengen dat ass bekannt, eng immens Aschränkung do um lokalen Niveau, well dat e bësse schwiereg ass ze organiséieren, dass ee relativ séier ënnert d'Gesetzgebung vu sengem Pays de résidence fält, wat d'Sécurité sociale an d'Steiere betrëfft. Mä et dierf een och net vergiessen, an et ass virun, mengen ech, kuerz ugeschwat ginn, dass Teletravail och aner negativ Konsequenze ka fir de Salarié hunn.

Wann een nei Reglementatiounen an deene Beräicher wëllt aféieren, da geet et an der digitaler Welt, mengen ech, effektiv awer net duer, wann ee sech elo op déi klassesch Notioun vum Salarié berëfft. An duerfir muss een do och Iwwerleeunge féieren, an dat och op europäeschem Niveau, fir déi klassesch Notioun vum Salarié vläicht auszebreedem, notament iwwert déi Notioun vum „lien de dépendance économique“, dass een zum Beispill, notament wann een ëmmer fir eng Plattform schafft, fir déiselwecht, dass eben dann do och e Lien salarial entsteet. A fir deem potenzielle Salarié ze hëllefen, also dass d'Plattform dann och d'Responsabilitéiten

deelweis hätt wéi e Patron, fir dat ze vereinfachen, misst een a sech vun enger *Présomption salariale* ausgoen.

Dat géif dem Salarié dann hëllefen, dass d'Plattform d'office als Patron zielt, ausser et géif ee beweisen, dass deem net esou ass. Dat wär dann e bëssen esou eng Aart Dräiecksbezéiung, wéi dat och bei den Interimsboïtten d'ailleurs de Fall ass. Do kéint ee sech vläicht inspiréieren, och fir herno eng Gläichbehandlung mat deenen „normalen“ - tëschent Guillemeten - Salariéen dann ze kréien.

Wann et da lokal gebonnen Aktivitéiten sinn, dann ass jo kloer, dass do mussen d'Gesetzer spillen, wou d'Aktivitéit ausgeübt gëtt. Wann et net lokal gebonnen ass, also à distance, da muss een effektiv Léisunge fannen. An do kann ee sech vläicht um Detachement awer inspiréieren. Awer et ass zwar da kee physeschen Detachement, mä et kéint ee vläicht déi Notioun vun engem „détachement virtuel“ do aféieren, dass effektiv do déi Reglementatioun spillt vun deem Land, wou de Bénéficiaire vum Service a sech sëtzt, wann do d'Aarbechtskonditiounen méi favorabel sinn, fir dass och keng deloyal Konkurrenz entsteet par rapport zu deene Leit, déi do schaffen. Da missten dee Moment och Mindestlén, da missten och Kollektivverträg respektéiert ginn. Dat wär eben eng Méiglechkeet, fir dat e bëssen an de Grëff ze kréien, dass d'Digitaliséierung net zu sozialem Dumping ka féieren.

Voilà, ech mengen, dat sinn déi zwee Haaptpunkten, déi ech wollt soen. Ech wollt just awer kuerz op eppes zrëckkommen, wat d'Produktivitéit betrëfft, well ech mengen, dat ass eiser Meenung no net ganz esou, wéi dat virdu gesot ginn ass. Déi lescht Zuele weisen eng Steigerung vun der Produktivitéit. A mir hunn och immens Moosproblemer, wat d'Produktivitéit betrëfft. An ech mengen, do muss ee wierklech oppassen, fir déi Zuelen ze interpretéieren, virun allem am Serviceberäich.

Ech ginn lech elo just ee Beispill, fir ze weisen - dat ass elo vläicht e bëssen extrem an iwwerspëtzt -, mä wann ech elo de Spidolsberäich huelen, vu dass déi Produktivitéitsmoossunge jo gréisstendeels éischter quantitativ sinn, a si hu Problemer, fir d'Qualitéit vum Service mat eranzekréien, dat heescht, wann ech d'Qualitéit verbessere vun engem Service, gëtt dat net onbedéngt esou gemooss, well do éischter wierklech op d'Zuelen gekuckt gëtt: Ma wann ech dann elo e Beispill

huele vun engem Dokter, dee vläicht zéng Patienten operéiert, an déi stierwen alleguerten, freet sech natierlech no där aktueller Moossung, ob deen net méi eng grouss Produktivitéit huet wéi een, deen der fënnef operéiert, an déi ginn all gerett.

Also ech mengen, dat ass lo just e Beispill, fir ze soen... Hei ass elo e bëssen en extremt Beispill, mä och an de Servicer allgemeng ass et schwierereg, fir d'Qualitéit mat eranzekréien. An duerfir muss ee bei där Moossung oppassen. An et ass och e bësse kontradiktoresch, wann ech gär eng qualitativ Croissance hätt, dass ech dann awer nach ëmmer op déi Produktivitéit, déi awer wierklech éischter quantitativ ass, setzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Georges Engel, *Président de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.*- Merci villmools. Als Nächste géife mer dann d'Commission nationale pour la protection des données huelen. Madamm Larsen.

Mme Tine A. Larsen, *Commission nationale pour la protection des données.*- Madamm, Dir Häre Presidenten, Dir Dammen an Hären Deputéiert, an enger Sharing Economy, wéi den Här Rifkin se gesäit, gött alles a jiddwereen an engem neutralen Netzwierk verbannen, wou d'Suerg ëm den Dateschutz, d'Privatsphär an d'Cybersécherheet net déi éischt Prioritéit huet.

De Wirtschaftsministère an d'Handelskammer gesinn dat definitiv anescht. An op der Säit 9 vum Résumé vum Rifkin-Rapport, do steet ze liesen, datt d'Digitaliséierung vu Kommunikatioun, Energie an Transport och Risiken an Erausforderunge mat sech bréngt, ënner anerem wat d'Privatsphär ugeet.

D'Rifkin-Etüd ass eng Geschirkëscht mat Instrumenter, déi eis sollen hëllefen, eis op d'Zukunft virzebereeden, wou d'Digitalisatioun omnipräsent wäert sinn. Déi digital Transformatioun ass de Motor vun der Entwécklung, vum Wuesstum, virausgesat, d'Donnéeën, déi an där interkonnektierter Welt entstinn, kënnen fräi fléissen, gesammelt, getosch, verbannen an analyséiert ginn. Dat ass de Prerequis vum

Succès vum europäeschen digitale Bannemaart, dee ganz sécher eng Verbesserung vun eiser Liewensqualitéit mat sech bréngt.

Just een Deel vun deene villen Donnéen, déi traitéiert ginn, si perséinlech Donnéeën. Mä op dës Kategorie muss besonnesch opgepasst ginn. An dofir sinn an där Geschirkëscht nach net ganz vill Outilen. Et kann net ausgeschloss ginn, datt déi aktuell progressiv Digitalisatioun, déi mir an alle Liewenslagen erliewen, Geforen an Ängschte mat sech bréngt, déi mussen eescht geholl ginn. De Vol an den Abus vu perséinlechen Donnéeën, eiser Identitéit, enger Valeur, mat där mir kënne bezuelen, an eng extensiv Iwwerwaachung duerch Firmen oder de Stat stellen e reelle Risiko duer.

Mir mussen eis d'Fro stellen, wéi vill Dateschutz mir wëllen. Net alles, wat technesch méiglech ass, ass legal oder ethesch vertrietbar, op alle Fall net an dësem Deel vun der Welt, wou Dateschutz e Mënscherecht ass. Mä an aneren Deeler vun der Welt, wou den amerikanesche Modell vu Firme wéi Uber an Airbnb oder Google Maps gelieft gëtt, gëtt sech net esou vill Froe gestallt zu Risike wéi den onerlaabte Profilage, d'Reidentifikatioun, d'Intransparenz vun Entscheedungen a Prozesser, automatiséiert Entscheedungen oder onkontrolléierten an onprevisibele Partage vu perséinlechen Donnéeën. Do spillt de Wäert vun de perséinlechen Donnéeën e gréissere Rôle.

D'Erausfuerderung vum Dateschutz ass et, déi richtig Balance tëscht de verschiddenen Interêten ze fannen. D'Optimisatioun vun de Resultater därerf net dat eenzeg Zil sinn. Wéi kann d'Wirtschaft sech entwéckelen a floréieren an de Konsument oder de Salarié gläichzäiteg eng komplett Iwwersiicht an d'Kontroll iwwer seng perséinlech Donnéeën behalen?

Fir dës Fro ze beäntweren, hu mir gemeinsam europäesch Dateschutzregelen, fir déi de 25. Mee 2018 eng Reform a Kraaft trëtt, déi och zu Lëtzebuerg direkt applikabel ass. Dat neit Reglement versicht, déi richtig Balance tëscht de verschiddenen Interêten ze fannen.

Mat dem neien europäeschen Dateschutzreglement, dem GDPR, ginn dem Bierger seng Rechter gestärkt an et gëtt him d'Kontroll iwwer seng Donnéeën zréck. An déi, déi Donnéeën traitéieren, gi méi staark an d'Verantwortung gezunn. Si sinn zwar elo vill méi flexibel an der Aart a Weis, wéi si déi nei a verstärkte Rechter vum „data subject“ ëmsetzen, dat verstärkent Consentement, d'Informatiounsflucht, den Accès zu den Donnéeën oder d'Melde vu Problemer, mä si mussen och elo zu all Moment kënnen hir Conformitéit demonstréieren, géintiwuer vun den „data subjects“, de Bierger, a géintiwuer vun de Kontrollinstanzen.

De Responsable traitement muss elo am Virfeld déi Aarbecht maachen, déi d'Dateschutzkommissiounen soss fir si gemaach hunn: eng Dateschutz-Risikoanalys, Risike mitigéieren an alles dokumentéieren. De Responsable traitement gëtt sech seng eegen Autorisatioun am Respekt vum Dateschutzreglement an hie féiert säin eegene Register. D'Hauptzil vum neie Reglement ass et, d'Vertraue vum Bierger ze stäerken. Just duerch Vertraue kann d'Digitalisatioun funktionéieren an de Bierger bereet sinn, seng Donnéeën ze deelen, déi da kënne Räichtum fir jiddweree generéieren. An d'Vertrauen entsteet just, wann déi, déi Donnéeën traitéieren, eng Dateschutzkultur entwéckelen, déi wierklech gelieft gëtt.

Ech maachen heimat en Opruff, fir de Volet Dateschutz integral am Rifkin-Prozess ze integréieren, souwuel u Wirtschaft wéi u Politik, fir national Solutiounen ze fannen, déi de maximalen Austausch vu perséinlechen Donnéeën am Respekt vum Dateschutz favoriséieren, a fir eis national an europäesch Wäerter och no baussen ze droen an ze verteidegen, fir Konzepter wéi Privacy by default a Privacy by design als Leitmotiv unzehuelen an op d'Pseudonymisatioun an den Tiers de confiance ze setzen.

Als Motivatioun kann een den Avantage compétitif gesinn, deen ee géintiwuer vu Konkurrenten huet, déi den Dateschutz manner héichhalen oder gutt ëmsetzen, oder déi grouss finanziell Strofen, déi dat neit Reglement virgesäit. Woubäi ech betoune wëll, datt eis europäesch Dateschutzkommissiounen, zu deenen d'CNPD natierlech och gehéiert, de Schwéierpunkt net op d'Sanktiounen, mä op d'Sensibilisatioun, d'Education an op d'Guidance leeën.

Merci.

M. Georges Engel, *Président de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.*- Merci der Madamm Larsen. An da géife mer als nächst Associatioun den LCGB froen.

M. Christophe Knebler, LCGB.- Dir Dammen an Hären Deputéiert, nodeems an onse Strukture breet iwwert den Impakt vun der Digitaliséierung op d'Aarbechtswelt diskutéiert gouf, dat war elo innerhalb vun deem leschte Joer, huet den LCGB de 14. Oktober, dat heescht viru ronn zwou Wochen, dësem Thema e Gewerkschaftsrot gewidmet gehat. Op dësem Gewerkschaftsrot goufen dem LCGB säin Aktiounsprogramm zur Digitaliséierung vun der Aarbechtswelt, awer och eng entspriechend Resolutioun mam Titel „Haut ass muer - D'Aarbecht an de Sozialsystem vu muer schonn haut zesumme gestalten!“ eestëmmeg vun iwwer 200 Delegéierten ugeholl.

Mä ouni elo bis an dee leschten Detail ze goen, géif ech just op e puer Haaptpunkten da vun deem Aktiounsprogramm agoen:

Éischtens, d'Upassung vum Aarbechtsrecht un d'Digitaliséierung ass ënner anerem néideg, fir deen ëmmer méi grouse Phenomeen vun der Scheinselbststännegkeet ze bekämpfen. Doniewent muss awer och fir d'Ofsécherung vum Privatlieue vun de Salariéen d'Recht op Deconnexioun am Code du travail verankert ginn. D'Iwwerwaachung op der Aarbecht muss weiderhi strikt reglementéiert bleiwen, dëst allem viru mam Erhalt vum Prinzip, datt heifir vum Employeur ëmmer am Virfeld eng Autorisatioun bei der Commission nationale pour la protection des données ugefrot muss ginn.

Zweetens, mir brauchen nei, innovativ Konzepter, wat d'Aarbechtzäit am digitalen Zäitalter ugeet, dorënner virun allem d'Ëmsetzung vum Compte épargne-temps fir de Privatsécteur, awer och d'Recht op Deelzäitaarbecht an d'Förderung vum Teletravail.

Drëttens, déi mënschlech Gestaltung vun der Aarbechtswelt dierf net vernoléisseg ginn, fir och am digitalen Zäitalter d'Gesondheet an d'Sécherheet vum Salarié op

senger Schaff ze garantéieren. Ergonomie a Stressbewältegung sinn hei zwee wichteg Aktiounsfelder. Donieft muss och d'Ofsécherung am Krankheetsfall verstärkt ginn, allem virun duerch eng Revisioun vun der aktueller Reclassementsprozedur respektiv duerch d'Ofschafe vun der 52-Krankheetswoche-Problematik.

Véiertens, um Niveau vun der Schoul muss d'Méisproochegkeet weider gefërdert a mat alle Moyene géint Schoulofbroch gekämpft ginn. Mir müssen donieft iwwert d'Weiderbildung eng konstant Verbesserung vun de Salariéen hire Qualifikatiounen besonnesch am Beräich vun den digitale Kompetenzen erméiglechen.

Fënneftens, et müssen nei Aarbechtsformen a -modeller ausgeschafft ginn, déi verhënneren, datt behënnert oder eeler Salariéen an den Abseits gedréckt ginn, dorënner virun allem eng méi attraktiv Préretraite progressive oder och d'Méiglechkeet, fir schrëttweis an d'Pensioun ze goen. Doriwwer eraus verspricht sech den LCGB awer och méi Beschäftigungsméiglechkeete vu Salariéë mat engem Handicap oder engem kierperleche Gebrieche méttels neien technologeschen Hëllefsmëttelen.

Sechstens, an dat wier dann och dee leschte Punkt, op deem ech géif agoen, d'Ofsécherung vun den Existenz muss an Zukunft gestärkt ginn duerch nei Konzepter a Mesurë géint de Chômage, zum Beispill duerch eng Generaliséierung vun der Cellule de reclassement an der Lëtzebuerger Ekonomik, awer och insgesamt duerch eng Stärkung vum Kënnegungsschutz.

A weider Detaill zu all dësen Iwwerleeungen fannt Der och dann an deene Broschüren, déi mer lech digital zoukomme gelooss haten, dat heescht gradesou gutt déi vum Aarbechtsprogramm wéi dann och déi vun der Resolutioun.

Ech soen lech Merci.

M. Georges Engel, *Président de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.*- Merci dem LCGB. Als Nächsten op menger Lëscht steet hei de LISER, also de Luxembourg Institute of Socio-Economic Research.

Mme Ludivine Martin, Luxembourg Institute of Socio-Economic Research.- Bonjour. Vous m'excuserez, je vais faire ma présentation en français. Donc à l'instar des révolutions industrielles qui ont bouleversé le 19^e et 20^e siècle, la révolution digitale transforme aujourd'hui nos modes de vie et le fonctionnement des entreprises. Une analyse des conséquences de la révolution digitale devient une des priorités principales du LISER pour les quatre prochaines années dans notre programme pluriannuel.

Le département «marché du travail», dont je fais partie, est un groupe d'une vingtaine de chercheurs à la fois en économie, sociologie, science politique et droit et nos deux thèmes prioritaires sur la digitalisation sont l'analyse de l'impact sur l'emploi - création, destruction et évolution des emplois - et l'impact de la digitalisation sur les conditions de travail des salariés.

Ce que l'on sait sur l'impact sur l'emploi, c'est que vous avez différentes analyses qui existent et le mode de la mesure de l'ampleur n'est pas chose aisée. Vous trouvez des analyses qui vont de 9% de destruction d'emplois à 50% de destruction d'emplois, ce qui est surtout lié à une différence de méthodologie.

Ce qu'il faut retenir de la plupart des études actuelles, c'est qu'on oscille plutôt autour de 10% à 15% de destruction des emplois. Mais dans le même temps, il y a une destruction d'emplois qui est liée aussi à un remplacement des emplois. Par exemple dans la finance, vous avez des exemples aux États-Unis où des traders sont remplacés par un tiers d'ingénieurs informatiques qui gèrent les algorithmes à la place des traders.

À la place aussi des emplois qui disparaissent, il y a des nouveaux emplois qui sont créés, liés en particulier à l'analyse des mégadonnées, big data, où au Luxembourg un rapport récent du Centre européen pour le développement de la formation professionnelle montre que 44% des créations d'emplois entre 2013 et 2025 seront des emplois intellectuels scientifiques hautement qualifiés en sciences et ingénierie incluant les métiers du digital, de la robotique, mais aussi des emplois dans le secteur de la santé, du commerce et de l'éducation.

Au stade actuel des connaissances sur l'évolution de l'intelligence artificielle, l'humain préserve un avantage comparatif en termes de créativité, de flexibilité, de capacité d'analyse et de capacité relationnelle. C'est donc sur ces compétences-là qu'il faudra se focaliser dans l'avenir pour garder un avantage comparatif par rapport aux technologies.

Les chances pour le Luxembourg sont donc de développer une main d'œuvre avec des compétences complémentaires aux technologies et à l'intelligence artificielle, à la fois de mettre en place une législation protégeant les salariés notamment liés à l'uberisation.

En effet, il y a déjà des actions au Luxembourg dans le cadre des actions Digital Luxembourg. On peut retenir pour les salariés et pour les demandeurs d'emploi le projet pilote „Luxembourg Digital Skills Bridge“ et l'accord récent de l'ADEM avec OpenClassrooms qui cherchent à développer des compétences informatiques.

Dans ce contexte, la mission principale du LISER en tant que centre de recherche public est de mettre notre expertise au service de la société afin d'aider les décideurs politiques, les entreprises et la société civile à encadrer cette révolution digitale de manière efficace et juste pour les entreprises et pour les salariés.

Pour cela, les challenges à venir nécessitent des collectes de données et pour nous de développer des collaborations étroites avec les partenaires publics et privés afin de comprendre dans l'intérieur le phénomène de la digitalisation, de développer des outils de mesure visant à l'identification des compétences et des métiers de demain. Notamment, nous avons une expertise dans la collecte de données employeurs-employés, vu que les données existantes employeurs-employés qui sortent en Europe sont focalisées uniquement sur la population résidente alors que l'on sait que notre marché du travail inclut aussi les frontaliers.

Nous avons aussi besoin de collecter des mégadonnées, à la fois au niveau des offres d'emploi et au niveau des profils en ligne des salariés par exemple sur LinkedIn pour identifier au jour le jour les compétences qui arrivent sur le marché. Et

toutes les politiques mises en place pour „reskiller“, „upskiller“ les salariés nécessitent aussi la mise en place d'une évaluation des politiques pour chercher à évaluer l'impact et améliorer les actions mises en œuvre.

Donc sur ça le LISER a des compétences. Vous pouvez venir vers nous si ça vous intéresse.

Au niveau de la deuxième partie sur laquelle on se focalise, c'est l'impact de la digitalisation sur les conditions de travail des salariés. Au LISER nous avons eu la chance grâce à un projet financé par le Fonds national de la recherche, le projet TWAIN, d'analyser les conséquences réelles des technologies sur les salariés. Et on distingue deux groupes de technologies: les technologies de l'information qui permettent de réduire les coûts d'accès à l'information et aux connaissances, qui sont positives pour les salariés. Ça leur donne plus d'autonomie, plus de prises de décision, un accroissement de leur motivation et de leur performance.

Par contre, à l'inverse il faut se méfier de l'usage des technologies de la communication. Si cet usage n'est pas encadré et n'est pas un bon usage, ça a des conséquences et des effets pervers en termes d'info-obésité, de surcharge de travail, de remonter des décisions hiérarchiques au niveau supérieur qui engendrent une perte d'autonomie, une baisse de motivation et de performance des employés.

Les challenges pour le Luxembourg sont maintenant d'aider les entreprises à prendre conscience des effets à la fois positifs et négatifs des technologies sur l'organisation de leur travail pour augmenter la motivation des salariés, leur performance et in fine garantir la pérennité des entreprises et la création d'emplois.

En effet, il y a déjà des actions au Luxembourg pour aider les entreprises à prendre le chemin et franchir le pas de la transformation digitale. Je peux vous citer le Fit°4°Digital de Luxinnovation. Nous sommes justement en train au LISER de discuter avec Luxinnovation pour les aider à évaluer cette politique et à trouver des bonnes pratiques pour aider les entreprises.

De manière plus large, le LISER contribuera dans les années à venir à une meilleure compréhension de l'impact de la digitalisation sur le fonctionnement des organisations et le comportement des salariés. Pour cela nous développons différents outils de mesure, à la fois des enquêtes, des entretiens qualitatifs, mais aussi des tests en laboratoire - nous avons développé le LISER-Lab - et des tests en entreprise. Nous allons procéder également à des études de cas au niveau de la finance, de la logistique et de l'administration publique.

Une petite phrase pour conclure : Notre ambition est donc d'identifier les outils technologiques adéquats et positifs pour les salariés et de chercher à contrecarrer les technologies à effet négatif. Je vous remercie.

M. Georges Engel, Président de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.- Merci pour cette prise de position. Den nächste Movement, deen da géif kommen, dat wär d'Madamm Blanche Weber vum Movement écologique.

Mme Blanche Weber, Movement écologique.- Jo, mir si frou, dass mer de Moien hei konnte sinn. Mir ware fir de Mëtteg virgesinn, mä fir eis ass d'Interaktioun Ekologie, Ekonomie a Soziales wichteg an de Mëtteg ass et eigentlech e bèsse méi op technesch Froe reduzéiert a mir si frou, dass mer de Moien e bèsse méi bei der Grondsazdebatt awer kënnen derbäi sinn, well mir eis och virun allem do derzou äusseren.

Mir sinn der Iwwerzeegung - mir si jo och am Steering-Comité vun dem Rifkin-Prozess mat derbäi an enger Rei Aarbechtsgruppen -, datt de Rifkin-Prozess sécherlech derzou bäigedroen huet, Leit zesummenzebréngen, déi bis elo manner zesumme geschwat hunn an zesummen um Dësch souzen. Dat ass sécherlech e ganz positivt Element och um Niveau vun de Ministèreen a Verwaltungen.

Et gouf och fäerdegbruecht, och dat honoréiere mer, dass eng Rei technesch Mesurë méi affinéiert gi sinn a weider fortentwéckelt ginn, siefen et Baumaterialien oder an der Mobilitéit oder am Energiesecteur. Och dat fanne mir ganz positiv.

Mä an eisen Ae besteet awer en eklatante Gap tëscht dem Diskussiounsbedarf an den Erausforderunge vun der Zukunftsgestaltung vun eisem Land an deem, wat bis elo am Rifkin-Prozess geschitt ass. Ech huelen do just symbolesch, well et esou wichteg a symbolträchteg fir eis ass: Wann déi ëffentlech Veranstaltung, déi elo, wou de Rifkin-Prozess an d'Resultater solle virgestallt ginn, bis elo ënnert dem Creneau „qualitative Wuesstum“ leeft, dann hu mir e grouse Problem mat der Grondstruktur vun der Rifkin-Debatt!

Mir hunn den Androck, dass de Rifkin-Prozess, wéi en elo organiséiert ass, de Gesellschafts- a Wirtschaftsmodell vun haut net a Fro stellt, mä éischer probéiert virzemaachen, wéi wa mer kéinte weiderfuere wéi bis elo. A mir mengen, dass engersäits dat falsch ass, well mer eng absolutt Noutwendegkeet hunn aus der Perspektiv vun der nohalteger Entwécklung, fir eng grondsätzlech Reorientatioun ze maachen, an dass et awer anerersäits och onerlässlech ass, dass d'Digitaliséierung net nëmmen technesch begleet gëtt, wéi och Riedner virdru soten, mä och politesch gesteiert. An de Rifkin, wéi et elo an de Gruppe gelaf ass an an dem Steering-Grupp, war ganz staark technesch a manner politesch.

Bon, als Mouvement écologique ass fir eis d'Kärfro weiderhin déi vum Modell Lëtzebuerg. An de Rifkin-Prozess klammert dat fir eis ze vill aus. Mir sinn natierlech der Meenung, dass ee kann Zukunftsbranchë weider entwéckelen, dass déi solle wuessen: regional Holzvermaartung, Liewensmëttelproduktioun, erneierbar Energien, do si mer eis eens! Mä mir sinn der Iwwerzeugung, dass dat eleng net de qualitative Wuesstum gëtt, deen an der Rifkin-Debatt ugestriift gëtt.

Mir huelen elo just ee Beispill, well et esou schéin aktuell ass an eigentlech de Grondproblem opweist: den ominöse Google, deen dann och geméiss Regierung sech an de qualitative Wuesstum géif areien, an dat oft mat der Definitioun, dass jo wéineg Aarbechtsplaze géifen entstoën an, esou de Message, d'Belaaschtung duerch d'Aarbechtsplaze relativ niddreg wär an insoufern wäer mer a Richtung qualitative Wuesstum ënnerwee.

Bon, elo lassgeléisst dovun, ob dat de richtege Parameter ass fir de qualitative Wuesstum an ob en och richtig ass, muss een awer elo emol aner Elementer bei

Google uféieren, déi eigentlech repräsentativ si fir d'Orientéierung vun der Rifkin-Debatt.

Lëtzebuerg wiert sech jo am Ablack massiv dergéint, dass eng aner Form vu Besteuerung kënnt fir esou Firmen, an deem Sënn, dass mer soen: „Ma eng europawäit Léisung ass net méiglech, mir brauchen eng OECD-Léisung.“ Mir wëssen alleguer, wat dat heescht, eng OECD-Léisung. Dat heescht „Warten auf Nimmerleinstag“ oder op alle Fall ganz laang. Dann ass d'Fro elo: Ausser dem Éischtinvest vu Google, wat bréngt eis, dem Land dat laangfristeg, wann et net wéinst den Aarbechtsplazen ass, wann déi Besteuerung net hannerfrot gëtt?

Éischtens a geméiss Wirtschaftsminister, dee jo awer d'Aushängeschëld vum Rifkin-Prozess ass, kënnt Google och op Lëtzebuerg wéinst den niddregen Energiepräisser. Dat wär en entscheidend Argument gewiescht. Ass dat wierklech e nohaltege Wirtschaftsmodell, e qualitative Wirtschaftsmodell, wa mer deen zu Zäite vu Klimawandel op niddreg Energiepräisser baséieren? „Hu mer hei Loscht op eng nei Form vun Tanktourismus?“, ass eis Fro.

An da géif ech Iech bidden, Iech op eng Rechnung anzeloossen. Google brauch 25 Hektar Land. Wa mer dat géifen erofdividéieren oder ëmrechnen op déi Aarbechtsplazen, déi zu Lëtzebuerg geplangt ginn - déi niddreg Prognose gi jo vun engen 192.000 weideren Aarbechtsplazen aus -, an all nei Aarbechtsplaz kréich deeselwechten Terrainsverbrauch wéi Google, da bräichte mir 15.936 Hektar, fir déi doten Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg unzesidelen! Virgesi sinn der 723. Google huet e massive Landverbrauch, dat zu Zäiten, wou mer beim Wunnengsbau an esou weider net méi fräigestallt kréien.

Leschte Punkt, et gëtt gesot, dass Google, dat muss sech elo weisen, wann den Dossier méi ëffentlech gëtt, mä et schéngt jo och, wéi wann de Waasserverbrauch erhieflech wär: 5%-10% vum landeswäite Verbrauch! Et muss ee sech dat virun Aen halen, zu Zäiten, wou mer am Summer jo awer déi Alerte orange an esou weider haten!

Dofir froe mir eis elo als Mouvement: Wat ass d'Definitioun vum qualitative Wuesstum, vun deem eis Regierung am Kader vum Rifkin-Prozess schwätzt? Mir gleewen net drun. Mir mengen, dass déi flott Termen einfach weider wéi bisher eppes wëlle virmaachen, wat net méiglech ass. An an der Vergaangenheet waren all Effizienzsteigerungen net mat engem reelle Réckgang verbonnen. Duerch de Rebound-Effekt, well méi consomméiert ginn ass, ass den insgesamten Verbrauch ëmmer eropgaangen. Et gëtt eng deelweis Entkopplung, eng relativ Entkopplung gëtt et duerch besser Technologien. Et gëtt awer keng reell Reduktioun vum Verbrauch, dat huet den Automodell eis gewisen: Si si méi performant, si brauche manner Bensinn, mä si si vill méi grouss a mir fuere wesentlech méi.

Dat heescht, eng relativ Entkopplung vu Wuesstum an Energieverbrauch ass méiglech. Mä mir brauche jo awer villes, villes méi: Mir brauchen en absolute Réckgang vu Material- an Energieverbrauch! Dëse Réckgang kann een net erreechen, ouni den op Wuesstum baséierende Gesellschafts- a Wirtschaftsmodell ze hannerfroen, well soss täuscht ee sech selwer an da mécht ee Lëtzebuerg net fit fir d'Zukunft. Dann huet een technologesch Léisungen an de Raum gestallt, mä et mécht ee Lëtzebuerg net fit fir d'Zukunft.

Just als Klammer, gëschter hate mer Naturschutzgrupp: An de leschten zéng Joer si fënnef gängeg Vullenaarten - just fir déi ze soen, et gëtt der nach vill méi: de Wiesenpieper, d'Braunkehlchen, de Kiebitz - ausgestuewen zu Lëtzebuerg, an de leschten zéng Joer. D'Feldlerche ass esou zrëckgaangen - dat war e gängege Vull virun zéng Joer -, dass mer nach fënnef Koppelen hunn.

Et ass net gedoe mat e bëssen „technesch besser“ ginn, mä mir mussen an d'Substanz vun eisem Modell goen, deen iwwregens jo och net méi Wuelstand bréngt.

Ech kommen zum Schluss. Nach ee Wuert zum Sozialsystem, well dat och de Moien usteet. Mir hu jo eng Analys maache gelooss iwwer: „Wou kommen eis Recetten hier iwwert d'Steieren?“, a Lëtzebuerg huet 2014 grad emol 5,25% vu senge Steuerrecetten iwwer d'Besteuerung vum Ëmweltverbrauch gehat! 5,25%, mir sinn do d'Schlusslicht an der EU. Dat ass esouguer manner wéi 2008, do ware mer ëmmerhi

bei 8,12%. Déi relativ Belaaschtung vum Kapital ass esou niddreg wéi selten: 21%. A 50,4% komme vum Facteur Aarbecht.

Eppes wat mer méi wëllen, theoretesch, gëtt wahnsinneg besteiert, de Ressourcëverbrauch net! Just fir ze soen: D'Sozialsystem kann een op vill Weeër finanzéieren, et gëtt net nëmmen dee vum Wuesstum. Mä et misst een endlech emol eng Analys an Optrag ginn, wéi de Sozialsystem duerch aner Weeër ka finanzéiert gi wéi nëmmen iwwert d'Wuesstumslogik.

Mir bleiwen dobäi, de Wirtschafts- a Gesellschaftsmodell muss hannerfrot ginn. An do musse mer eis grondsätzlech Froe stellen: déi vun der Verdeelungsgerechtegkeet, net nëmmen vum Wuesstum, déi vun der Verdeelungsgerechtegkeet, wie kënnt an de Genoss vun den Effizienzgewënner? Et gëtt oft de Verglach gemaach: Uelech, Revolutioun wéi den Uelech kouw - Digitaliséierung. Deemools sinn et Firme ginn, déi vill Gewënn gemaach hunn. Wéi ass et haut mat den Digitaliséierungsgewënner, Dateschutzbestëmmungen, Reorganisatioun vum Aarbechtsmaart?

Fir eis ass Rifkin an dësem Sënn vill ze vill techniklaaschteg. Mir maachen heiansdo, wéi wann an der digitaliséierter Gesellschaft d'Technik en autonomen Auto wär, dee sech selwer fortbeweegt. Mä net d'Technik ass de Chauffeur, mä mir als Gesellschaft solle fueren, d'Richtung zu all Ablack bestëmmen. Technesch Entwécklungen mussen e politesche Kader kréien, baséierend op gemeinsame Wäertevirstellungen. Déi Wäertevirstellungsdiskussioun vermësse mir. Mir mussen déi gesellschaftlech, ethesch a rechtlech Froen an de Fokus stellen. D'Planung där sech net no technesche Méiglechkeeten, mä si muss sech no de Bedierfnesser vun de Leit riichten. An nach eng Kéier: Dat bedauere mir am Rifkin-Prozess, dass et nach net genuch do ass.

An ech halen op mat engem Zitat vum Mark Zuckerberg - ech hätt ni geduecht, dass ech dee géif zitieren, mä: „Are we building the world we all want?“ Dat ass déi Fro, déi sech hannert deem Ganzen hei verstoppt. Merci.

M. Georges Engel, *Président de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.*- „Are we building the world we all want?“ Merci fir déi Stellungnam. Da last but not least d'Positioun vum OGB-L.

M. Frédéric Krier, OGB-L.- Jo, Merci. Ech hunn dann e bëssen de Pech, als Leschten ze schwätzen an et ass natierlech och scho vill virdru gesot ginn, deem ech mech kann uschléissen. Ech wëll och elo net dee ganze Programm vum OGB-L entwéckelen, keng Angscht, och wa viles dovunner effektiv mat där ganzer Thematik zesummenhängt.

Ech wollt fir d'Éischt éischer eng allgemeng Bemierkung maachen, dat ass nämlech den Term vun der „3. industrieller Revolutioun“ selwer, well mir do éischer eng Fortsetzung, vläicht och eng Akzeleratioun gesi vun Tendenzen, déi et awer am Fong schonn ëmmer ginn, oder op d'mannst zënter der Industrialiséierung am 18. Jorhonnert an den éischte Manufakturen. Dat heescht, dass d'Kapitalisten eigentlech d'technologesch Innovatioun dozou benotze wëllen, fir d'Produktiounszäit ze verkierzen, fir d'Produktivitéit ze erhéijen an datselwecht oder wa méiglech nach méi mat manner Aarbechtskräften ze produzéieren. Dat heescht, et ass iergendwou ëmmer e Rationaliséierungsprozess.

Eis Roll gesi mir dann éischer doranner, an deem Kontext sécherzestellen, dass déi fräigesate Kapazitéiten, déi duerch deen technologesche Fortschrëtt entstinn, och d'Produktivitéitsgewënner, och wa mer jo anscheinend laut der UEL schonn zënter 20 Joer hei stagnéieren - mä bon, do huet de Sylvain Hoffmann jo schonn drop geäntwert -, a letzten Endes och déi doraus erwuessend Profitter gerecht verdeelt ginn. Also si mer och beim Thema vun der Verdeelungsgerechtegkeet, an dat ass eng Dimensioun, déi eis och am Rifkin-Bericht wäitestgeeënd felt.

Donieft si mir awer och fir eng positiv Approche zum technologesche Fortschrëtt. Also mir sinn elo keng Maschinnestiermer. Et soll een net nëmmen d'Risiko kucken, mä ebe grad, et besteet éischer den Challenge doranner, den technologesche Fortschrëtt an den Déngscht vum Mënsch ze stellen. Dat heescht, och an der Aarbechtswelt, dat ass jo haut d'Thema, och do d'Potenzialitéiten, déi sech aus der Digitaliséierung, Numeriséierung an esou weider erginn, asetzen, fir och

Verbesserungen ze erreeche fir déi schaffend Leit, fir d'Aarbechtsbedingungen, an och d'Potenzialitéiten ausnotzen eventuell bis hin zur Richtung vun enger Verkierzung vun der Aarbechtszäit mat vollem Lounausgläich. Ech mengen, dat ass vum alleréischte Riedner kuerz ugeschwat ginn.

Dogéint stinn natierlech oft Tendenzen, déi éischer déi ganz Digitaliséierungsdebatt als Virwand gesinn, fir eigentlech a Richtung vu méi Dereguléierung ze goen, vun enger Flexibiliséierung vum Aarbechtsrecht, enger Froestellung eigentlech vun eise traditionellen Aarbechtsrecht a vum Aarbechtskontrakt an dann och vu méi prekären Aarbechtsbedingungen.

An do hu mer dann natierlech e Problem mat der idyllescher Schilderung vun der sougenannter „économie collaborative“ beim Rifkin, och elo nach méi am Rapport de suivi, deen elo koom, wou eigentlech net ënnerscheet gëtt zwëschen engersäits méi associativen oder mutualisteschen Initiativen, soe mer och en Typ Tauschkrees oder esou, wat tatsächlech sans but lucratif ass am eigentleche Sënn vum Wuert, an andersäits esou Plattformen wéi Uber - et ass jo schonn e puermol genannt ginn -, wat eigentlech kapitalistesche Entreprisë sinn, déi just en neie Businessmodell entwéckelt hunn. An deem Businessmodell schéngt virun allem doraus ze bestoen, sech net un déiselwecht Regeln ze hale wéi déi aner Betriber, dat heescht d'Ëmgoen vum Aarbechtsrecht, d'Fuerderung vun der Scheinselbstständegkeet, awer och d'Ëmgoen zum Beispill vun Hygien- a Sécherheetsnormen, also och Ofbau vun der Protektioun vum Konsument, zum Beispill an der Gastronomie.

Dat heescht, mir sinn do och fir en „level playing field“, mä den „level playing field“ kann net heeschen, dass mer elo déi bestoend Rechter müssen ofbauen an dereguléieren, mä dass déi Plattformen sech eben un dat bestoend Recht muss halen. Do hu mer jo zu Lëtzebuerg awer..., op d'mannst op verschiddene Punkten hu mer scho Virdeeler, zum Beispill konnt sech UberPop jo bis haut och net hei etabléieren aus Grënn vun der Gesetzgebung, déi scho besteet. An déi soll och net opgeweicht ginn.

En aneren „blind spot“ beim Rifkin, d'Madamm Larsen huet et scho virdru gesot, ass d'Protection des données, déi do wierklech wéineg virkënnt. Dobäi si mer eigentlech

ëmmer enger méi grousser Usammlung vun Daten ausgesat bis an den Intimberäich, an d'perséinlech Gesondheet eran, an dat net nëmmen duerch de Stat oder de kllasseschen Iwwerwaachungsstat, mä och ëmmer méi duerch multinational Konzerner wéi Google, Amazon, Facebook, Apple. An och ee Phenomeen ass, dass eis Daten als Bierger ëmmer méi selwer eng Marchandise ginn, also dass mat deenen och gehandelt gëtt. An do ass natierlech schonn de Stat als Regulateur opgefuerdert, dat ofzebremsen op d'mannst, wann net ze stoppen.

Zum leschte Punkt an dann och schonn zum Ofschloss: Mir begréissen eigentlech, dass d'CNPD elo soll méi Sanktiounsméiglechkeete kréien. Mä mir sinn och der Meenung, dass Sensibiliséierung am Fong net duergeet, well mer awer wierklech schonn a ville Betriber gesinn, dass do oft e bëssen egal wat leeft.

Natierlech bedeiten déi nei Regeln, déi kommen, och, dass d'Betriber, virun allem déi kleng Betriber, awer och dee ganze Monde associatif, d'Veräiner, müssen déi néideg Moyene kréien, fir dat doten ëmzesetzen. Well fir e Responsabelen zum Dateschutz ze hunn, dat ass vläicht einfach an engem groussen Betrib mat villen Honnert Beschäftegten, mä jee klenger se ginn, wat dat méi schwiereg gëtt. A fir d'Veräiner souwisou gëtt dat doten zum Deel eng schwiereg Aufgab. Dat heescht, do müssen och Accompagnementsmesurë kommen.

Dat alles ass awer fir eis och keen Argument, déi bestoend virhereg Geneemegung ofzeschaffen, also d'Autorisation préalable duerch d'CNPD, déi sécherlech net bis elo all Abusen an de Betriber verhënnert huet - dat soe mer jo och guer net -, mä et ass trotzdem e Moyen gewiescht fir d'Personaldelegatiounen, fir kënnen anzegräifen, wann dat net am Virfeld geschitt ass.

Mir sinn e bësse skeptesch par rapport zur praktescher Ëmsetzung, och wann elo eigentlech de Patron soll responsabiliséiert ginn, wann en awer déi Autorisatioun net méi brauch, wéi dat dann an der Praxis leeft an ob deen eenzelne Salarié eigentlech da wierklech géif dergéint kloen oder ob e sech domadder net der Gefor vun der Entloossung ausgesat huet. Dat virun allem an deene Betriber, wou et eigentlech kee Comité mixte a keng Codecisioun op deem Punkt gëtt. Also duerfir fuerdere mer op

deem Punkt nach Verbesserungen am Projet de loi an do ass d'Regierung och nach opgefuerdert aus eiser Siicht.

Ech soen lech Merci.

M. Georges Engel, *Président de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale*.- Merci villmools. Merci alleguerten de Riedner fir hir Froen, Stellungnamen, Ängschten, Suggestiounen, nei Iddien, déi op den Dësch koumen.

Ech géif elo d'Froeronn opmaachen an d'Deputéiert froen, wa se Suggestiounen oder Froen hätten, fir déi elo hei ze stellen. Als éischte Riedner huet sech den Här Bauler gemellt.

M. André Bauler (DP).- Merci, Här President. Villmools Merci fir Är verschidde Statements, déi ganz interessant sinn an am Fong geholl queesch duerch dee ganze Spektrum féieren.

Ech wollt eng präzis Fro stelle ronderëm..., well vun Aarbechtsplaze geschwat ginn ass. De LISER huet gesot, d'Schwieregkeet ass relativ grouss, fir ze situéieren, wivill Aarbechtsplaze verschwannen, wivill da kéinten amplaz kommen. Dass et zu Mutatiounen an deem Beräich kënnt, dat ass evident. An ech denken, dass an Zukunft déi déi gréisste Chance hunn, kënnen ze iwverliewen, oder dass déi Aarbechtsplaze kënnen iwverliewen, déi mat deem reng Handwierklechen au sens large du terme ze dinn hunn, dat Handwierklecht, dat, wat sur mesure geet, wat individualiséiert ass, wou de Mënsch a senger Kreativitéit, a senger Ingeniositéit net ze ersetzen ass.

Ech wollt lech just froen, wou Der Potenzialer oder wéi Der d'Potenzialer vun der Kreativwirtschaft, der Économie créative gesitt, och am Kontext vum Schafen ebe grad vun neien Aarbechtsplazen. Dat ass dat eent.

Dat anert, eng méi eng philosophesch Fro, oder eng allgemeng Fro ass déi, et ass gesot ginn: „Mir müssen oppassen, hei si grouss international agéierend Betriber um Wierk“, déi eis am Fong geholl eise Liewensmodell gewollt oder ongewollt, ech wëll

net soen „diktéieren“, mä awer ëmmer méi an eis „Liewensart“, besser gesot, eraschwätzen. Soubal een op Facebook ass oder soubal een a soziale Medien en général ass, ass een ënnerwee och mat deenen dote Gruppen. Gesitt Dir iwwerhaupt reell Chancen, wéi mer deen dote Prozess zumindest - sowuel gewerkschaftlech wéi politesch an och op anere Pläng - kënne begleeden, datt ee sech och dergéint reell wiere kann? Well ech hunn déi Impressioun, mir bedauern et, wat sécherlech ganz an der Rei ass an evident ass. Mä ech froe mech heiansdo: Hu mer Hiewele genuch, hu et och d'Politik Hiewele genuch, fir iwwerhaupt kënnen ze begleeden? Well ech mengen, d'Politik eleng, dat geet net duer.

M. Georges Engel, *Président de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale*. - Merci. Den Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk). - Jo, Merci, Här President. Fir unzefänken, ech ginn dem Här Krier och recht, datt et manner eng Revolutioun ass wéi eng steteg Evolutioun vun enger Entwécklung, déi eigentlech scho ganz laang ugefaangen hu. A wat ech interessant fannen an deem heite Volet, wou et ëm Wirtschaft an Aarbecht geet, ass: Den Här Rifkin probéiert jo, eng Narratioun ze maachen, eng Erzielung, datt de Kapitalismus, dee kritt elo e klengt Kand, an dat ass dann d'Sharing Economy. An de Kapitalismus, do ass d'Aarbecht organiséiert zu Lëtzebuerg, oder definéiert als „lien de subordination“. Dat heescht, op där enger Säit verfüügt de Patron iwwer Aarbechtskraaft an Aarbechtszäit vun engem, dee schafft, vun engem Salarié, an op där anerer Säit hu et deen awer och Garantien. En hu et Garantien, wat de Loun ugeet, wat d'Aarbechtszäit ugeet, en hu et eng Reglementatioun, déi en och schützt. Dat ass dat Verhältnis.

An d'Aarbecht an där Sharing Economy gëtt iwwert de Prosumer organiséiert. Dat ass dann deen, dee permanent gläichzäiteg konsuméiert a produzéiert an dat dann an engem permanente Prozess amgaang ass auszetauschen, mat natierlech dem Element, datt dat dann och iergendwéi andauernd merkantil ass, wat en austauscht, dat heescht, datt et eng Wuer ass.

Bon, dat ass awer och elo näischt esou Revolutionäres. Dat ass eppes, wat mir éischter hei kennen als Selbststännegkeet a virun allem als

Scheinselbstständigkeit, wat an der Realitéit jo ganz wéineg eng Utopie ass, mä an deene meeschte Fäll haart Selbstausbeutung als Aarbechtsverhältnis, als Modell.

A wat ech vläicht elo froe wollt, och vläicht d'Gewerkschaftsvertreder: wéi si déi doten Entwécklung hin zu deem Prosumer, also dat, wat och philosophesch an aarbechtsrechtlech do hannendrustécht vu Geforen oder vu Potenzial, wéi si dat aschätzen.

M. Georges Engel, *Président de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale*. - Ech mengen, mir hunn nach eng Fro. Dat ass den Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP). - Jo, Merci, Här President. Och Merci fir déi Kontributiounen. Et ass effektiv, fir de Rifkin-Prozess ze qualifizéieren, gëtt heiansdo gesot, et ass en „Narrativ“. Et ass gesot ginn, et ass eng „Geschirkëscht“, et ass eng „Visioun“. Et si verschidde Saachen, an effektiv, den Usaz ass e wirtschaftlechen.

Dann ass d'Fro: Wéi maache mer eis Wirtschaft fit? Wéi strukturéiere mer eise Wirtschaftsmodell ëm? A wat mech interesséiert an där ganzer Geschicht, dat ass, an elo si mer bei der Phas vun der Implementatioun: Wat setze mer dovunner ëm? Setze mer alles ëm? Wat ass de Sequençage? Wat sinn déi verschidden Aspekter dovunner, déi mer wëllen oder déi mer brauche wierklech, fir déi Visioun ze realiséieren? A virun allem och, an dat ass déi interessant Fro iwwert d'Gesellschaftsform oder d'Gesellschaftsbild, wat mer gärén hätten: Wéi wëlle mer zesummen liewen?

An do gëtt et natierlech ganz verschidden Äntwerten dozou, wou déi technologesch Usätz, oder déi technesch, technokratesch Usätz aus deem Rapport net onbedéngt eng Äntwert ginn. Wann een zum Beispill d'Fro vun der Sharing Economy hält, dat kann effektiv eng Plattform si wéi Uber, wat net richtig Sharing Economy ass, mä et kann awer och, wéi den Här Krier sot, en Deel, e Veräin sinn, deen Tools echangéiert oder wou ee ka Saache gratis echangéieren. Dat heescht, et kann ee ganz verschidde Saachen dra gesinn.

An et géif mech am Fong interesséieren, an deene verschiddene Groupes de travaille, wou Der sidd, ob do och geschwat gëtt iwwert déi gesellschaftspolitesch Froen. Maache mer den Effort, fir dee ganze Prozess do ze encadréieren duerch Regele vum Zesummeliewen, Data Protection, Protektioun vu soziale Rechter, Aarbechtsrecht et cetera? Dat schéngt mer effektiv en Aspekt ze sinn, deen e bëssen ze kuerz kënnt a wou ech wierklech frou wär, wann eng Kéier Dir, déi Der an deenen Aarbechtsgruppen do dra sidd, eis kéint soen, ob dat Aspekter sinn, op déi geäntwert gëtt.

M. Georges Engel, Président de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.- Vlächet eng Äntwert op déi Fro vum Här Bauler an op déi vlächet, déi direkt vum Här Baum un d'Gewerkschaften, un d'Gewerkschaftsvertrieder geriicht ass. Wie wëllt?

M. Franz Fayot (LSAP).- An op meng?

M. Georges Engel, Président de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.- An natierlech och op d'Fro vum Här Fayot, wat d'Gesellschaftsbiller, déi gesellschaftspolitesch Froen ugeet.

Ass een, dee wëllt direkt d'Wuert huelen?

M. Frédéric Krier, OGB-L.- Jo, fir déi lescht Fro. Bon, ech si selwer och an e puer Gruppe mat implizéiert, ech war zwar éischter an der Économie circulaire an och an der Energie. Et ass effektiv esou, bon, déi Dimensioun spillt zum Deel mat, awer éischter um Rand. Mir hunn d'ailleurs, wéi mer ugefaangen hunn, éischter missen dorop pochen, dass iwwerhaupt déi Dimensioun „travail, questions sociales“, dass dat net nëmmen an deem Kader ass, mä dass dat och an deenen anere Gruppen transversal matgeduecht gëtt. Mä ech gesinn elo, op d'mannst an deem Rapport de Suivi, deen elo do ass, do kënnt déi Dimensioun awer ausserhalb ebe vun deem Kapitel, wat awer och nach, mengen ech, misst beschafft ginn, relativ kuerz vir.

An do ass och dee Volet vun der Sharing Economy, dat spréngt dann iwwer zur Fro vum Här Baum: Jo, also mir gesinn och déi Iddi vum Prosumer éischter skeptesch.

Déi werft virun allem eng ganz Partie Froen op, déi souguer elo iwwert déi Économie de partage erausginn, zum Beispill, wa mer iwwert d'Energie schwätzen. Ma natierlech, dat si jo och Evolutiounen, déi amgaange sinn. Iergendwou hu mer ëmmer méi Leit, déi selwer da privat Solarzellen op hirem Daach hunn, déi also selwer Energie produzéieren. An do stellt sech dann nach ëmmer d'Fro: Wéi sinn déi un de Réseau konnëktéiert? Sinn dat da selwer Entrepreneuren?

Da si mer op eemol an enger Logik, dass jiddwereen am Fong quasi bal vu Gebuert un Entrepreneur ass, wann en iergendeppes selwer ubaut. Ech mengen, de Romain Hilgert hat do jo emol eng Kéier en Artikel am „Land“, wou en da sot: „Et kritt jiddweree quasi mat der Gebuert scho seng TVA-Nummer“, wou sech jo awer dann eng ganz Partie Froen och stellen, och par rapport eben zum bestoende Marché, vun der Energie an der Netzsécherheet, der Ofsécherung vun der allgemenger Versuergung. Ech mengen, dat nämlecht gëllt sécherlech och fir d'Postservicer oder esou, well mer do ëmmer méi eng Proliferatioun vu klenge Betriber hunn, bis hin och zur Scheinselbststännegkeet.

Well och dat ass jo grad an der Sharing Economy, dat bezitt sech jo wierklech just..., se schwätzen ëmmer vun Uber, mä mëttlerweil ass dat jo awer och an der Gastronomie, an der Livraisoun vu Marchandisen. Mir haten elo Ufank dëses Mounts ee belsche Journalist, deen huet eis erzielt - bon, deen huet a verschiddene esou Plattformen geschafft, do war en ëmmer eben och als Kach -, dass hien dann doheem bei sech gekacht huet, ouni iergendwellech hygienesch Normen ze respektéieren, an en huet dat da bei en aneren am Quartier gefouert, wat natierlech dann och eng Concurrence déloyale totale ass fir d'Restauratioun.

Also dofir, jo, do gesi mer déi ganz Logik. Mir kënnen eis virun allem net der Utopie vum Rifkin uschléissen, deen eigentlech mengt, mir géifen elo eng Aart Mutualismus vum 21. Jorhonnert kréien - déi schlësse sech dann all a Kooperativen zesummen an dann ass dann alles méi gerecht an d'Leit si gläichzäiteg méi autonom. Ech mengen, de Lien de dépendance ass nach ëmmer do an e gëtt souguer nach verstärkt.

M. Georges Engel, *Président de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.*- Merci, Här Krier. Dann d'Madamm Weber.

Mme Blanche Weber, *Mouvement écologique.*- Jo, mir sinn als Mouvement écologique an e puer Aarbechtsgruppen an och am Comité de coordination stratégique - oder wéi heescht dat, also et ass an déi Richtung, jo, esou heescht en -, dee sech dräimol gesinn huet. A meng ganz Interventioun huet jo dorop ofgeziilt, fir ze soen: Neen, déi Gesellschaftsgrondfroen stinn net am Fokus! Si lafen héchstens heiansdo um Rand mat!

Wann de Rifkin-Prozess no bausse géif duergestallt ginn als eng Iwwerleeung, wéi eng Implementéierung vun der digitaler Entwécklung kéint technologesch oder esou geschéien, da wär dat jo iergendwéi okay. Mä et gëtt jo gemaach, wéi wann de Rifkin-Prozess méi wär. An an all deene Gruppen, esou sënnvoll, wéi gesot, wéi dat doten och ass, wat elo ka geschéien, sinn déi Grondfroen net wierklech gestallt ginn! Et ass elo op Drock vun eenzelnen Akteuren - ech mengen, och virun allem Gewerkschaften - gelongen, dass déi Datschutzgeschicht emol zumindest am Rapport intermédiaire optaucht. Dat ass awer net diskutéiert ginn oder ausdiskutéiert ginn!

An ech soen ee Beispill: An dem Energieberäich steet elo dann endlech dran, dass mer musse bei de PAGE kucken, dass mer endlech déi leideg Froen vun dass wann een eng déck Fassad mécht an déi dann e bësse méi déck ass wéi dem Noper seng, dass dat dann heiansdo net geet, dass esou Problemer behuewe ginn.

Jo, dat fanne mir als Mouvement jo elo ganz gutt, dass dat soll geschéien. Mä et ass en albekannte Problem an dat ass och néideg, dat ze kucken, mä Rifkin wollt a sollt méi sinn. A wann et géif geléngen, no engem Joer elo ze soen: „Dajee dann, dat ass jo och an nach enger Rei Beräich schéin a gutt, wat do technesch geschwat ginn ass, mä elo rässe mer d'Rudder awer e bessen erëm an elo schwätze mer effektiv, wéi mer déi Digitaliséierung wëlle gesellschaftlech begleeten, wéi mer se verdeelen a wat mir gären als Gesellschaft als Zil hätten do derduerch!“, dann hätt dat Ganzt jo nach eppes bruecht, muss ech soen. Awer déi Diskussioun steet aus. Déi steet nach

total aus a mir si wierklech beonrouegt, dass den 9. November ënnert der Chimär vum qualitative Wuesstum steet.

Dat ass eigentlech schonn e bëssen en „Tschack-Tschack“ vun deene Leit, déi wëlle méi grondsätzlech iwwert de Modell Lëtzebuerg schwätzen. Du häss jo och kënne soen: Wat sinn déi gesellschaftlech Visiounen, déi duerch de Rifkin-Prozess ausgeléist ginn. Dat wär zumindest nach eng neutral Formulatioun gewiescht, déi en plus och net de Wuesstumsvolet aus der Rifkin-Diskussioun eraushëlt. Du häss jo misse vill méi e globale Round-up maachen no engem Joer wéi dee punktuellen do, deen och nach a Fro gestallt gëtt.

M. Georges Engel, *Président de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.*- Merci fir déi Wierder. D'Madamm Larsen.

Mme Tine A. Larsen, *Commission nationale pour la protection des données.*- Jo, Merci. Ech wollt just op déi lescht Fro eng Kéier agoen: ob d'Froen thematiséiert ginn.

Mir waren immens frou, wéi mir am Ufank vum Prozess solicitéiert gi sinn a mir wollten onbedéngt derbäi sinn als Dateschutzkommissioun, well op alle Fall an der Aarbechtswelt, mä och am Privatlewen, an der Fräizäit, am Kontakt mat den Administratiounen, do sinn d'Daten, perséinlech Date staark am Spill. A mir hate gefrot, fir kënne fir déi Saach zwou Persounen mat an de Prozess ze schécken. Well de Volet Technologie - et ass hei scho gesot ginn -, bon, dee gëtt hei staark thematiséiert, mä et gëtt eben och de juristesche Volet. An zumools géintwärtig vun der Deregularisatioun, déi e Risiko ass, wollte mir gär zwee Experten an d'Renne schécken: e Jurist an en Informatiker. Mir hunn elo leider keng Leit, déi déi zwee Volete komplett ofdecken. Mä mir krute gesot: „Nee, leider nëmmen een.“ Dunn huet den Informatiker, de Kommissär, dee mir deemools haten, sech ebe gemellt, fir matzemaachen. En huet och matgemaach, mä en ass de leschte September aus der Kommissioun ausgescheet a säitdeem, dat heescht säit engem Joer, si mir net am Prozess derbäi a ginn net solicitéiert, kënnen natierlech dann och net eis Expertise matabréngen. An ech sinn elo och perséinlech net um Courant vun deem Rapport intermédiaire.

M. Georges Engel, *Président de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale*.- Merci. Ech hunn nach zwou Wuertmeldungen hei vun den Deputéierten, eng Kéier vum Här Anzia an dann den Här Spautz. Här Anzia.

M. Gérard Anzia (*déi gréng*).- Merci. Da probéieren ech, vir oder no Mëtteg dat elo relativ kuerz ze maachen. Merci fir déi verschiddenaarteg Beiträg hei zu där Diskussioun. Sécherlech musse mer en anere Wirtschaftsmodell ustriewen, wou Ekonomie, Ekologie an och dat Soziaalt anescht beieneekommen, wéi mer dat bis elo gewinnt sinn. An duerfir, ech maachen elo hei kee Virtrag, mä ech wollt zwou méi konkret Saachen opwerfen:

Eng Kéier eng Fro méi zum Aarbechtsrecht. Et ass gesot ginn, dat kéint en Détachement virtuel ginn, déi Scheinselbststännegkeet, dass mer do Mechanisme brauchen. Dofir meng Fro: Ginn déi Socles européens, déi Lois sociales, geet dat duer? D'Detachementsgesetz, geet dat duer? Brauche mer do konkret Ergänzungen? A wat fir eng Ergänzunge missten dat sinn?

Deen zweete Volet - ech wollt just zwee Voleten opgräifen -, dat ass dee vun der Protection des données. D'Fro ass do natierlech déi, wann ech aktuell gesinn, wivill geziilte Werbungen ee kritt, well een iergendwou eng Kéier eppes kaaft huet, si mer do schonn deem Zuch méi wéi hannendrun - mir schwätzen net vun deem, wat elo kënnt, mä wat schonn ass -, respektiv dofir d'Fro konkret: De Kader vun der Protection des données, brauche mer do Ergänzungen am Dateschutzgesetz, fir Mësstänn virzegräifen? Merci.

M. Georges Engel, *Président de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale*.- Dann den Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV).- Merci, Här President. Och Merci alleguerten deene Leit, déi eis hir Präsentatiounen gemaach hunn. Ech wollt am Fong fir d'Éischt d'Fro beäntwert wëssen, wéi de Mënsch an där ganzer Diskussioun behandelt ginn ass - et si verschidde Leit, déi hu geschwat vu Grondausbildung a vu Weiterbildung -, ob do net hei de Mënsch op der Streck bleift, well net jiddwereen an där Digitaliséierung

mat virukënnt. Ech ginn e ganz banaalt Beispill, dat ass déi Diskussioun, mir hate gëschter Moien an der Petitiounskommissioun dat iwwert d'Banken, iwwert déi Leit, déi net den Electronic Banking kënnen maachen, fir emol nëmme vun där einfacher Form vun Digitaliséierung ze schwätzen. Hutt Der och doriwwer diskutéiert, wéi et do mam Mënsch virugeet. Et ass een oder deen aneren, deen dat gesot hat vun der Formatioun, well dat ass eppes, wat ech fäerten: dass de Mënsch an där ganzer Geschicht do op der Streck bleift.

An eng aner Fro ass, ob Der och an Ärem Grupp Visite gemaach hutt. Et ass eng grouss Regioun a Frankräich, déi och seet, si hätten sech mam Här Rifkin identifizéiert. Si läit e bësse méi am Norde vu Frankräich. Hutt Der eng Kéier mat deene Leit geschwat, wat fir eng Erfahrungen déi hunn, fir e Rifkin-Prozess ëmzesetzen a wat do d'Konsequenze sinn? Ass esou eppes och an Ären Aarbechtsgruppen diskutéiert ginn, fir och mat deene Leit ze schwätzen, wéi déi dat dann erlieft hunn? Well dat, wat an der Theorie den Här Rifkin seet, a wat an der Praxis um Terrain geschitt ass, ob Der och d'Méiglechkeet hat, dat kucken ze goen a mat deene Leit ze diskutéieren, déi dat scho probéiert hunn. Merci.

M. Georges Engel, *Président de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale*.- Merci. Den Här Oberweis nach direkt hannendrun.

M. Marcel Oberweis (CSV).- Merci, ganz kuerz. Ech hätten net intervenéiert, wann net d'Madamm Blanche Weber mer elo e bëssen esou e Virlaf ginn hätten. Dir hutt gesot gehat: „Mir hunn an eiser Kommissioun net ëmmer iwwert dee Sujet geschwat“, deen ech, wéi Dir selwer deklaréiert hutt, um Häerz geleeën hätten, nämlech d'Déift vun der Gesellschaft veränneren. Dir hutt dat gesot gehat, an am Ufank huet eng Damm vun der Caritas gesot gehat: „Mir musse jo probéieren, hei an där Diskussioun net no Lëtzebuerg ze kucken, no Europa ze kucken. Mir müssen et jo iwwert den Tellerrand kucken!“

A wann een déi Welt jo kuckt, dee ganze Prozess, deen do amgaangen ass, et ass jo e globaliséierte Prozess. Do bleiwen der immens vill op der Streck! Vu 7,5 Milliarde Mënschen an der Welt, do ass et jo eng Minoritéit, eng „Mikrotéit“, déi leeft jo mëttlerweil ganz gutt. Ech hunn dat Beispill ganz gutt fonnt vun Ärem Handy a vun

deem ganze Brimborium, dee mer do maachen, mat deem ganzen Zauber. Mir musse jo eng Kéier léieren, awer hei erauszekommen!

Meng Fro ass ganz einfach: Ass wierklech evitéiert ginn, an d'Déift ze goen, aus Angscht, mir géifen de Lëtzebuerger Leit, deene Räiche vun der Welt, e bëssen de Spigel virun d'Gesicht halen? Dat ass déi Fro, déi ech mer stellen, och als Politiker.

M. Georges Engel, *Président de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale*.- Merci, Här Oberweis. Wie fillt sech beruff, op déi eenzel Froe vläicht ze äntweren, vun de Socles sociaux européens, dem Detachement, d'Fro vum Mënsch an d'Fro vun der globaliséierter Welt? Den Här Hoffmann.

M. Sylvain Hoffmann, *Chambre des Salariés*.- Ech ka vläicht just op déi Fro vum Detachement e bëssen agoen, well ech dat och évoquéiert hat. Ech wor och elo net an deene verschiddene Gruppen do derbäi, wat de Processus Rifkin betrëfft zu Lëtzebuerg. Mä déi Saach vum Detachement, déi Iddi ass u sech doduerch entstanen, well déi Detachementsdirektiv ass jo elo, dat ass nach net fäerdeg, mä déi gëtt jo dann elo reforméiert. Mä dat ass awer effektiv reng op dee wierklech physischen Detachement limitéiert, wat jo scho wichteg ass, an ech menge ganz kloer, fir do ze verhënneren, dass do en Dumping social geschitt.

Mä hei si mer jo an engem ganz anere Film och, wann ech elo vun hei aus Prestatioune maache fir e Client iergendwou anescht an Europa. An dann, fir dass do keng deloyal Konkurrenz entsteet, da mengen ech, kéint een op de Wee goen, fir ze iwwerleeën, dass dat dann eng Aart Détachement virtuel wär, fir dass do och d'Konditioune kënnen spillen, wéi se an deem Land normalerweis missten applizéiert ginn, wann ech do physisch géif schaffen, quitte dass ech elo net physisch do sinn. Ech mengen, et ass jo schonn e bëssen esou e Prinzip bei der TVA, dass och do déi applizéiert gëtt méttlerweil, wou u sech de Konsument sëtzt. An hei kéint ee sech vläicht iwwerleeën, fir en äänleche Prinzip ze entwéckelen.

Dass dat net esou einfach ass, dat ass kloer. Ech mengen, do musse vill Saache geregelt ginn. Dat muss och kontrolléiert ginn. An dofir hat ech och gesot, dat muss natierlech op europäeschem Niveau geschéien. An ech mengen, et ass och do - och

den Här Bauler virdrun hat et gesot -, et ass op europäeschem Niveau, wou ee sech kann awer nach wieren. Well dat ass awer, wa mer zum Beispill och den Dateschutz kucken... Bon, ech fannen dat och net gutt, wat elo d'Regierung gemaach huet, fir déi Autorisation préalable ofzeschaffen. Mä et ass awer esou, duerch déi Reglementatioun kënn awer eppes op europäeschem Niveau, wat a sech och soll a Länner ausserhalb vun der EU opposabel sinn. An ech mengen, d'EU däerf sech awer do och net méi kleng maachen, wéi se ass. Wa mer de Wëllen hunn, fir do Regeln ze schaffen, déi mussen applizéiert ginn, da kann een dat och op deem Niveau maachen.

An, just nach fir e lescht Wuert, de Socle geet do sécher net duer. Also de Socle ass eng Initiativ, déi vläicht ze begréissen ass, well se d'Debate lancéiert. Mä wéi gesot, do ass näischt weider Konkretes dran ausser enger Proposition de directive, fir Vie professionnelle a Vie familiale besser ze verbannen, wat och gutt ass. Mä soss si keng konkret nei Saachen do weider dran. Ech mengen, wéi gesot, d'Digitaliséierung, déi gött do net richtig ugeschwat. Dat fannen ech e bëssen enttäuschend, well dat hätt jo missen eng Geleeënheet sinn, fir do e bësse weiderzedenken op deem Niveau.

Mme Daniela Ragni, Caritas.- Ech géif gäre kuerz e Feedback ginn op d'Kommentare vum Här Spautz a vum Här Oberweis. Ech war perséinlech an der éischter Phas an deem Grupp „Industrie“ als Caritas. Ech hunn e puermol de Mënsch an d'Konsequenze fir de Mënsch an deem ganze Prozess vun der Digitaliséierung oder Automatiséierung bruecht. An am Fong, et war dacks gesot: „Wat huet d'Caritas eis ze soen? Mir schwätzen elo iwwer Industrie. Dir kënn bei déi aner goen, wann Dir iwwer Mënsche wëllt schwätzen.“

Dat heescht, ech mengen net, datt et extra gemaach gouf, fir elo de räiche Lëtzebuerger räich ze behalen oder ze bewahren, awer datt et vill méi einfach ass, am Compartiment ze diskutéieren, wéi fundamental Froen ze stellen, wéi d'Madamm Weber virdu gesot huet.

Ech hunn d'Fro an dem Grupp och gestallt: Firwat brauche mer déi Ekonomie? Wat ass d'Zil, den Objectif ultime vun deem Système industriel oder den Objectif ultime

vun eisem ekonomesche System? Ass et, fir esou Leit ëmmer méi räich ze maachen? Ass et, fir Suen ze produzéieren? Oder ass et fir de Wuelstand fir jiddwereen, fir e Bien-être commun? Mir hunn net eng Industrie, déi do ass, fir Räichtum ze produzéieren, wann de Räichtum net gedeelt ka ginn, wann nëmmen en Deel vun der Gesellschaft kann dovunner profitéieren. Well mir gesinn awer och hei zu Lëtzebuerg, datt en Deel awer..., et gëtt Leit, déi ëmmer méi hunn, et gëtt awer och eng Rëtsch Leit, déi awer net genuch hunn. An dësen Deel ass vläicht net enorm, awer e gëtt ëmmer méi grouss!

Dat heescht, déi fundamental Froen hunn ech deemools an der éischter Phas och e bësse vermësst, also déi ethesch an déi wierklech politesch Diskussioun. Mir schwätzen net elo dovun, wéi mir sollen eis Industrie digitaliséieren, fir méi ze produzéieren, mä: Wat wëlle mir fir eis Gesellschaft? An dat ass méi wichteg!

Voilà, dat ass genuch. Merci.

Mme Blanche Weber, *Mouvement écologique*.- Well ech ugeschwat gi sinn, ganz kuerz: Meng Aarbechtsgruppen, wou déi eng méi, déi aner manner geschafft hunn, de Gros technesch, ech wëll lech soen, de Landwirtschaftsgrupp, deen huet sech eng Kéier gesinn! Kënnt Der lech d'Déifteschäerft vum Landwirtschaftsgrupp bis elo virstellen, wann ee sech eng Kéier gesäit? Do sinn emol keng gemeinsam Konklusione festgestallt ginn. Am Rapport intermédiaire steet eppes, mat enger Valeur... Liest en, da wësst Der, wat et wäert ass!

De Groupe de coordination stratégique, dee sech dräimol gesinn huet: Déi éischte Kéier kriss de verzielt, dass de Prozess leeft an dass et néng Gruppe gëtt. Déi zweete Kéier kriss de gesot, wat an de Gruppe leeft oder firwat e Grupp sech nach net gesinn huet. Da bleiwen 20 Minutte fir Diskussioun. An déi drëtte Kéier kriss de nach eng Kéier d'Resultater virgestallt, inklusiv déi hallef Stonn Diskussioun. Dat ass de Groupe de coordination stratégique! Do ass och keng Diskussioun iwwert déi grondsetzlech Froestellung gewiescht. Déi ka jo... An engem Baugrupp ass et jo vläicht elo méi schwéier, zum Beispill, do gëtt iwwer Datebanke geschwat, d'Vernetzung vun ekologesche Baumaterialien. Tipptopp! Keen huet eppes dergéint, et ass e Meritt. Awer déi Grondfroeg gouf et weder an der Aarbechtsgrupp, nach goufe

se am Comité de coordination stratégique jee beschwat oder als eng gewësse Virgab an d'Aarbechtsgruppe ginn.

Et hätt ee jo och kënne soen: „Et gi Virgabe fir d'Aarbechtsgruppen, bezitt déi dote Reflexioun mat an, asoufern se Iech betrëfft!“ Dat war et net. War dee Processus net gewollt? Dat kann ech Iech net soen. Ech stelle just fest, dass d'Jalonen net an déi Richtung geluecht waren.

Nach eng Kéier elo: Dateschutz ass elo ugehaange ginn am Rapport, dat ass awer net wierklech geschwat ginn. Do stinn elo Gott sei Dank dräi Säiten dran! Et war kee Grupp, et war keen eigentlechen Thema am Groupe de coordination, ausser eng Kéier eng, zwou Wuertmeldungen.

M. Georges Engel, *Président de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale*. - Merci. D'Madamm Larsen.

Mme Tine A. Larsen, *Commission nationale pour la protection des données*. - Ech gesinn, dass ech dee Rapport onbedéngt muss besuergen an déi dräi Säiten do liesen, well dat kennen ech elo. Jo, bon, mir sinn do e bëssen erausgerutscht aus... Jo, ech wäert versichen, erëm derbäi ze sinn.

Mä ech wollt just op déi Fro mam Dateschutz agoen an ob een nach Ajouten am Dateschutzgesetz brauch. Dat Thema, wat Dir ugeschwat hutt, mat der Prospektioun a mat der Publicité non sollicitée, dat ass eng Saach, déi u sech am Gesetz geregelt ass, net am Dateschutzgesetz, mä am Telekommunikatiounsgesetz vun 2005, wat eng Direktiv, „ePrivacy Directiv“, ëmsetzt. An et gëtt och eng Reform fir d'ePrivacy op europäeschem Niveau, wou elo souguer soll e Reglement kommen, fir déi Prinzipie méi staark ëmzesetzen an och déi grouss multinational Serviceprovider am Telekommunikatiounsberäich besser an de Grëff ze kréien.

Mä wat den Dateschutz selwer ubelaangt, bon, d'EU-Reglement kënnt, dat gëtt zu Lëtzebuerg ëmgesat. Virum Summer huet d'Regierung e Gesetzestext adoptéiert, dat ass de Projet 7184, wou d'Reglement an d'Lëtzebuerger... Bon, dat muss net ëmgesat ginn, mä et si verschidden Dispositiounen, déi muss d'Land sech awer ginn,

wéi zum Beispill eng Dateschutzautoritéit kreéieren. An deem neie Projet, deem ass eng nei Loi organique fir d'CNPD. An en huet, d'Reglement huet „opening clauses“, wou jiddwer Land ka consideréieren, ob et sech eege Regele vläicht net soll ginn, mä Situatiounen spezifizéieren a besser op déi national Gegebenheeten upassen.

An de Gesetzestext mécht dat fir dräi Voleten: d'Conciliatioun, vum Dateschutz an den Droit à la liberté d'expression et d'information. E gëtt sech Garantien an Derogatiounen an der Recherche scientifique, historique a wat d'Statistiken ugeet. An en huet spezifesch Dispositiounen, wat d'Services de la santé ugeet.

Mä ech weess, ech hunn héieren, datt d'Santé an d'Recherche och nach wëllen en eegent Gesetz schreiwen, ech soen elo emol en „eegent“ Dateschutzgesetz. Do si mer och net am Prozess matagebonnen. Mä do ass e grouse Besoin, fir déi néideg Regeln ze huelen, déi eis virubringen, déi technologiquement neutre sinn a wou wierklech de Mënsch am Mëttelpunkt steet.

An do mengen ech, datt an deenen nächsten néng Méint - well all déi Gesetzter musse jo am Fong geholl stoe virum 25. Mee 2018, soss fonctionnéiert den Dateschutz am Prinzip net esou gutt hei zu Lëtzebuerg -, mä an den nächste Méint muss do wierklech dru geschafft ginn a sech Gedanken gemaach ginn: Sinn all d'Clauses d'ouverture ausgeschöpft ginn? Hu mer eis déi néideg Spezifikatiounen ginn, déi mer brauchen? Also do ass e Prozess amgang.

M. Georges Engel, Président de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. - Merci. Den Här Fayot.

M. Franz Fayot, Président de la Commission de l'Économie. - Jo, Merci. Just am Fong, fir Iech alleguete Merci ze soen, dass Der do waart an dass Der mat eis diskutéiert hutt. Et huet een d'Impressioun, wann een de Moien déi éischt Seance kuckt, dass een am Fong gesot krut: „Dee ganze Prozess ass en Train en marche, d'Digitaliséierung ass eppes, wat am Fong net méi opzehalen ass. Dat ass eppes, wat leeft, a mir probéieren. Et gëtt och kee Sequençage, mir maachen alles e bëssen esou en parallèle an da kucke mer, wat hanner dobäi erauskënnt.“

An dofir war deen zweeten Echange hei am Fong wierklech interessant a wichteg, well ee gesäit, dass hei eng ganz aner Gewiichtung ass an dass am Fong hei éischer déi Leit vläicht sinn, déi sech froen, wéi ee kann d'Vitesse reguléieren oder wéi ee ka sécherstellen, dass deen Zuch an déi richteg Richtung geet.

Ech mengen, déi zwou Saache sinn enk matenee verbonnen. An ech mengen, et besteet manifestement en Desequiliber an deem Exercice ronderëm dee Rifkin-Rapport an och an der Implementatioun. An deen, mengen ech, ass de Moien an deenen zwou Seancen awer relativ kloer ersiichtlech ginn. Ech mengen, dat ass och eppes, wou mir als Chamber gefuerdert sinn, fir dat och an deem Débat de consultation, mengen ech, awer kloer zur Ried ze bréngen.

Op alle Fall lech e ganz groussen, grouse Merci. Merci och de Kollege fir hiren Interessi an hir Mataarbecht. Voilà, Merci!

M. Georges Engel, *Président de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.*- Voilà. Ech schléisse mech dem Här Fayot un an ech wënschen lech alleguer e gudden Appetitt!

Avis de Caritas Luxembourg concernant l'étude stratégique de Troisième Révolution Industrielle pour le Grand-Duché de Luxembourg, dite „Rifkin“

A la demande du Ministre de l'Economie Caritas Luxembourg décrit dans la présente ses réflexions sur l'étude stratégique de Troisième Révolution Industrielle pour le Grand-Duché de Luxembourg, dite „Rifkin“.

D'une part nous saluons la publication de cette étude, et nous félicitons le Ministre de l'Economie, la Chambre de Commerce et IMS pour avoir pris l'initiative. Il est en effet primordial d'attaquer toutes ces questions bien en avance, pour être bien armé afin de pouvoir diriger et mitiger les conséquences futures au lieu de leur être livré quand cela « nous tombe dessus ».

Cependant un certain nombre d'implications et de conséquences n'ont peut-être pas été oubliées, mais ont du moins pas reçu l'attention nécessaire et méritent donc d'être relevées dans cet avis.

Implications pour les travailleurs

Ils existent de nombreux cas où un danger d'exploitation est possible par

- des formes de co-working qui ne donnent pas droit à un salaire décent,
- des formes de (self-)entrepreneuriat atypique et forcé,
- des contrats de travail atypiques et plus précaires (en Angleterre ils existent déjà des contrats à 0 heures!),
- des conditions de travail dérégulées et précaires,
- le dumping social de gros style,
- de la mobilité forcée en matière d'emploi.

Il faut aussi mentionner le danger de devoir être à tout moment joignable. D'autres problématiques se présentent surtout en relation avec le télétravail :

- le danger de surveillance 24/24,
- le danger de self-exploitation et de surmenage sous la (fausse) impression d'être le maître de son emploi du temps,
- le danger de perdre ses contacts sociaux.

Concernant la suppression d'emplois, il faut noter un danger de perte d'emploi plus élevé surtout pour les emplois où peu de connaissances sont nécessaires. Et surtout un danger que des emplois soient supprimés uniquement pour réduire les coûts.

Cependant il ne faut pas répéter, parce que c'est bien connu, que le travail n'est pas seulement un moyen pour réaliser un salaire, mais sert aussi à s'épanouir, se réaliser, être productif, être reconnu ... : être humain !

Une autre conséquence de toujours moins d'emplois (et des salaires sous pression, voire même l'existence de shared economy et de prosumers etc.) sera que les montants des impôts et des cotisations sociales payés seront moins élevés. Ce qui mènera donc à la nécessité de trouver d'autres sources de financement comme p.ex. un impôt sur les robots, sinon les prestations de l'État et de la sécurité sociale ne sont plus garantis.

En relation avec des pays en voie de développement, qui ont été la cible de la délocalisation d'emplois en provenance des pays industrialisés, on a pu constater qu'une telle délocalisation, moins positive pour les pays industrialisés certes, profitait à ces pays en voie de développement. Des emplois délocalisés peuvent être rapatriés à l'avenir, s'ils sont remplacés dans les pays industrialisés par des robots, ce qui entravera les possibilités de développement des pays cible de l'ancienne délocalisation.

Implications pour les patients

Des robots qui prodiguent les soins à domicile, en maison de retraite ou en clinique diminueront les possibilités de contacts sociaux, ce qui sera spécialement néfaste pour les personnes vulnérables et exclues qui ont déjà moins de contacts sociaux que la moyenne.

Cela vaut aussi pour les personnes âgées pour qui souvent la personne soignante est l'unique contact humain, voire l'unique contact avec le monde extérieur. Le remplacer par un robot leur enlèverait ce dernier contact.

Dangers pour la société

- être toujours et à tout moment connecté, suivi, tracé, surveillé changera les échanges sociaux, les possibilités des associations (sportives, culturelles, sociales,...) et surtout la vie des personnes elles-mêmes.
- les profils des gens établis à travers les informations collectées électroniquement permettront de prédire leur comportement dans des élections (politiques aussi bien que sociales), lors de referenda etc.
- comme il est possible de demander à tout moment et sans le moindre coût l'avis des électeurs sur n'importe quelle question, cela changera notre démocratie, changera le comportement des électeurs et des élus, si jamais des élus sont encore utiles dans un tel système!
- s'y ajoutent des dangers pour la cohésion sociale par des inégalités croissantes et énormes:

- entre ceux qui ont perdu leur emploi et ceux qui ont un emploi non en danger,
- entre ceux qui savent manipuler les nouvelles technologies et en tirer profit et ceux qui déjà aujourd'hui subissent la fraction numérique.

Le pouvoir de négociation des syndicats risque de diminuer, et donc se pose encore avec plus de virulence qu'aujourd'hui la question, comment est organisée la distribution des résultats économiques entre employeurs et employés (entre capital et travail)?

En présence d'un nombre croissant de chômeurs, que deviendront des concepts comme "plein emploi", "emploi à temps plein à 40 h/sem", "activation à l'emploi", "l'emploi est le meilleur rempart contre la pauvreté" etc? Par quoi seront-ils remplacés? Quelles conséquences sociétales? Un concept comme celui de l'allocation universelle (bedingungsloses Grundeinkommen) devra-t-il remplacer notre RMG/Revis ainsi que les allocations de chômage etc?

Un autre danger d'appréciation consiste dans le fait que les effets secondaires ne sont pas suffisamment pris en compte :

- qu'il s'agit des frais environnementaux ou sociaux qui vont ensemble avec la production d'un tas d'appareils (instruments, machines, etc.) électroniques,
- ou qu'il s'agit des problèmes, aussi sociétaux, reliés aux exploitations minières de certains minéraux (comme p.ex. le coltan) dans des pays en voie de développement,
- ou encore qu'il s'agit encore des relations entre ceux qui construisent ces appareils et ceux qui en sont les consommateurs/utilisateurs.

Il sera donc nécessaire d'anticiper ces dangers et de mitiger ces implications et conséquences possibles par des mesures législatives appropriées:

- veiller à ce que les systèmes de sécurité sociale restent aptes à jouer leur rôle d'amortisseur de chocs dans ces périodes de grandes mutations; commencer dès aujourd'hui à programmer un fonds spécial à l'instar du Globalisation fund au niveau de l'UE,
- légiférer quant au télétravail, et dans le cas spécial du Luxembourg résoudre les problèmes d'imposition ensemble avec les pays voisins,
- compléter la législation du travail par des garde-fous nécessaires, y inclus la législation sur les conventions collectives de travail (p.ex. Convention collective obligatoire à partir de x employés),
- arranger ces changements au niveau européen pour ne pas se livrer à une bataille au moins disant dans ce domaine,
- prévoir en nombre suffisant des formations pour transférer les connaissances manquantes à ceux qui risquent de perdre leur emploi faute de qualifications requises ou parce que l'emploi n'existera plus, ainsi qu'à ceux qui ont déjà perdu leur emploi,
- adapter les systèmes d'imposition (directe et indirecte) et de sécurité sociale,

- comme la logique des moindres coûts se focalise sur l'entreprise et ne prends pas en compte les coûts qui surgissent au niveau de la société et en dehors de l'entreprise, il faut développer des mécanismes qui intériorisent ces coûts,
- utiliser la main d'œuvre libérée par le travail des robots non pas en la vouant au chômage, mais en créant de nouveaux emplois de support et d'accompagnement, pour éviter que la société devienne technique, froide et vide de sentiments humains,
- prévoir des systèmes d'aide et de coaching pour ceux qui ne peuvent pas manipuler les nouvelles technologies,
- installer et financer des lieux de rencontre pour parer à la perte de contacts sociaux,
- utiliser à fonds les possibilités qu'offre l'économie sociale et solidaire,
- influencer la distribution des revenus de marché,
- réorganiser les systèmes de redistribution,
- savoir quoi faire avec ceux qui durablement ne peuvent plus réintégrer le marché du travail.

Bien que Monsieur Rifkin ne cesse de nous démontrer que les coûts de production (marginaux) vont tendre vers zéro, des investissements énormes seront nécessaires pour garantir que nous puissions continuer à vivre dans une société viable au lieu d'une société technique et froide, ayant comme seul repère la réduction des coûts.

Aujourd'hui c'est Demain. Concevons ensemble le travail et modèle social de demain !



**Résolution du conseil
syndical du LCGB
du 14 octobre 2017**

(la version française fait foi)

SOMMAIRE

- 1. Les engagements du LCGB face à la digitalisation 4
- 2. Les dossiers sociaux et familiaux ne peuvent être définis selon des objectifs budgétaires et financiers 7
- 3. Les salariés du secteur privé ne doivent pas être les laissés pour compte de notre économie et de la croissance 9
- 4. Pour le LCGB, le principe d'égalité de traitement entre tous les salariés est fondamental ! 10





⇒ Après avoir analysé la situation économique et sociale du pays ainsi que la situation spécifique sur le marché de l'emploi,

⇒ Après avoir, d'une part, dressé le bilan des dernières réformes qui ont été entreprises par le Gouvernement et, d'autre part, constaté l'absence de décisions politiques dans plusieurs dossiers importants concernant les salariés du secteur privé,

⇒ Après avoir examiné en particulier les enjeux liés à la digitalisation croissante de notre économie,

⇒ Après avoir élaboré, discuté au sein des différentes structures du LCGB, un certain nombre de propositions concrètes visant à renforcer les droits de tous les salariés face au monde du travail de demain,

les délégués, réunis le 14 octobre 2017 à Niederanven dans le cadre du Conseil syndical du LCGB, ont adopté le programme d'actions du LCGB en vue des prochaines élections sociales.

Aujourd'hui c'est Demain.

Concevons ensemble le travail et modèle social de demain !



I. Les engagements du LCGB face à la digitalisation

Pour faire face aux multiples défis liés aux mutations technologiques et pour renforcer les droits des salariés dans un monde du travail en pleine mutation, il est indispensable que le LCGB définisse une politique et des objectifs, qui tiennent compte des évolutions. Ainsi :

Afin de garantir le pouvoir d'achat du salarié, le LCGB s'engage à tout mettre en œuvre pour :

- ⇒ Le maintien intégral du système d'indexation des salaires,
- ⇒ La diminution de la pression fiscale sur les salaires,
- ⇒ La revalorisation des rémunérations les plus basses,
- ⇒ La négociation de conventions collectives basées sur les fonctions réellement exercées et garantissant des évolutions salariales pour tous,
- ⇒ La clarification de la notion de cadre supérieur.

Afin de répondre aux besoins des salariés et aux défis de la digitalisation, le LCGB s'engage à tout mettre en œuvre pour :

- ⇒ L'adaptation du droit du travail aux nouvelles technologies et la clarification des responsabilités et obligations de l'employeur dans ce cadre,
- ⇒ La lutte contre les faux-indépendants, qui plongent les travailleurs dans des sous-statuts,
- ⇒ Le développement de nouvelles formes de financement de la sécurité sociale,
- ⇒ La protection de la vie privée des salariés que ce soit au niveau de la surveillance dans et dehors de heures de travail ou de l'utilisation des données personnelles,
- ⇒ L'instauration d'un droit à la déconnexion.

Afin de permettre l'adaptation du temps de travail à la digitalisation, le LCGB s'engage à tout mettre en œuvre pour :

- ⇒ L'introduction d'une flexibilité dans l'intérêt du salarié grâce à l'accès au travail à temps partiel, au télétravail, à la mise en place d'horaires mobiles et à la création de nouveaux modèles de réduction du temps de travail dont notamment les comptes épargne-temps,
- ⇒ La comptabilisation correcte du temps de travail et l'amélioration de la définition de travail supplémentaire,
- ⇒ L'instauration de congés légaux de circonstance supplémentaires respectivement le renforcement des congés extraordinaires actuels.

Afin de veiller à un aménagement humain du travail, le LCGB s'engage à tout mettre en œuvre pour :

- ⇒ La protection de la sécurité et de la santé des salariés notamment via la prévention des accidents, l'aménagement des lieux de travail, la mise en place d'un cadre légal de lutte contre le harcèlement moral et de protection contre les risques psycho-sociaux,
- ⇒ La réforme et l'amélioration des services de santé au travail.

Afin de veiller à un aménagement humain du travail, le LCGB s'engage à tout mettre en œuvre pour :

- ⇒ La revalorisation de la formation via un nouveau contrat d'initiation à l'emploi (CIE), une meilleure protection pour les stagiaires, une révision de la législation sur les bourses d'études, un renforcement de la formation continue et la lutte contre l'illettrisme numérique,
- ⇒ La lutte contre l'échec scolaire et le renforcement de l'apprentissage multilingue,
- ⇒ La révision et l'adaptation régulière de la formation initiale et continue pour lutter contre l'illettrisme numérique.

Afin de favoriser le développement de nouvelles formes d'emploi en faveur du salarié, le LCGB s'engage à tout mettre en œuvre pour :

- ⇒ L'introduction de mesures permettant une meilleure intégration des salariés handicapés sur le marché du travail,
- ⇒ L'obligation de mettre en place un plan de gestion des âges dans les entreprises de plus de 150 salariés,
- ⇒ La promotion de la préretraite progressive.



Afin de garantir la sécurisation des parcours professionnels, le LCGB s'engage à tout mettre en œuvre pour :

- ⇒ Le renforcement des protections du salarié contre le licenciement,
- ⇒ Le renforcement des droits des salariés en cas de licenciement collectif ou en cas de faillite de l'entreprise,
- ⇒ L'introduction de mesures de sauvegarde des existences notamment au travers d'actions visant à garantir l'employabilité des salariés, à mettre en place des structures de gestion des sureffectifs, à prévoir de meilleures conditions d'indemnisation en cas de chômage ou de bénéfice de l'aide au réemploi, à mieux protéger les salariés en reclassement professionnel ou encore à renforcer l'économie sociale et solidaire.

Afin de parvenir à une intensification de la cogestion à travers l'ère numérique, le LCGB s'engage à tout mettre en œuvre pour :

- ⇒ Un accroissement des moyens mis à disposition de la délégation du personnel,
- ⇒ L'introduction du vote électronique pour les élections sociales,
- ⇒ Une plus grande protection des représentants du personnel.

Afin de favoriser une mobilité durable, le LCGB s'engage à tout mettre en œuvre pour :

- ⇒ Un élargissement des infrastructures existantes avec un accent sur les réseaux ferroviaires interrégionaux,
- ⇒ Une promotion plus poussée des transports en commun dans la Grande Région par une tarification interrégionale attractive,
- ⇒ Le développement du covoiturage,
- ⇒ La création de pôles de mobilité à dimension transfrontalière.

Face à ces nombreux défis, le LCGB a donc défini une politique claire et s'engage, au travers de ce Conseil syndical, à mener son action sans relâche et dans le strict intérêt des salariés.





2. Les dossiers sociaux et familiaux ne peuvent être définis selon des objectifs budgétaires et financiers

De manière quantitative, le gouvernement a entamé ces dernières quatre années une série d'importantes réformes dans les domaines sociaux et familiaux. De manière qualitative, ces réformes sont restées loin derrière les annonces initiales voire même les attentes syndicales et ne présentent que quelques avancées très rares.

Pour la plupart, ce sont des considérations purement budgétaires et financières qui ont dominé faisant en sorte que bon nombre de lois ont été détériorées de façon plus ou moins prononcées :

- ⇒ Des améliorations beaucoup trop timides des prestations de la CNS malgré un niveau record des réserves de l'assurance maladie-maternité,
- ⇒ La réforme de l'assurance dépendance qui ne met nullement l'accent sur un maintien voire même une amélioration des aides et soins,
- ⇒ Une réforme des prestations familiales sans revalorisation des différentes allocations et sans garanties pour une adaptation régulière de ces prestations,
- ⇒ Le maintien de la guillotine sociale que constitue la limite des 52 semaines de maladie,
- ⇒ Des procédures d'incapacité de travail et de reclassement de moins en moins cohérentes et dans de nombreux cas de plus en plus inhumaines,
- ⇒ La réforme des préretraites qui compte compenser certaines améliorations par une suppression de la préretraite-solidarité,
- ⇒ Les diminutions ou restrictions prévues des congés pour raisons extraordinaires dans le secteur privé,
- ⇒ La détérioration projetée de l'aide au réemploi.

Cette liste non-exhaustive illustre très bien que les récentes réformes entamées ou en cours dans les domaines sociaux et familiaux ne présentent que peu d'avancées pour les salariés et leurs familles. La logique budgétaire du gouvernement ne le permet simplement pas !

Le LCGB refuse une politique gouvernementale qui définit les dossiers sociaux et familiaux en fonction d'un pilotage par objectifs financiers et continuera à s'engager.

L'être humain, ses contraintes et ses besoins doivent figurer au centre de toute réforme sociale ou familiale digne de ce nom.



3. Les salariés du secteur privé ne doivent pas être les laissés pour compte de notre économie et de la croissance

Les salariés du secteur privé se voient contraints à assumer de nombreux risques : les risques liés à la maladie, à l'invalidité et aux accidents du travail, le risque de perdre son emploi, d'être confronté au chômage et parfois à l'exclusion sociale, le risque de devoir remettre en cause le niveau de vie de sa famille, etc.

Ils ne disposent finalement d'aucune garantie réelle pour le maintien de leur pouvoir d'achat, ni d'une sécurité suffisante par rapport à leur intégration durable sur le marché du travail.

En plus de cela, certaines réformes récentes ont directement impacté les salariés du secteur privé ou ont encore ajouté un peu plus d'insécurité.

Le constat est clair : motivées par des considérations basement électoralistes, les décisions et les mesures prises par le Gouvernement sont en train de mettre en place une société à deux vitesses : les uns appartenant au secteur privé, produisant la richesse de notre pays mais devant assumer tous les risques. Les autres, appartenant au secteur public et faisant l'objet de beaucoup plus d'attention.

Le LCGB ne veut pas d'une société de castes mettant en place des statuts et des droits différents. Il n'est pas question de retirer aux uns pour donner aux autres ! Mais pour le LCGB, un salarié est l'égal d'un salarié et aucun raison ne justifie la politique sélective menée actuellement par ce Gouvernement.



4. Pour le LCGB, le principe d'égalité de traitement entre tous les salariés est fondamental !

En prévoyant lors de chaque réforme qu'il entreprend, des dispositions spécifiques qui touchent directement les salariés frontaliers, le Gouvernement mène une politique qui remet en cause le principe élémentaire d'égalité entre salariés résidents et non-résidents et qui met en danger la cohésion sociale.

Bon nombre de mesures touchant particulièrement les salariés frontaliers ont été introduites ces dernières années en instaurant des critères visant à restreindre certains de leurs droits sur base de critères, directement ou indirectement, liés au lieu de résidence.

La réforme fiscale a par exemple introduit des conditions de seuil de revenus aux contribuables non-résidents mariés pour accéder à la classe d'impôt 2. La réforme des prestations familiales a introduit pour les non-résidents, le principe du lien de filiation obligatoire entre l'enfant et le frontalier pour bénéficier des allocations (excluant ainsi les enfants de familles recomposées et les enfants placés) ainsi que des conditions d'affiliation ininterrompue. La réforme des aides financières pour études supérieures a mis en place des conditions visant à un traitement particulier des non-résidents notamment au niveau des dispositions anti-cumul. L'assurance dépendance ponctionne chaque mois 1,4% sur les rémunérations de 180.000 salariés frontaliers qui n'ouvrent quasi aucun droit aux prestations de celle-ci.

Pour le LCGB, il est impératif de mettre un terme à cette politique et de corriger les inégalités créées ces dernières années.

Chaque salarié doit pouvoir bénéficier, à situation familiale égale, des mêmes droits et des mêmes obligations indépendamment de son lieu de résidence.

Le LCGB s'engage à défendre ce principe d'égalité et ne laissera pas le Gouvernement diviser les salariés de ce pays.

Enfin, les délégués réunis le 14 octobre 2017 dans le cadre du Conseil syndical du LCGB, en appellent à tous les salariés, pensionnés, apprentis et étudiants de notre pays pour qu'ils soutiennent activement le programme d'actions du LCGB et pour qu'ils participent massivement aux prochaines élections sociales de mars 2019 en devenant candidat dans leurs entreprises sur les listes du LCGB et en participant activement au vote pour la Chambre des Salariés.

*Adoptée par le Conseil syndical du LCGB,
le 14 octobre 2017 à Niedervöhen.*

ELECTIONS SOCIALES 2019



**Devenez candidat
du LCGB !**



**Renforcez les
droits de tous les
salariés face à la
digitalisation**

ELECTIONS SOCIALES 2019

2017

Travailler 4.0 : Le renforcement des droits des salariés face à la digitalisation



**Programme
d'actions**

SOMMAIRE



Le pouvoir d'achat du salarié garanti à travers le XXI^e siècle

4



Le salarié et la digitalisation : Besoins & défis

5



L'adaptation du temps de travail à la digitalisation

7



L'aménagement humain du travail 4.0

8



La formation revalorisée pour améliorer les qualifications du salarié face à la digitalisation

10



Des nouvelles formes d'emploi en faveur du salarié

12



La sécurisation des parcours professionnels

13



L'intensification de la cogestion des salariés à travers l'ère numérique

17

ELECTIONS SOCIALES 2019

**Aidez-nous à renforcer les
droits des salariés !**



**Devenez candidat LCGB pour
les prochaines
élections sociales !**



Le pouvoir d'achat du salarié garanti à travers le XXI^e siècle

1. Maintien intégral du système d'indexation des salaires et du système d'ajustement des pensions

2. Diminution de la pression fiscale sur les salaires

⇒ Adaptation régulière du barème d'imposition à l'inflation.

3. Revalorisation des bas salaires

⇒ Adaptation régulière du salaire social minimum (SSM) à l'évolution salariale.

⇒ Politique fiscale ciblée en exonérant fiscalement le SSM respectivement en renforçant davantage les crédits d'impôts pour les bas salaires, ou les familles monoparentales.

4. Modernisation des conventions collectives

⇒ Négociation de carrières basées sur les fonctions réellement exercées au sein de l'entreprise.

5. Renforcement du pouvoir d'achat

⇒ Négociation d'augmentations salariales linéaires respectivement d'autres mesures financières (p.ex. prime de participation aux bénéfices).

6. Etablissement d'une définition précise du salaire

⇒ Prise en compte des avantages en nature, des primes, etc.

7. Garanties pour l'objectivité des systèmes d'évaluation liés aux évolutions salariales

- ⇒ Interdiction du recours à des critères subjectifs n'ayant aucun lien direct et nécessaire avec l'évaluation des aptitudes professionnelles d'un salarié.

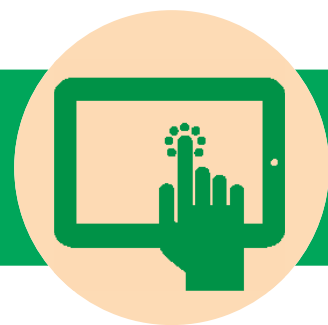
8. Clarification de la notion « cadre supérieur »

- ⇒ Pour éviter l'exclusion abusive de « faux-cadres » du champ d'application des conventions collectives de travail.

9. Logement

- ⇒ Mécanismes visant à réglementer les prix des biens nécessaires à la vie courante et du logement.
- ⇒ Lutte plus poussée contre la spéculation immobilière afin de garantir aux jeunes générations et aux familles à revenus modestes l'accès à des logements à prix abordables.
- ⇒ Assainissement énergétique du parc immobilier existant : mise en place d'instruments permettant à chaque propriétaire d'améliorer le bilan énergétique de sa propriété immobilière sans que les frais soient, en cas de mise en location, imputés sur le loyer.

Le salarié et la digitalisation : Besoins & défis



I. Nouvelles technologies et droit du travail

- ⇒ Clarification des responsabilités en cas d'accident pour les emplois de plus en plus automatisés (p.ex. véhicules autonomes).
- ⇒ Nécessité de mettre en place un cadre légal précis afin d'éviter une multiplication de faux-indépendants (« phénomène Uber »), respectivement de garantir la participation au financement et l'accès à la sécurité sociale des nouvelles formes d'emploi du secteur numérique.
- ⇒ Développement de nouvelles formes de financement de la sécurité sociale.
- ⇒ Obligation de l'employeur de mettre à disposition des moyens techniques nécessaires pour l'exercice d'un poste de travail (p.ex. fournir un GSM de travail si le salarié doit être joignable).

2. Protection de la vie privée

- ⇒ Interdiction légale pour l'employeur de surveiller les salariés en-dehors de leur lieu de travail respectivement temps de travail.
- ⇒ Cadre légal concernant le stockage et l'utilisation des données digitales (p.ex. géolocalisation, listes téléphoniques).
- ⇒ Vidéosurveillance (uniquement valable si projet de loi 7049 est voté par la CHD)

Autorisation préalable nécessaire de la CNPD pour tous les traitements dès que les données résultant font l'objet d'un enregistrement à des fins de surveillance sur le lieu de travail.

Durée maximale de conservation des données fixée par l'autorisation de la CNPD.

- ⇒ Droit à la déconnexion professionnelle à inscrire dans la loi visant à mettre des limites à l'utilisation des nouveaux outils de communication.

Eventuellement avec négociation des modalités pratiques au sein des entreprises (p.ex. mise en veille des serveurs des e-mails en-dehors des heures de travail).

3. Égalité des chances

- ⇒ Une politique d'éducation où l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire offre à chacun une bonne formation initiale de qualité ainsi qu'adaptée aux exigences et tendances actuelles du monde du travail.
- ⇒ Lutte plus poussée contre l'échec scolaire notamment par un accompagnement renforcé des élèves présentant des difficultés d'apprentissage. Le plan scolaire devrait pouvoir s'adapter sur mesure aux besoins des élèves, tout en veillant aux exigences du marché du travail.
- ⇒ Développement d'un plan d'action axé sur le genre dans l'orientation professionnelle et l'éducation pour sortir des parcours vers des emplois qui enferment les élèves dans des professions stéréotypées.
- ⇒ Développement conséquent des classes d'accueil indispensables à la réussite de l'insertion sociale des jeunes en provenance de l'étranger.
- ⇒ Meilleure promotion du congé linguistique, qui est destiné à permettre aux salariés de toutes nationalités d'apprendre ou de perfectionner leurs connaissances de la langue luxembourgeoise afin de faciliter leur intégration dans la société luxembourgeoise.
- ⇒ Plan d'action national qui vise à garantir que certaines populations (personnes âgées, personnes ayant un handicap ou personnes à ressources financières limitées) ne deviennent pas victimes d'une casse digitale dans le cadre de la numérisation des démarches administratives publiques (p.ex. dématérialisation dans le domaine de la sécurité sociale) et privées (p.ex. opérations bancaires).



L'adaptation du temps de travail à la digitalisation

I. Flexibilité en faveur du salarié

- ⇒ Droit au temps partiel en cas de garde d'enfants ou de soins d'un membre de famille et droit du salarié à un congé parental à temps partiel respectivement un congé parental flexible.
- ⇒ Télétravail - Convention existante à compléter par des règles relatives aux droits légaux et fiscaux des salariés frontaliers.
- ⇒ Horaire mobile - Généralisation de l'application de l'horaire mobile et développement de nouvelles formes pour une mise en œuvre pratique (conciliation vie familiale et professionnelle, désengorgement du trafic, etc.).
- ⇒ Création de nouveaux modèles de réduction du temps de travail, qui tiennent compte des besoins et aspirations des salariés (p.ex. compte épargne-temps).
- ⇒ Garanties pour une comptabilisation correcte du temps de travail et encadrement plus poussé des nouveaux modèles d'organisation du travail et des horaires « atypiques ».
- ⇒ Adaptations nécessaires du cadre légal relatif à l'organisation du temps de travail.

Etablissement et changement de la période de référence et du plan d'organisation du travail (POT) uniquement via la cogestion :

- *augmentation de la période de référence légale (1 mois) seulement dans le cadre de négociations d'une convention collective ou d'un accord en matière de dialogue social interprofessionnel ;*
- *les discussions pour l'aménagement d'une période de référence spécifique pour une entreprise différente de celle négociée au sein de la convention collective sectorielle doivent être menées au sein de la commission paritaire de la convention collective ;*
- *les POTs, leur contenu, leur durée et périodicité : Discussion et définition selon le principe de la cogestion entre l'employeur et la délégation du personnel.*

Possibilité d'un choix entre plusieurs mesures compensatoires pour une flexibilisation de l'organisation du temps de travail (congé supplémentaire ou autre en équivalence).

2. Congés légaux et temps de repos

⇒ Heures supplémentaires.

Prise en considération des interventions urgentes et indispensables pour maintenir l'activité de l'entreprise, entraînant un dépassement de temps de travail journalier, comme heures supplémentaires (notions d'imprévisibilité ou de cas de force majeure sont inadmissibles dans ce contexte). Toute heure libre non-prise à la fin de la période de référence à considérer comme heure supplémentaire et doit être rémunérée ou compensée selon le choix du salarié.

⇒ Introduction d'un congé légal supplémentaire en cas d'hospitalisation du conjoint, partenaire ou parent au 1^{er} degré, dont les modalités seraient comparables au congé d'accompagnement de personne en fin de vie.

⇒ Augmentation des jours de congé extraordinaire légaux pour décès d'un membre de famille :

- 5 jours pour un parent ou allié au 1^{er} degré (actuellement 3 jours) ;
- 2 jours pour un parent ou allié au 2^e degré (actuellement 1 jour).



L'aménagement humain du travail 4.0

1. La santé et la sécurité au travail

⇒ Prévention d'accidents.

Introduction de procédures de sécurité dans le processus journalier de travail avec implication plus poussée du délégué à la sécurité.

⇒ Suppression de la limite des 52 semaines de maladie.

En cas de maladie prolongée, tout salarié restera en congé de maladie jusqu'à ce qu'il peut reprendre son travail ou l'attribution d'une pension d'invalidité a été prononcée.

Pour les reprises de travail après une maladie de longue durée : mise en place d'un système, qui détermine le degré d'incapacité du salarié avec possibilité d'un reclassement (interne ou externe), d'une déclaration d'invalidité (temporaire ou définitive) respectivement d'une reprise de travail progressive.

La reprise de travail progressive doit se faire par un suivi régulier de l'état de santé du salarié avec possibilité d'accélérer ou freiner le degré de reprise respectivement suspendre la reprise en cas de nécessité avérée.

⇒ Aménagement du lieu du travail.

Analyse ergonomique du travail avec obligation d'un aménagement ergonomique de chaque poste de travail.

Évaluation des risques de stress et introduction de mesures préventives.

Développement d'outils permettant de mesurer la « charge de travail » (à ne pas confondre avec temps de travail) du salarié.

Formation spécifique des responsables du personnel.

Définition de normes légales contraignantes concernant la surface de travail minimale à fournir aux personnes travaillant dans les bureaux à aire ouverte (« open space »).

⇒ Mise en place d'un cadre légal de prévention et de gestion des risques psycho-sociaux (stress, burnout, violence au travail, harcèlement, etc.) ainsi qu'un cadre légal contre le harcèlement moral (mobbing).

2. Médecine du travail

⇒ Mise en place d'un service de santé au travail unique.

⇒ Introduction d'un système de gestion tripartite de la médecine au travail.

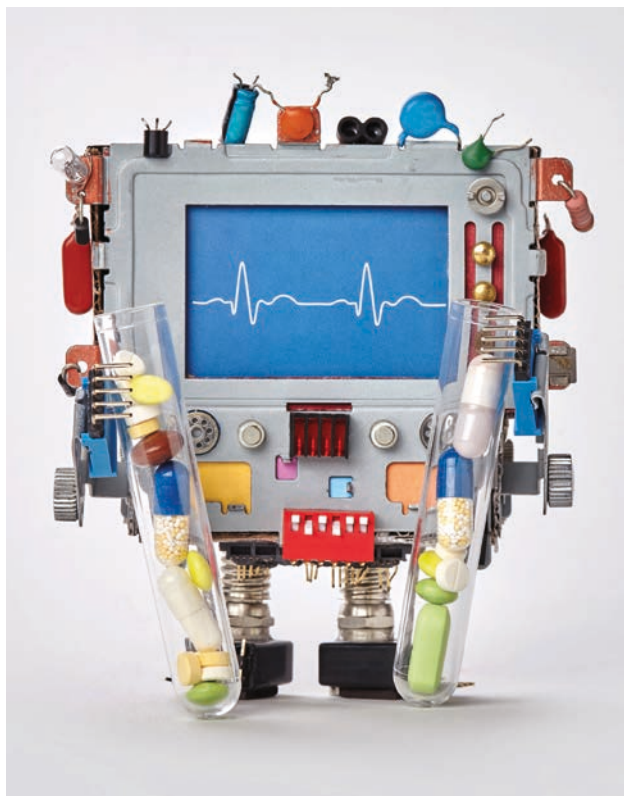
⇒ Introduction d'un droit de contrôle du médecin du travail sur la réalisation et le suivi de ses recommandations dans le cadre de l'aménagement des postes de travail et du reclassement professionnel.

⇒ Adaptation régulière de la liste des maladies professionnelles à la réalité du monde du travail.

3. Mobilité durable

⇒ Mesures d'incitation à l'utilisation des transports en commun.

⇒ Concept performant de mobilité transfrontalière.





La formation revalorisée pour améliorer les qualifications du salarié face à la digitalisation

1. Nouveau contrat d'initiation à l'emploi (CIE)

- ⇒ Une nouvelle forme du contrat d'initiation à l'emploi (CIE), qui a pour objectif d'assurer à son bénéficiaire une formation pratique et sur le tas (« learning by doing ») afin de faciliter l'intégration des jeunes peu qualifiés sur le marché du travail.

2. Statut d'étudiant stagiaire transfrontalier

- ⇒ Procurer à l'étudiant une sécurité juridique et une garantie de couverture en cas d'accident.

3. Indemnisation des stages

- ⇒ Introduction d'un système d'indemnisation généralisé pour les différentes formes de stages.

4. Stages & sécurité sociale

- ⇒ Mise en place d'un cadre légal général, qui permet aux stagiaires de bénéficier de l'affiliation au régime d'assurance sociale pendant toute la période de stage.

5. Révision de la législation sur les bourses d'études

- ⇒ Droit à l'intégralité de l'aide financière sous forme de prêt.
- ⇒ Prise en charge intégrale des frais d'inscription à une école supérieure **renommée**.
- ⇒ Révision à la hausse du montant de base.
- ⇒ Révision des conditions d'attribution de la bourse de mobilité.

6. Etudes & pension

- ⇒ Reconnaissance des années d'études comme années de cotisation au régime d'assurance pension.

7. Formation continue

- ⇒ Adaptation des formations continues existantes aux défis de la digitalisation avec un soutien financier étatique plus important (en entreprises « formations sur le tas »).
- ⇒ Renforcement de la formation continue par le développement, la structuration et la centralisation de l'offre.

8. Reconnaissance des diplômes

- ⇒ Promotion de la conclusion d'accords bilatéraux prévoyant la reconnaissance automatique d'un maximum de diplômes, de qualifications et d'ancienneté.

9. Lutte contre l'illettrisme numérique

- ⇒ Compléter les actions de lutte contre l'échec scolaire et en faveur de l'apprentissage multilingue.
- ⇒ Revoir les formations continues afin d'y intégrer des formations visant à lutter contre l'illettrisme numérique¹ (doit faire partie intégrante de l'adaptation des salariés à leur poste de travail et de leur capacité de maintenir cet emploi).

¹ Cette forme particulière d'illettrisme constitue une difficulté, qui peut se traduire autant par la manipulation de ces nouveaux outils que par une incapacité à accéder aux contenus de l'information numérique et à les comprendre.



Des nouvelles formes d'emploi en faveur du salarié

I. Handicap

- ⇒ Système de quotas à rendre plus souple en donnant aux entreprises la possibilité d'opter soit pour des quotas ou d'autres mesures d'insertion (p.ex. collaboration avec atelier protégé).
- ⇒ Orienter et former, dans la mesure du possible, les salariés handicapés dans le domaine des nouvelles technologies.
- ⇒ Introduire des modalités de temps partiel ou télétravail spécifiques pour les salariés handicapés.

2. Gestion des âges

- ⇒ Obligation légale pour les entreprises de plus de 150 salariés de mettre en place des plans de gestion des âges (uniquement valable aussi longtemps que le projet de loi 6678 n'a pas été voté par la Chambre des députés).
- ⇒ Le plan d'action sur la gestion des âges doit comporter des engagements en matière d'intégration durable des jeunes dans l'entreprise, de recrutement et de maintien dans l'emploi des seniors et de transmission des savoirs et des compétences avec :

- *recrutement des salariés âgés dans l'entreprise ;*
- *anticipation de l'évolution des carrières professionnelles ;*
- *amélioration des conditions de travail et prévention des situations de travail difficiles avec un potentiel de séquelles sur le plan de la santé ;*
- *mise en œuvre de mesures préventives pour la santé ;*
- *développement des compétences et des qualifications avec accès à la formation ;*
- *aménagement des fins de carrière et de la transition entre activité et retraite ;*
- *transmission des savoirs et des compétences et développement du tutorat.*

3. Prêretraite progressive et départ progressif en retraite

- ⇒ Uniquement possible avec réduction du temps de travail (modalités à déterminer entre salarié et employeur).
- ⇒ Prêretraite progressive à prévoir dès l'âge de 57 ans respectivement départ progressif en retraite à prévoir dès l'âge de 60 ans comme droit du salarié.
- ⇒ Montant de la prêretraite / retraite progressive à déterminer sur base d'une retraite provisoire calculée en fonction des droits au moment de la demande. La part de retraite versée dépend ensuite de la durée du temps de travail.
- ⇒ Prévoir la possibilité de cotiser (avec l'accord de l'employeur) pour la retraite sur la base du salaire à temps plein pour l'activité à temps partiel.
- ⇒ A la fin de la prêretraite / retraite progressive, le montant de la retraite définitive doit être recalculé en fonction des droits accumulés à ce moment.

La sécurisation des parcours professionnels



I. Protection contre le licenciement

- ⇒ Protection contre les licenciements abusifs :
 - révision de l'indemnisation, des délais et des procédures prévus par le Code du travail;
 - en cas de licenciement jugé abusif par le tribunal du travail, l'employeur est obligé de réembaucher le salarié concerné sans modification du contrat de travail (avec le bénéfice d'une protection spéciale contre le licenciement).
- ⇒ Garantie du respect des périodes de protection spéciale contre un licenciement économique en cas de transfert d'entreprise.
- ⇒ Introduction de la possibilité de demande en nullité du licenciement si celui-ci survient pendant la période de protection (maladie ou reclassement).
- ⇒ Réglementation législatif au niveau des contrats de travail « multi-employeurs » au sein d'un même groupe. Cette pratique se multiplie et cause beaucoup d'insécurité quant au donneur d'ordre, au temps de travail, aux congés, aux élections sociales, etc.

2. Renforcement des droits des salariés dans le cadre des plans sociaux

- ⇒ Garantie du droit de grève en cas de non-conciliation prononcée dans le cadre d'un plan social.
- ⇒ Application des dispositions légales relatives aux licenciements collectifs en cas de cessation des activités d'une entreprise à la suite d'une décision de justice ordonnant sa dissolution et sa liquidation pour insolvabilité.
- ⇒ Définition d'une durée maximale légale de la période de notification des licenciements.
- ⇒ Clarification et renforcement des dispositions légales concernant les renseignements à fournir aux représentants des salariés préalablement à la négociation d'un plan social.
- ⇒ Rallongement des délais de négociation d'un plan social en introduisant une double période de 15 jours (15 jours plan maintien de l'emploi / 15 jours plan social).

3. Renforcement des droits des salariés dans le cadre des faillites d'entreprises

- ⇒ Accélération de la procédure pour le jugement de faillite dès que les arriérés de salaires s'étendent sur une période prédéterminée par la loi.
- ⇒ Ouverture du droit aux indemnités de chômage le jour de la faillite.
- ⇒ Nécessité de mettre sur un pied d'égalité les salariés victimes d'une faillite et les personnes qui ont été licenciées pour raisons économiques notamment quant aux indemnités de départ légales.
- ⇒ Application des conditions de préavis légales en cas de licenciement aux salariés victimes d'une faillite (actuellement : salaire du mois de survenance, salaire du mois suivant + une indemnité correspondant à 50 % du préavis auquel le salarié aurait pu prétendre).
- ⇒ Abolition de la limitation des indemnités au préavis légal pour les salariés ayant une ancienneté inférieure à 5 ans.
- ⇒ Créances salariales :
 - *augmentation du plafond du superprivilège (actuellement fixé à 6 x le salaire social minimum) ;*
 - *extension du délai de 6 mois avec suppression de la condition de consécutivité des mois précédant la faillite ;*
 - *prise en compte de l'indemnité de préavis dans le calcul des créances.*



4. Sauvegarde des existences

⇒ Garanties pour l'employabilité des salariés face aux évolutions technologiques.

Création de structures de gestion de sureffectifs comparables à la cellule de reclassement (CDR) dans les différents secteurs économiques afin de permettre un encadrement des personnes victimes de licenciements via plusieurs outils :

1. Encadrement de la transition vers la digitalisation, notamment dans le domaine de la requalification et des formations y nécessaires ;
2. Formations continues visant à permettre des transferts d'un secteur à l'autre ;
3. Prêts temporaires de main-d'œuvre ou travaux d'utilité publique ;
4. Placement au niveau d'une initiative pour l'emploi ;
5. Renforcement de l'économie sociale et solidaire pour permettre de nouvelles formes prises en charges non-limitées aux initiatives pour l'emploi.

⇒ Introduction d'une obligation légale visant à garantir qu'en cas de changement d'attribution de soumissions, les sureffectifs en résultants de l'ancien fournisseur devront être repris par le nouveau fournisseur afin d'éviter des licenciements.

⇒ Indemnité de chômage.

Lutte contre le chômage de longue durée (> 24 mois) avec prolongation de la durée d'indemnisation de chômage.

Amélioration de l'indemnité de chômage : montant doit correspondre à 80 % de la dernière rémunération avec comme limite supérieure le plafond cotisable (5 x le SSM).

Salariés à temps partiel : abolition d'une condition de durée hebdomadaire de travail à respecter pour avoir droit à l'indemnité de chômage.

Abolition du principe de proportionnalité de la période d'indemnisation de chômage pour les salariés dont le CDD prend fin ou les CDI sont résiliés avant une période de 12 mois.

Prolongation de la durée de l'indemnisation de chômage jusqu'au reclassement définitif dans un emploi stable (sous condition de suivre des formations continues ou des mesures de réinsertion).

⇒ Aide au réemploi (uniquement valable si projet de loi 7086 a été voté par la Chambre des députés).

Abolition de toute condition d'âge.

Ouverture du droit à l'aide au réemploi sans distinction entre CDI et CDD et sans condition de durée minimale du contrat de travail.

Garantie légale d'un droit non-conditionné à l'aide au réemploi pendant 48 mois.

Mise en place d'un mécanisme afin d'éviter que la nouvelle règle de détermination du montant de l'aide au réemploi (90 % de la rémunération antérieure avec obligation que l'aide au réemploi ne dépasse pas 50 % du salaire payé par l'employeur) entraîne des pertes financières substantielles pour le demandeur d'emploi.

⇒ Reclassement professionnel.

Automatisme légal visant l'attribution d'une pension d'invalidité à tout salarié qui se trouve pendant 5 ans en reclassement externe.

Révision de la législation sur le reclassement afin de prendre en compte les cas où un salarié est capable de reprendre un travail, mais au moment de l'examen médical inapte à son dernier poste de travail. Dans ce cas, le salarié concerné devrait d'office pouvoir bénéficier d'un reclassement professionnel.

Procédure en cas de contestation par le salarié de l'avenant au contrat de travail proposé pour déterminer les nouvelles modalités de travail suite à un reclassement interne.



L'intensification de la cogestion des salariés à travers l'ère numérique



1. Moyens de la délégation du personnel

- ⇒ Obligation légale pour l'employeur de mettre à disposition les moyens nécessaires pour le bon accomplissement des tâches des représentants des salariés.
- ⇒ Mise à disposition des moyens aux représentants des salariés proportionnellement aux résultats des élections.

2. Introduction du vote électronique obligatoire

- ⇒ Sur simple demande des organisations syndicales ou de la délégation du personnel (proposition actuelle : sur demande de l'employeur avec avis de la délégation du personnel).

3. Plus grande protection des représentants du personnel

- ⇒ Protection contre le licenciement et pour la sécurisation de leurs carrières.

LCGB INFO-CENTER

☎ +352 49 94 24-222 / ✉ infocenter@lcgb.lu

Lu-Ve (sauf mercredi après-midi)

8:30 – 12:00 et 13:00 – 17:00



Audition publique en vue du débat de consultation concernant le rapport de Jeremy Rifkin « The third industrial revolution strategy »

Dr. Ludivine Martin - LISER

À l'instar des révolutions industrielles qui ont bouleversé le XIX^e siècle et le XX^e siècle, la révolution digitale transforme aujourd'hui nos modes de vie et le fonctionnement des entreprises.

L'analyse des conséquences de la révolution digitale fait partie des grandes priorités du LISER, Luxembourg Institute of Socio-Economic Research, notamment dans le cadre de notre programme pluriannuel portant sur la période 2018 à 2021.

Le département 'marché du travail' dont je fais partie est un groupe d'une vingtaine de chercheurs en économie, sociologie, science politique et droit. Au niveau de l'analyse des conséquences de la révolution digitale, nous nous focalisons sur deux points : (1) l'impact de la digitalisation sur l'emploi (création / destruction / évolution des emplois), et (2) l'impact de la digitalisation sur les conditions de travail des employés (bien-être, motivation, cohésion).

1. L'impact de la digitalisation sur l'emploi

Ce que l'on sait :

Evaluer de manière prospective et précise l'ampleur de l'impact de la digitalisation sur l'emploi n'est pas chose aisée. Différentes méthodologies se basant soit sur les tâches, soit sur les emplois ont été utilisées par la communauté scientifique. Ces choix ont mené à des prédictions très diverses. Les études prédisent un taux de destruction d'emplois qui oscille entre 9% d'emplois essentiellement manuels et routiniers (Arntz et al. - OECD, 2016) et 47% des emplois (Frey and Osborne, 2013). Outre les destructions, ce sont des effets de remplacement qui sont déjà observés avec par exemple des entreprises de la Finance où les traders sont remplacés par 1/3 d'ingénieurs informaticiens et très peu de traders. A ces phénomènes de destruction et de remplacement s'ajoutent toutefois de nouveaux type de jobs induits par la révolution digitale (comme par exemple les professionnels du traitement des mégadonnées) ainsi que de nouvelles formes d'emploi (uber, slashers...). Au Luxembourg, d'après un rapport de 2015 du Centre Européen pour le Développement de la Formation Professionnelle (Cedefop), 44% des créations d'emplois entre 2013 et 2025 seront des emplois intellectuels et scientifiques, hautement qualifiés en sciences, ingénierie, y inclus les métiers du digital et de la robotique mais aussi des emplois dans les secteurs de la santé, du commerce et de l'éducation. Au stade actuel de l'évolution de l'intelligence artificielle, l'humain préserve un avantage comparatif en termes de créativité, de flexibilité, de capacité d'analyse et de capacité relationnelle et devra donc impérativement développer ces compétences dans le marché du travail de demain.

Les challenges pour le Luxembourg sont de :

- Développer une main-d'œuvre avec les compétences requises par les entreprises et qui sont complémentaires à l'automatisation et à l'intelligence artificielle.



- Mettre en place une législation protégeant les salariés notamment dans les nouvelles formes d'emploi (sécurité sociale, droits à la retraite, représentation syndicale ...).

Dans les faits, au Luxembourg, différentes actions sont d'ores et déjà mises en place ou sont en projet pour les personnes en emploi et les demandeurs d'emploi, je vais vous citer quelques exemples, mais bien d'autres existent notamment dans les écoles dans le cadre des initiatives pour le digital entreprises par l'action Digital Luxembourg (<http://www.digital-luxembourg.public.lu/fr/index.html>) :

- Le projet pilote « Luxembourg Digital Skills Bridge » qui dès 2018 devrait permettre aux entreprises qui en font la demande et qui remplissent certaines conditions de bénéficier d'une compensation financière via le Fonds pour l'emploi pour former leurs employés dans le contexte de la digitalisation.
- L'ADEM a mis en place des actions pour permettre aux demandeurs d'emploi de se former eux-mêmes à la transformation digitale via une plateforme en ligne suite à un accord avec OpenClassrooms en septembre 2017. Cette action étoffe les possibilités des demandeurs d'emploi de se former aux métiers de demain en complément des formations de la House of Training, de la Chambre des métiers et du Luxembourg Lifelong Learning Center de la Chambre des salariés, ou encore avec des formations ciblées comme Fit4Coding en partenariat avec l'école WebForce3.

Dans ce contexte, notre mission principale en tant que centre de recherche public est de mettre notre expertise au service de la société afin d'aider les décideurs politiques, les entreprises et la société civile à encadrer cette révolution digitale de manière efficace et juste, tant pour les entreprises que pour les travailleurs. Pour cela, il nous faut anticiper les challenges à venir et il nous est dès lors nécessaire de :

- Développer des collaborations étroites avec les partenaires publics et privés afin de comprendre de l'intérieur le phénomène de la digitalisation.
- Développer des outils de mesure visant à l'identification des compétences et des métiers de demain via notamment la collecte :
 - de données d'enquêtes employeur-employé dans la lignée de celle menée par le LISER en 2013 sur la qualité de vie au travail, et qui mettraient à présent l'accent sur la digitalisation et l'évolution des compétences nécessaires (d'autres enquêtes comme celles du Cedefop et de l'OCDE sont également à considérer comme une source d'inspiration, mais elles ne peuvent à elles seules suffire notamment à cause d'un focus exclusif sur la population résidente, qui comme chacun sait ne permet pas de répondre à l'ensemble des besoins de l'économie du pays).
 - de mégadonnées (ou Big data) sur les compétences demandées dans les offres d'emploi mais aussi sur les compétences affichées sur les profils en ligne des salariés sur *LinkedIn* notamment.
- Evaluer l'impact des politiques de formation, notamment les formations digitales, sur l'employabilité et la qualité des jobs trouvés par les demandeurs d'emploi en vue d'améliorer les actions mises en œuvre.



2. L'impact de la digitalisation sur les conditions de travail des employés

Ce que l'on sait :

Des études du LISER ont analysé les conséquences des outils technologiques sur les emplois existants et les comportements des employés. Elles mettent en évidence des effets à la fois positifs et négatifs de la digitalisation. D'une part, les technologies de l'information (tels que Enterprise Resource Planning/ERP, workflow) permettent de réduire les coûts d'accès aux informations et aux connaissances dans les entreprises et d'augmenter la transparence au sein des organisations. Il en résulte une meilleure prise de décision et un accroissement de la motivation et de la performance des employés. En revanche, au-delà de leurs bénéfices évidents, les outils de communication (tels que les emails) peuvent avoir, lorsqu'ils sont mal utilisés, des effets pervers en termes d'infobésité et de surcharge de travail. De plus, l'usage des nouveaux outils de communication peut amener à une centralisation systématique de la prise de décision aux échelons hiérarchiques supérieurs, et dès lors engendrer une perte d'autonomie néfaste à la motivation et la performance des employés. A ce sujet vous pouvez consulter mes travaux récents réalisés dans le cadre du projet TWAIN financé par le Fonds National de la Recherche.

Les challenges pour le Luxembourg :

Les entreprises n'ont pas nécessairement conscience des effets positifs et négatifs des outils technologiques sur leur organisation et leurs employés. Or la motivation et la performance des employés sont un déterminant important de la pérennité des entreprises et *in fine* de l'emploi. Alors qu'il convient de tirer parti au maximum des effets positifs de la digitalisation, il est aussi crucial de proposer des solutions pour contrecarrer ses effets négatifs.

Dans les faits, au Luxembourg, des actions de support aux entreprises existent, je peux vous citer le programme 'Fit4Digital' de Luxinnovation qui vise à aider les entreprises à franchir le pas de la transformation digitale. Le LISER, qui est en pourparlers afin d'assister Luxinnovation dans l'évaluation de l'impact de ce programme, est de manière générale en recherche d'autres collaborations de ce type.

De manière plus large, le LISER contribuera dans les années à venir à une meilleure compréhension de l'impact de la digitalisation sur le fonctionnement des organisations et le comportement des salariés.

Nos analyses doivent, pour ce faire, se baser sur des données d'enquête collectées auprès des entreprises et des salariés, d'entretiens qualitatifs, de tests en laboratoire d'économie expérimentale (LISER-LAB) et en entreprises. Nous envisageons également des études de cas appliquées aux secteurs de la Finance, de la Logistique, mais aussi dans l'Administration Publique.

In fine, notre ambition est d'identifier quels outils technologiques sont adéquats et comment les utiliser efficacement, afin de définir les bonnes pratiques managériales, notamment en termes de droit à la déconnexion, et d'éviter les pièges de la démotivation et de l'infobésité.



Les travaux récents de Ludivine Martin en lien avec la digitalisation réalisés dans le cadre du projet FNR CORE TWAIN (<https://www.liser.lu/staff/ludivine-martin;ludivine.martin@liser.lu>) :

Martin L. (2018) ‘How to retain motivated employees in their job?’ *Economic and Industrial Democracy*, forthcoming

Martin L. (2017) ‘Do innovative work practices and ICT use motivate employees?’ *Industrial Relations*, Vol. 56, N° 2, 263-292

Corgnet B., Martin L., Ndodjang P., Sutan A. (2017) ‘Surveillance informatique versus surveillance classique : une expérience d’effort réel (IT monitoring: A real effort experiment)’ *Revue Economique*, Vol. 68, N°5, 843-857

Grolleau G., Martin L., Ndodjang P., Sutan A. (2017) ‘How do Information Technologies and Communication Technologies affect employees’ discretion and production?’, mimeo

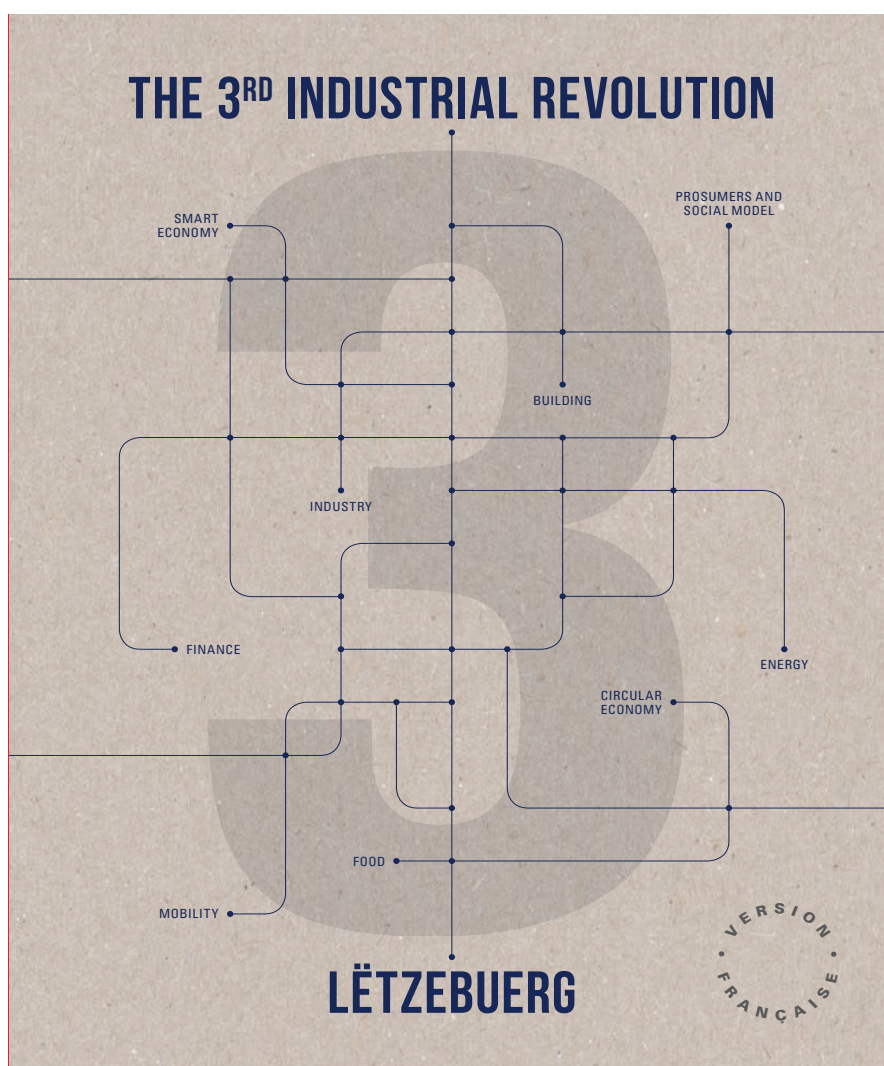
Martin L., Rosaz J., Sutan A. (2017) ‘In-play Communication and Performance in a Real Effort Experiment’, mimeo



**mouvement
écologique**

Zukunftsgestaltung vum Land a Rifkin-Prozess:

**Nach e wäite Wee:
grondsätzlech Froe si nach net
ugeschwat ginn!**



Vorbemerkung

Der Mouvement Ecologique ist der Überzeugung, dass sich, in der jetzigen Phase der Diskussionen betreffend des Rifkin-Prozesses, vor allem eine grundsätzliche Analyse des Rifkin-Dokumentes und der weiteren Vorgehensweise aufdrängt.

Deshalb werden wir in der folgenden Stellungnahme nicht die unterschiedlichen Themenbereiche der Rifkin-Studie kommentieren, sondern vielmehr grundsätzliche Überlegungen anführen, die nach Überzeugung des Mouvement Ecologique zuallerst geklärt werden müssten, damit der Rifkin-Prozess einen wirklich positiven Einfluss auf die Zukunftsgestaltung haben kann. Dies auch im Sinne der nachhaltigen Entwicklung: d.h. der Verknüpfung von Ökologie, Sozialem und Wirtschaft.

1

Der Rifkin-Prozess: ein begrüßenswerter Ansatz ...



Dank dem Rifkin-Prozess fand ein Dialog zwischen Akteuren statt, den es bis dato kaum in dieser Form in Luxemburg gab. Auch eine Reihe von Resultaten des Reflexionsprozesses sind absolut begrüßenswert, wie das Ziel der Dekarbonisierung von Wirtschaft und Gesellschaft.

Der Rifkin Prozess beinhaltet wichtige positive Elemente:

- Er hat in Luxemburg eine **Diskussion und eine Dynamik zu wichtigen Fragestellungen** gefördert. Der Ansatz der Rifkin-Studie geht dabei über den anderer Foren / Debatten hinaus (Zukunftstisch u.a.), er gibt zudem u.a. dem wichtigen Kernthema Energie recht viel Raum.
- Die **Breite und das Engagement der Akteure**, die sich im Rahmen dieses Prozesses zusammengetan haben, um über eine Reihe von Herausforderungen der Zukunft zu diskutieren, sind dabei hervorhebenswert.
- Auch die Tatsache, dass der Rifkin-Prozess - zumindest zum Zeitpunkt der Erstellung der Studie - zu einer **stärkeren interministeriellen Zusammenarbeit** geführt hat, ist ein positiver Umstand.
- Die **Grundorientierung** der Rifkin-Studie in verschiedenen Themenbereichen geht zudem, nach Ansicht des Mouvement Ecologique, tendenziell in die richtige Richtung: Wenn von den verschiedensten Akteuren in den Arbeitsgruppen -

bereichsübergreifend - ein 100% Biolandbau als mittelfristiges Ziel für Luxemburg angeführt, die Dekarbonisierung definitiv als Notwendigkeit anerkannt oder aber ein modal split von 30% sanfte Mobilität / 40% öffentlicher Transport / 30% Privatverkehr für 2050 angeregt wird, so sind dies wichtige Aussagen, die der Mouvement Ecologique unterstützt. Ebenso wie die Tatsache, dass angedacht wird, durch die Förderung der „sharing economy“ eine Reduktion des Konsums zu erreichen. Bis dato gab es noch keine solchen, doch recht weitgehenden Absichtserklärungen, die von einer derart breiten Palette von Akteuren getragen wurden.

- Dabei muss man aber feststellen, dass die Rifkin-Studie in den verschiedenen Themenbereichen eine **sehr unterschiedliche Tiefenschärfe** hat. Während vor allem die technischen Notwendigkeiten im Energiebereich, in der Digitalisierungsfrage... recht konkret angegangen werden, verlieren sich andere Themenbereiche eher in - doch recht bekannten - Allgemeinplätzen. So z.B. wenn auf der Ebene der Mobilitätsplanung die E-Mobilität in den Fokus gerückt wird und ansonsten eher gängige und bekannte Lösungen recht plakativ angeführt werden, oder auf der Ebene der Landwirtschaftspolitik die realen Hemmschuhe und erforderlichen Reorientierungen im Sinne einer tragfähigen nachhaltigen oder biologischen Landwirtschaft nur oberflächlich benannt werden.

Aufgrund der Tatsache allerdings, dass die Diskussion über die Entwicklung Luxemburgs durch den Rifkin-Prozess, mit allen Schwächen die im Folgenden angeführt werden, einen neuen Elan erfuhr und erste Anregungen in verschiedenen Themenbereichen formuliert wurden, begrüßt der Mouvement Ecologique somit wichtige Elemente des vorliegenden Berichtes sowie das erhoffte Anstoßen eines kontinuierlichen Prozesses.

Diese positiven Elemente der Einschätzung ändern jedoch nichts an der Tatsache, dass der Mouvement Ecologique sehr grundsätzliche und tiefgreifende Kritikpunkte an zentralen Aspekten der Rifkin-Studie und dem geplanten weiteren Prozesses hat, die im Folgenden angeführt seien.

Ein Zukunftsmodell mit einer Fokussierung auf Effizienzsteigerung ohne ausreichende Berücksichtigung der Umwelt- und Ressourcenaspekte entspricht nicht den Prinzipien einer nachhaltigen Entwicklung

Das vermeintlich neue ökonomische Paradigma der Rifkin-Studie ist recht einfach zu beschreiben: Effizienz, Effizienz und nochmals Effizienz bzw. Produktivitätssteigerung. Die neuen Informations- und Kommunikationstechnologien **effizienter** für das Wachstum nutzen - **Effizienzsteigerung** bei der Nutzung von (neuen) Energien, im Mobilitätsbereich, um wirtschaftliche Aktivitäten **effizienter** fördern zu können... Diese Effizienzsteigerung soll vor allem durch die Digitalisierung erfolgen: **Digitalisierung** der Kommunikation, der Energie und des Transportes.

Das Rifkin-Dokument verfolgt dabei den Gesamtansatz eines **effizienzgetriebenen „normalen“ Wachstumsmodells**, in das zwar Energie als zusätzlicher Produktionsfaktor einbezogen wird, die begrenzten Umwelt- bzw. Naturkapazitäten demgegenüber jedoch nicht als wirklich relevante Faktoren oder als harte Restriktionen in die Überlegungen einbezogen werden.

Die laufende bzw. anstehende dritte industrielle Revolution wird sonder Zweifel u.a. von der **Digitalisierung** geprägt werden. Und sie wird auch zu Effizienz- und Produktivitätsgewinnen führen, was auch sinnvoll ist. Aber es gibt nicht den geringsten Beleg dafür, dass sie **a priori** zu absolut sinkenden Umweltsprüchen bzw. -belastungen führen wird. Die höhere Ressourceneffizienz hat bisher über das globale Mengenwachstum (Menschen/Produkte) allenfalls zu geringeren Verbräuchen für ein einzelnes Produkt / Leistung geführt, nicht aber zur absoluten Verringerung der Ressourcennutzung.

Ein weiterer Fokus wird auf die rationellere Nutzung vorhandener Ressourcen durch die **„circular economy“** gelegt. Das Prinzip der Kreislaufwirtschaft ist sicher zukunftsweisend, u.a. weil es Unternehmen anstoßen kann, sich mit nachhaltigerem Produktdesign und der Schließung von Stoffkreisläufen unter Vermeidung oder Minderung von Abfall und Emissionen auseinander zu setzen. Das Konzept, so sinnvoll es auch ist, blendet jedoch die Frage einer weltweit tragfähigen und gerechten Verteilung von Rohstoffen aus, ebenso wie den zu erwartenden Rebound-Effekt, d.h. ein weiteres wirtschaftliches Wachstum (u.a. aufgrund von Kostenminderungs-Effekten) und damit eine verstärkte Energie- und Ressourcennutzung. Die begrenzten Kapazitäten des Umweltraumes werden zudem nicht einbezogen.

Global gesehen, haben alle industriellen Revolutionen starke Effizienzverbesserungen erbracht, nie aber wurde dadurch eine Umweltentlastung erreicht. In der Regel werden Produktivitätssteigerungen und Effizienzgewinne sofort für weiteres Wachstum, also für Produktionsausdehnungen, „kassiert“, der schon erwähnte „Reboundeffekt“ tritt ein (d.h. die effizientere Produktion löst einen höheren Verbrauch aus, da einerseits Betriebe ihre Ressourcen ausschöpfen und andererseits bei Konsumenten das Gefühl entsteht, der höhere Konsum sei umweltverträglicher, was jedoch gesamt gesehen nicht der Fall ist).



Die Effizienzsteigerung alleine, so wichtig sie ist, trägt der Dimension der nachhaltigen Entwicklung nicht ausreichend Rechnung. Denn auch durch die Effizienzsteigerungen der Vergangenheit, konnte nie eine reelle Umweltentlastung stattfinden. Effizienzsteigerung ja! Aber sie alleine reicht bei weitem nicht aus!

Die simple Formel „Effizienzerhöhung zwecks Wachstumsstimulierung“ wird der komplexen Aufgabe einer nachhaltigen Langfriststrategie nicht gerecht.

Somit ist für den Mouvement Ecologique eine grundsätzliche Schwachstelle der Rifkin-Studie, dass

- die **Dimension der nachhaltigen Entwicklung**, welche das Fundament einer industriellen Revolution darstellen sollte, **de facto nicht wirklich einbezogen wird**;
- bei der Debatte über die **Effizienzsteigerung** zwar zum Teil der Energiefaktor berücksichtigt wird, jedoch **alle anderen umweltrelevanten Elemente außen vorgelassen** werden und die Tatsache ignoriert wird, dass Effizienzsteigerung eben **gerade nicht a priori die absolut notwendige Reduktion des Ressourcenverbrauchs sowie der Umweltbelastung herbeiführt** - die Grenzen unseres Umweltraumes weiterhin gesprengt werden. Dabei sind gerade dies die Zukunftsherausforderungen schlechthin! Eine Zukunftsstrategie, welche diese Elemente ausklammert - welche nicht Leitplanken aus Sicht der nachhaltigen Entwicklung stellt - ist auf einem wesentlichen Auge blind!
- die Effizienzsteigerung quasi als **Ersatz einer Hinterfragung des Gesellschafts- und des dahinter stehenden Wachstumsmodells** gesehen wird.

Angesichts der angeführten Überlegungen liegt es demnach auf der Hand, dass das Hinterfragen des Wachstumsdogmas eigentlich die Ausgangsüberlegung der Rifkin-Studie, die den allgemeinen Rahmen vorgibt, darstellen müsste.

Die Analyse, dass es kein „ressourcenneutrales Wachstum“ gibt, wird auch von führenden Ökonomen geteilt. **Effizienzsteigerung ist zwar eine wachstumsrelevante Strategie, aber keineswegs eine hinreichende Bedingung für eine ökologisch sowie gesellschaftlich nachhaltige Entwicklung.**

Die Rifkin-Studie geht jedoch von gegensätzlichen Überlegungen aus. Der Wirtschaftsminister sieht das Dokument sogar als Basis um aus dem vermeintlichen „Wachstumsfalle“ eine „Wachstumsopportunität“ zu machen. „Wachstum ist unser Wirtschaftsmodell“ führt P. Gramegna an, F. Bausch stellt in den Raum, man müsse den Leuten „die Angst vor dem Wachstum nehmen“ (auch durch eine bessere Politikgestaltung).

Statt den Eindruck vermitteln zu wollen, vor allem durch technische Innovationen und Effizienzsteigerungen ein „grünes“ langfristig tragfähiges Wachstum zu erreichen, hätte die Rifkin-Studie eine ehrliche Debatte über unser Gesellschafts-, Sozial- und Wirtschaftsmodell ohne Wachstumszwang sicherstellen und die Grundprobleme eines reinen Effizienzkonzeptes hinterfragen sollen. Denn, wie in Kapitel 2 angeführt, gibt es kein „ressourcenschonendes Wachstum“. Von der Problematik der Verkehrsinfrastrukturen, des fehlenden Wohnraums, der begrenzten Wasserressourcen, des zunehmenden Bodenverbrauchs... ganz abgesehen, wobei auch diese Aspekte ein zentrales Problem darstellen.

Insofern läuft die Rifkin-Studie Gefahr, eine Art „grüner“ Deckmantel für ein „weiter wie bisher“ darzustellen.

Und sogar wenn man sich nicht auf die doch so unerlässliche Hinterfragung des Wachstumsdogmas einlassen wollte, hätte man zumindest folgende Fragestellungen in den Fokus rücken müssen:

- Welche wirtschaftlichen Bereiche wachsen bisher in Luxemburg? Mit welchen ökonomischen, sozialen und ökologischen Folgen? Welche dieser Folgen sind kurz-/langfristig unerwünscht/erwünscht?
- Was soll demgegenüber nach den Vorstellungen der gesellschaftlichen Präferenzen langfristig wachsen? Welche ökonomischen, sozialen und ökologischen Veränderungen/Verbesserungen ergäben sich dadurch?
- Inwieweit und wodurch beeinflusst der Staat bzw. die Politik das Wachstum bzw. die volkswirtschaftliche Produktionsfunktion bisher in die unerwünschten Richtungen? Welche Programme/Maßnahmen können sich in welcher Weise auf das Wachstum und den Einsatz der in der Wachstumsfunktion berücksichtigten Produktionsfaktoren auswirken? Wie kann man diese Programme/Maßnahmen verändert einsetzen, um die knappen Umweltressourcen zu schonen und nicht nur zu höherem Kurzfristnutzen einzusetzen? Also Steuern, Subventionen, Bildung etc. so ausrichten, dass Effizienzgewinne zum Aufbau von Potentialreserven, zur Bildungsinitiative, nicht aber zur Angebots- und Nachfrageerhöhung des typischen kaufbaren Sozialprodukts (Güter und Dienstleistungen) genutzt werden.
- Wie kann eine wachstumsunabhängige Gestaltung und Finanzierung des Sozialsystems erfolgen?

Alle diese Aspekte sollten im Folgeprozess berücksichtigt und geklärt werden.



Grundlegend für die Zukunftsgestaltung unseres Landes ist, dass wir eine ehrliche Debatte über unser Gesellschafts- und Wirtschaftsmodell führen ... und darüber, welches Wachstum zulässig ist. Diese so wichtige Fragestellung - die den Rahmen für alle anderen Debatten stecken müsste - erfolgte bis dato kaum und muss unbedingt das Hauptmerkmal der Folgedebatten sein.

4

Das Aufgreifen technischer Innovationen ersetzt keine Reflexion über ein Wirtschafts- und Gesellschaftsmodell

“Technesch Entwécklungen net op eis zoukomme loosén, ma aktiv opgräifen”, so könnte man eine zentrale Errungenschaft des Rifkin-Prozesses benennen.

Das aktive Angehen von technischen Entwicklungen ist sicherlich von herausragender - vor allem wirtschaftlicher - Bedeutung und somit begrüßenswert. Eigentlich müsste das Aufgreifen solcher Entwicklungen in einer funktionierenden Wirtschaft zwar eine Selbstverständlichkeit sein, wenn der Rifkin-Prozess das Bewusstsein für eine derartige proaktive Umsetzung geschärft hat und so die staatliche Rahmensetzung verbessert wird, ist dies aber selbstverständlich als positiv anzusehen.

Jedoch: es ist geradezu irreführend, dass vor allem primär technische Fragestellungen - wie die Stabilisierung des Energienetzes, der Ausbau der E-Mobilität, die “circular economy” - derart im Fokus von Rifkin und vor allem den Folgediskussionen (und eingesetzten Arbeitsgruppen!) stehen. **So notwendig sie sind: sie ersetzen keine gesellschaftliche Vision, haben nur in begrenzten Ausmaß mit gesellschaftlichen Prioritäten zu tun.**

Man könnte somit den Eindruck gewinnen, als ob es gerade das Ziel verschiedener Akteure wäre, so zu tun, als ob das Aufgreifen technischer Entwicklungen bereits das Gesellschaftsmodell von morgen bestimmen würde. Dies ist aber weit gefehlt! Das frühzeitige Aufgreifen technischer Innovationen und ihrer staatlichen Förderung dürfen eben gerade nicht den Diskurs über inhaltliche gesellschaftliche Prioritäten ersetzen - bzw. muss der Diskurs nicht primär über die technische Umsetzung erfolgen, sondern ebenfalls über den notwendigen zu setzenden politischen Rahmen! Einige Beispiele, welche diese These illustrieren:

- **Die Digitalisierung wird unsere Gesellschaft in ihren Fundamenten**
 - Organisation der Arbeitswelt, unser Zusammenleben usw.
 - grundlegend verändern. Dass die Digitalisierung im Rifkin-

Prozess bis dato quasi rein auf die technische Ebene, z.B. einer Stabilisierung des Energienetzes bzw. die Rationalisierung von Produktionsprozessen, herabgesetzt wurde, ist unzulässig! Dass auch die diesbezüglich neue eingesetzte Arbeitsgruppe des Wirtschaftsministeriums scheinbar vor allem technische Aspekte in den Fokus rückt und die grundsätzlichen Fragen zu ignorieren scheint, ist inakzeptabel.

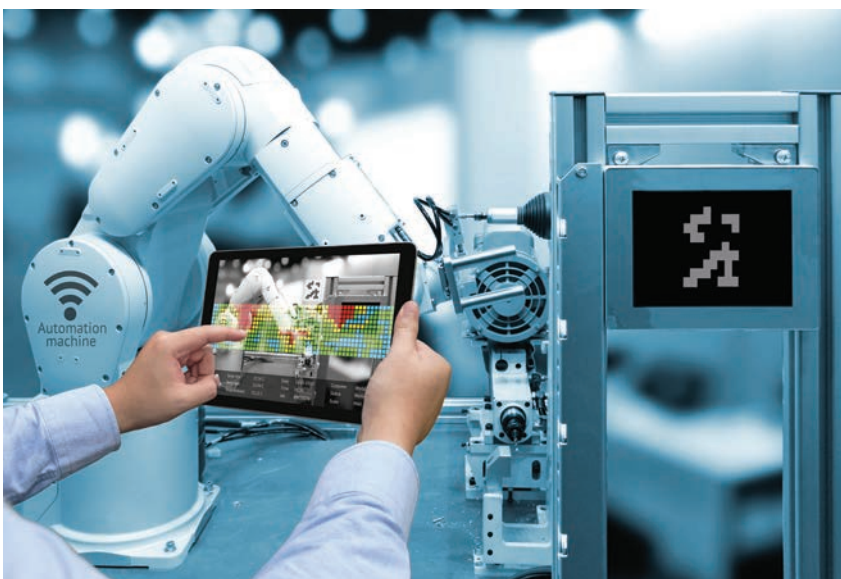
- Ein anderes Beispiel: die **“sharing economy”**. Sie wird zwar in der Rifkin-Studie als wesentliches Element angeführt. In dem Folgeprozess wird sie aber bis dato außen vorgelassen. Dabei wäre es gerade in diesem Bereich erforderlich darüber zu diskutieren, welche Rahmenbedingungen für eine “sharing economy” eingeführt werden müssen, z.B. über die Konsequenzen einer Monetarisierung der zwischenmenschlichen Beziehungen durch die „sharing economy“, so wie dies z.B. bei Unternehmen wie UBER oder Air BNB der Fall ist.

Diskussionen über intelligente Stromnetze, die Förderung der Elektromobilität sind wichtig, aber: technische Innovationen sind de facto “nur” Hilfsmittel für eine Gestaltung der Gesellschaft, die wir anstreben.

Und die Debatte, welche Gesellschaft wir anstreben - welcher Raum und Rahmen wir der Digitalisierung bieten wollen, welche Regionalität usw. - wurde im Rifkin Prozess zu stark übergangen.

Die Gestaltung des Gesellschaftsmodells erfolgt über (gesellschafts-) politische Entscheidungen, an ihnen ist es den Rahmen für technische Entwicklungen zu setzen. Und nicht umgekehrt.

Die Debatte über gesellschaftliche Prioritäten hätte demnach primär oder zumindest parallel zum Rifkin-Prozess in einem gegenseitigen Austausch stattfinden müssen - ebenso wie die politische Rahmensetzung für die technischen Entwicklungen.



Technische Innovationen sind begrüßenswert und wichtig. Jedoch: Durch die Digitalisierung und Effizienzsteigerung alleine lösen wir die Fragen der nachhaltigen Entwicklung, der Verteilungsgerechtigkeit und des anstrebenwerten Sozialmodells nicht. Die Digitalisierung braucht einen klaren gesellschaftspolitischen Rahmen.

Das Gesellschaftsmodell von morgen: auch eine soziale und Verteilungsfrage!

Besonders befremdend ist jedoch, wie weit sogar die Digitalisierung vor allem aus rein organisatorischer / technischer Sicht angegangen wird.

Dabei müsste es auch hier vor allem erneut um die Frage des wünschenswerten Gesellschafts-/Sozial- und Wirtschaftsmodells gehen:

- **Wie soll die Arbeitswelt von morgen aussehen**, wenn durch die Digitalisierung sonder Zweifel tiefgreifende Änderungen in unserer Arbeitsweise erfolgen werden? Welche Flexibilisierungstendenzen mit welchen sozialen und psychischen Folgen für die Betroffenen gibt es? Wie das Entstehen von "digitalen Nomaden" verhindern?
- **Wie werden die mit der Digitalisierung verbundenen Effizienzsteigerungen und damit den Produktivitätsgewinnen "gesellschaftlich" verteilt?** Wem sollen sie zugute kommen? Zum Nutzen der Arbeitnehmer - sprich Arbeitszeitverkürzungen u.ä. - oder aber zur Steigerung des Profits verschiedener Akteure unter Inkaufnahme von Arbeitslosigkeit?
- **Was bedeutet diese Entwicklung auch für weniger qualifizierte MitbürgerInnen?** Wie können sie weiterhin sinnvoll in den Arbeitsmarkt integriert werden?
- **Wer riskiert der Verlierer dieser Entwicklung zu sein und wie dem entgegen wirken?**
- **Wie soll der Datenschutz von morgen organisiert werden?** Wirtschaftliche wie staatliche Akteure werden über die Digitalisierung des Alltags, der Wohnungen, des Konsums, der Mobilität u.a.m. noch wesentlich stärkeren Einblick in unser Leben erhalten. Welche Maßnahmen müssen ergriffen werden, um einen Missbrauch durch diese Akteure oder durch Dritte zu verhindern, um eine Privatsphäre zu garantieren?
- **Was bedeutet diese Entwicklung aber auch für unser soziales Miteinander, für soziale Verbindungen im Arbeitsleben, für die drohende Anonymisierung im Alltag...?** Onlinekonsum, -behörden und -banken verdrängen soziale Kontakte und Hilfestellungen bei den damit verbundenen Operationen mit entsprechenden Folgen im Besonderen für bestimmte Bevölkerungsgruppen.
- **Wie wollen wir generell unser zukünftiges Miteinander organisieren, z.B. auch im Zusammenhang mit der „sharing economy“?** Welche Prioritätensetzung, welche Rahmensetzung möchten wir uns geben? Kritiker befürchten - im Falle nicht ausreichender Leitplanken der Politik - eine Entwicklung der „sharing economy“ als eine Art Kapitalisierung von bisher nicht oder wenig genutzten Wirtschaftskapazitäten, statt einer schöneren und sozialeren neuen Welt. Eine Entwicklung, die u.a. zu einem Niedriglohnsektor und somit zu einer sozialen Ausbeutung führen kann.
- **Und müsste man nicht auch im Sinne der Nachhaltigkeit die Chance nutzen, die Digitalisierung gezielt für neue Arbeits-, Wirtschafts- und Gesellschaftsmodelle zu nutzen?** So, z.B. auch



Die Digitalisierung wird erheblichen Einfluss auf den Arbeitsmarkt und das Sozialleben haben. Der Politik fällt die Aufgabe zu, den notwendigen Rahmen zu setzen. Neben den technischen Herausforderungen, müssen in erster Linie die sozialen Voraussetzungen bzw. Auswirkungen im Vordergrund stehen.

für eine offene Diskussion über die Finanzierung der sozialen Systeme, die Einführung des Grundeinkommens ...?

Wie das Internet, die Digitalisierung, eingesetzt werden, ist schließlich das „*Ergebnis ökonomischer Verhältnisse und politischer Entscheidungen*“, wie es in einem Beitrag des LL zu lesen war.

Der Mouvement Ecologique fordert entsprechend mit Nachdruck einen gesellschaftlichen Diskurs über diese so wichtigen Fragestellungen. Gerade sie prägen die Zukunft unserer Gesellschaft. Die Resultate dieser Debatte müssten den Rahmen für die Gestaltung der technischen Innovationen geben, und nicht umgekehrt, wie dies derzeit der Fall zu sein scheint.

Dass gerade sie nicht angegangen und offensiv als Priorität thematisiert werden, ist deshalb - bis dato - als eines der größten Mankos von Rifkin anzusehen. Dies lässt beim Rifkin-Prozess einen schalen Beigeschmack aufkommen: Geht es bei Rifkin um die Zukunftsgestaltung oder rein um kurzfristige (privat)wirtschaftliche Vorteile? Die Zukunftsgestaltung ist auch eine Verteilungsfrage – eine Frage der sozialpolitischen Prioritätensetzung! Gerade sie auszuklammern, ist sträflich.

Es müsste darüber diskutiert werden, welche flankierenden Maßnahmen eingesetzt werden sollen, um die Folgewirkungen der Digitalisierung bzw. einer „sharing economy“ im Sinne einer guten Sozialpolitik umzusetzen.

Diese gesellschaftspolitischen Fragestellungen dürfen nicht in der Fokussierung auf technische Aspekte unter den Teppich gekehrt werden. Ohne die Analyse der aufgeworfenen Punkte und ohne gezielte politische Entscheidungen besteht das Risiko, dass Chancen für ökologischen und gesellschaftlichen Fortschritt verpasst und bestehende Probleme in diesen Bereichen sogar verstärkt werden!

6

Fehlende Implementierung im heutigen politischen Alltag

Äußerst problematisch ist zudem folgender Umstand: bis dato wurde nicht darüber diskutiert, welche Schlussfolgerungen der Rifkin-Studie denn nun wirklich "zurückbehalten" werden oder nicht. Sicherlich wurden 9 Arbeitsgruppen seitens der Regierung eingesetzt, die einzelne Themen weiter bearbeiten sollen. Doch dabei stand - so zumindest der Kenntnisstand des Mouvement Ecologique - keine Validierung des ersten Rifkin-Dokumentes an, sondern vielmehr eine Vertiefung einzelner, vor allem technischer Aspekte. Und die Entscheidung, welche Vorschläge des Rifkin-Dokumentes zurückbehalten werden oder nicht, obliegt ja auch nicht bestimmten Arbeitsgruppen, sondern erfordert einen gesellschaftlichen Prozess und eine politische Validierung.

Es erfolgte jedoch keine derartige politische Validierung, so dass das Rifkin-Dokument bis auf weiteres auf der Ebene eines Reflexionsdokumentes verbleibt.

Die Konsequenz, um nur ein Beispiel zu nennen: die Landwirtschaftskommission der Abgeordnetenkammer hinterfragt gemäß Presseberichten das Hauptziel der Rifkin-Studie im Bereich "food", das mittelfristige Anpeilen eines 100%tigen Biolandbaus.

Eigentlich hätte zumindest der strukturierte Austausch und das Zurückbehalten von zentralen Schlussfolgerungen in einem politischen Rahmen (!) eine Priorität für die Weiterführung des Prozesses darstellen müssen. Bis dato fehlen Aussagen darüber, wie dies erfolgen soll!

Im Gegenteil: der die Rifkin-Studie leitende Minister E. Schneider hat mehrfach angeführt, Rifkin wäre ein Denkprozess diverser Akteure, der aber für die Regierung (z.T. auch verständlicherweise) nicht bindend sein würde...

Was ergibt sich daraus als Konsequenz: eine fehlende politische Kohärenz. Im politischen Alltag werden die in der Rifkin-Studie formulierten Ziele vielfach ignoriert oder zumindest nicht erkennbar aktiv daran gearbeitet. Einige Beispiele: Integration von Rifkin Zielen in die Pestizid-Debatte oder die "Midterm-Review" was das Programm für ländliche Entwicklung (PDR) im landwirtschaftlichen Bereich anbelangt: weit gefehlt! Ggf. Hinterfragung der geplanten Ausbauprojekte im Straßenbau aufgrund der Rifkin-Vorgaben (da es doch fragwürdig ist, dass das doch recht ambitionöse angestrebte modal split erreichbar sein kann, wenn weitere Straßen gebaut werden). Im Mobilitätsbereich erfolgt zudem weiterhin eine z.T. fehlende Zusammenführung von Siedlungsentwicklung und Landesplanung (Bsp. Olm), im Wirtschaftsbereich die Ansiedlung einer griechischen Yoghurt-Fabrik in Bettemburg/Düdelingen mit wohl europaweiten Lieferketten ...

Somit laufen wir Gefahr, den Graben zwischen Anspruch und Wirklichkeit noch zu vergrößern: neben technischen Aspekten werden zentrale Fragen nicht angegangen ... und jene Ziele der Rifkin-Studie, welche immerhin im Sinne der nachhaltigen Entwicklung formuliert wurde, riskieren ohne Relevanz in politischen Entscheidungsprozessen zu sein.

7

Unzufriedenstellender Prozess zur Fortführung der Rifkin-Studie

Wie nun derzeit der Folgeprozess organisiert ist, wirft neben den bereits genannten inhaltlichen Aspekten - unseren Informationen nach eine Reihe von Feststellungen und Fragen auf:

- Wie bereits angeführt, wurden seitens der politischen Entscheidungsträger bis dato keine Anregungen der Rifkin-Studie formal als Ziele der Regierung zurückbehalten bzw. validiert. Somit ist das Rifkin-Dokument ein Dokument unter vielen, wenn auch ein etwas ausführlicheres. Es müsste formal seitens der Regierung und der Abgeordnetenkammer festgelegt werden, wie Ziele, die in der Konsequenz der Rifkin-Debatte formuliert werden, auch formal validiert werden können, und in welchem Zeitrahmen.
- Zudem erfolgte kein festgelegter Rahmen für die Arbeiten der verschiedenen Arbeitsgruppen.... Zentrale Schlüsselfragen, auf die sie hinarbeiten sollen, wurden - unseren Informationen nach - (noch) nicht definiert. Angesichts der Tatsache, dass es noch keine validierten Ziele gibt - das Arbeitsfeld der Gruppen recht diffus ist ... ist somit die Orientierung der Gruppen recht unklar.
- Nicht nachvollziehbar ist, warum welche Arbeitsgruppen eingesetzt werden und andere nicht. Für die wichtige Thematik der „sharing economy“ – des „prosumer and social model“ z.B. wurde bis dato keine Gruppe eingesetzt, wobei doch gerade dort Diskussionsbedarf besteht - die Gruppe, welche Digitalisierungsaspekte bearbeitet, scheint ebenfalls primär technische Fragestellungen anzugehen, und nicht gesellschaftspolitische.
- Koordiniert wird der gesamte Prozess von einem „steering comitee“. Dieses trifft sich - nach den regierungsseitigen Vorgaben - dreimal. Dabei war die erste Sitzung de facto eine reine Einführungsrunde. Wie dieses Gremium in lediglich zwei weiteren Sitzungen die Resultate der 8 Arbeitsgruppen besprechen und entstandende Divergenzen der Arbeitsgruppen diskutieren soll, steht in den Sternen...
- Schließlich bleibt noch die Frage, wie die progressive Implementierung der Schlussfolgerungen in den politischen Alltag erfolgen soll. Eigentlich hätte die Regierung bereits **festе Verfahrensregeln für den politischen Umgang mit den Ergebnissen des Rifkin-Prozesses verabschieden müssen. Ansonsten landen die Ergebnisse des Prozesses in denselben Papierkörben, in denen bislang die Ergebnisse anderer Foren gelandet sind.**

Exkurs:

Rifkin: an den Menschen und der Landesplanungsdebatte vorbei

Zwei weitere grundsätzliche Anmerkungen seien angeführt:

- Parallel zur Fortführung des Rifkin-Prozesses ist beabsichtigt, BürgerInnen der verschiedenen Regionen des Landes im Rahmen der **Debatten über die Landesplanung und die Entwicklung ihrer Regionen** einzubinden. Dabei soll es - so zumindest das Verständnis des Mouvement Ecologique - auch um grundsätzliche Aspekte gehen... z.B. weitere Entwicklung der verschiedenen Regionen. Es hätte doch zumindest angedacht werden sollen, wie diese beiden Prozesse ineinandergreifen müssten... bzw. muss hier in Zukunft Klarheit und eine Kohärenz der Politik sichergestellt sein.
- Schon alleine **aufgrund der genutzten Sprache, ist der Rifkin-Prozess für zahlreiche Menschen kaum verständlich.** Prosumer usw... sind Ausdrücke, die bei weitem nicht jedem geläufig sind. Und so positiv es ist, dass gesellschaftliche Akteure in die Erstellung des Dokumentes eingebunden wurden: de facto fand keine Beteiligung breiterer Bevölkerungskreise statt. Wenn denn Rifkin - die dritte industrielle Revolution - die Entwicklung unseres Landes prägen soll, so müsste doch sichergestellt sein, dass auch die im Land lebenden Menschen (und auch Grenzgänger) eine gewisse Form der Mitsprache erhalten.

Schlussfolgerungen

Rifkin ist bis dato tendenziell eher ein rein technokratischer Regierungsentwurf - eine Anpassungsplanung an globale Trends, um vor allem die Digitalisierung mit ihren Effizienzpotentialen möglichst früh wirtschaftlich und wachstumsspezifisch nutzen zu können.

Die zentralen Fragen nach den gesellschaftlichen Optionen, nach der Verteilungsgerechtigkeit bei Digitalisierungs- und Effizienzprozessen und nach dem Stellenwert der Umweltpreferenzen innerhalb eines tragfähigen Gesellschafts-, Wirtschafts- und Sozialmodells werden zu oberflächlich bzw. nicht angegangen.

Die Debatte über die Entwicklung Luxemburgs müsste eine fundamental wertorientierte sein. An der Politik wäre es dann, entsprechende Rahmenbedingungen für technische Entwicklungen und für die gesellschaftliche Nutzung von damit verbundenen Effizienzgewinnen zu definieren.

Technische Entwicklung müssen im Rahmen einer politischen Strategie den gesellschaftlichen Präferenzen untergeordnet werden.

Effizienzgewinne, die mit der Digitalisierung und mit anderen technischen Entwicklungen einhergehen, dürfen nicht automatisch in das traditionelle Produktionswachstum gelenkt werden. Sie eröffnen auch die Chance für eine gerechtere Verteilung des Wohlstands und für einen höheren Schutz der Umwelt. Die Konsequenzen unterschiedlicher Abwägung darüber und der Abwägungsprozess selbst sollten Gegenstand des Rifkin-Folgeprozesses und einer permanenten Institutionalisierung werden.

Nicht zuletzt müssten die Schlüsse, die in der Folge des Rifkinprozesses gezogen werden, politisch validiert werden, dies aufgrund einer breiten gesellschaftlichen Debatte, die ebenfalls in Verbindung mit den Diskussionen über die Landesplanung gesetzt werden muss. Dies mit ihren kurz-, mittel- als auch langfristigen Auswirkungen. Es kann nicht sein, dass die in der Rifkin-Studie enthaltenen guten Denkansätze de facto ohne Widerhall in der heutigen politischen Praxis bleiben und sogar aktuelle politische Entscheidungen getroffen werden, die diesen Schlussfolgerungen zuwiderlaufen würden. Ansonsten riskiert der gesamte Prozess leider zwar spannende Ansätze zu liefern, aber ohne realen Widerhall in der politischen Praxis zu bleiben.